

# INFORMATIONS

# Correspondance

# DUVRIERES

# LUTTES

le Numéro : 2 F - MENSUEL

N°106-107 JUIN-JUILLET 1971

## SOMMAIRE

Le Pillage du Quartier Latin	1
La Grève à la Polymécanique	3
Jeune Afrique	11
Assurances Générales de France	17
Grève à la Halle aux Vins	23
Le Phénomène Berliet	28
Dans les Boîtes	31
Grève chez Mammouth	37
Correspondance	41
Une visite à domicile	49
Notes de lecture	51

Directeur de la Publication : P. BLACHIER  
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

## Le pillage du Quartier Latin dans la lutte de classes

### PROVOCATION POLICIÈRE ?

Pour une fois, le P.C. et les organisations gauchistes sont d'accord : il s'agit pour eux d'une provocation policière. Les maoïstes allant jusqu'à donner des « preuves », des « témoignages ». Le seul ennui, c'est que face à d'autres témoignages, seuls leurs témoins ont vu ce que la *ligne politique actuelle* de la « C.D.P. J'accuse », exigeait qu'il soit vu ce soir là.

Mais il est sûr, d'autre part, que la non intervention des flics est due à une *manœuvre politique*, soit d'une frange extrémiste du gouvernement pour obliger celui-ci à durcir sa position (on pense, bien sûr, au ministre des flics, Marcellin). Soit du gouvernement lui-même pour, dans un premier temps, affoler la petite bourgeoisie possédante, et dans un deuxième la rassurer par des mesures énergiques, et donc, se la rallier électoralement. Pour faire face, d'autre part, au mécontentement de la petite bourgeoisie intellectuelle exprimé dans l'affaire « Jaubert », affaire dont tous les *démocrates* se sont fait les défenseurs.

Cette manœuvre se place donc au niveau de la *politique spécialisée*, dans le cadre de la *démocratie* (bourgeoise). Le « coup » ne peut ainsi profiter qu'aux *politiciens*. De même qu'il ne peut porter préjudice qu'aux *politiciens*.

Si les organisations gauchistes et le P.C. ne voient, dans les événements du quartier latin, que la manœuvre politique du gouvernement ou (et) de la police, c'est qu'ils se placent sur le terrain de la *démocratie* (bourgeoise), du point de vue de la politique spécialisée. C'est que, pour eux, le *pouvoir* c'est le *mode d'organisation du capital* (le gouvernement) ou son *rempart* (la police) mais pas le *capital* lui-même, pouvoir réel qui crée la division de la société en classes, et donc la lutte de celles-ci.

La lecture de l'ensemble de la presse vérifie bien que les gauchistes et le P.C. se placent dans la perspective de la bourgeoisie et de sa *démocratie* :

« L'Aurore » parle de « population menacée » et « France-Soir » demande si « la population devra s'armer pour se défendre ». « L'Humanité » dénonce « les provocations du gouvernement qui visent ainsi les *organisations démocratiques*, défenseurs des *couches populaires* ».

« La Cause du Peuple, J'accuse » : « Jamais aucun maoïste ne s'attaque aux biens ou à la personne des gens du *peuple*, jamais aucune de nos actions violentes ne porte préjudice aux intérêts de la population laborieuse ».

Population, couches populaires, peuple. C'est la même notion qui, niant l'existence de classes antagonistes, signifie *classes possédantes*, car une

alliance de classes profite toujours à la classe dominante. C'est la fonction même de la démocratie dans le système capitaliste.

Au quartier latin, la perspective électorale du gouvernement ou d'une fraction de celui-ci a été utilisée par les pillards pour renverser la perspective du capital (pouvoir réel), c'est-à-dire que *la lutte est passée du terrain réformiste à celui de la lutte des classes*. C'est ce que déplorent tous les *démocrates* : de « L'Aurore », à « La Cause du Peuple ». A partir de là, le problème ne se pose plus, d'un point de vue prolétarien, entre provocation ou non provocation.

## LES PILLARDS

Le marchandise est au centre du système capitaliste. Elle est sa justification et son moteur. Le travailleur est une marchandise au même titre que sa production. Le développement des forces productives conduit inéluctablement à une surproduction de marchandises que les capitalistes doivent écouler par nécessité. D'où, la transformation progressive, et maintenant assumée, de tous les lieux marginaux à la production en lieux marchands. C'est l'immiscion de la marchandise dans tous les aspects des loisirs (espace - temps extra - travail) par le réseau social urbain.

Le Quartier Latin est le lieu où tous ces aspects sont *plus visibles*, surtout le samedi soir (rues, magasins, cinés, bistros, restaurants, boîtes, etc). Voilà pourquoi tous les samedis soirs le Quartier Latin est le lieu social où *se rejoignent, en tant que prolétaires* (consommateurs en puissance qui ne possèdent aucun moyen de production en

échange), les travailleurs et les intellectuels prolétaires. Ils y viennent poussés par des désirs forcément aliénés, mais à partir desquels le renversement de perspective (subversion) est possible.

La fameuse jonction travailleurs-étudiants, tarte à la crème de tous les groupuscules, *s'est réalisée ce soir-là*, non pas sur le mode répressif de la politique spécialisée et idéaliste (cours du révolutionnaire, catholicisme des bidonvilles, etc...), *mais dans une politique commune subversive*.

Cette pratique a même fait s'écrouler les idéologies, car mis à part les bureaucrates utilisateurs crapuleux des mouvements de masse, *les gauchistes qui participaient au pillage* ne le faisaient pas en tant que membres de groupuscules, mais *en tant que prolétaires*, critiquant en actes le système et luttant donc contre leurs propres services d'ordre protégeant la marchandise.

## LES DÉFENSEURS DE LA MARCHANDISE CAPITALISTE

En effet, les bureaucrates maoïstes (principalement, mais entre autres bureaucrates) ont tout essayé pour que la révolte des prolétaires du Quartier Latin ne se traduise pas par une lutte de classes, mais pour l'amener sur le terrain de leur politique.

1) Alors qu'une manifestation spontanée de quelques deux mille personnes se dirigeait vers le Drugstore de St-Germain, ils l'ont détournée, aidés des anars activistes, vers les flics du boul' mich., aux cris de : « flics assassins », « vengeons Jaubert ».

Ils ont essayé alors de prendre d'assaut les deux cars de flics qui se trouvaient là, mais absolument pas suivis de la foule des manifestants qui ne *reconnaissaient* pas ces mots d'ordre com-

me conformes à leurs désirs, ils durent y renoncer. *Premier échec des bureaucrates*.

2) Ils durent alors parader en montant et descendant le boulevard St-Michel, poussant les mêmes slogans dérisoires dont la foule n'avait rien à foutre et qui, devenue spectatrice, les regardait comme d'habitude elle regarde les vitrines le samedi soir à cet endroit.

3) Alors que la première vitrine venait d'être brisée, ils se placèrent en cordon protecteur, devant le magasin pour empêcher qu'il soit pillé. Mais alors, trop peu nombreux (les anars, d'alliés devinrent des adversaires), ils ne purent mener à bien leur rôle de *police de remplacement*. D'autant que d'autres vitrines étaient brisées et qu'ils ne pouvaient être partout à la fois. *Deuxième échec*.

## LE SYNDICAT DE LA RUE EN ÉCHEC

Les organisations gauchistes mettent l'accent sur « l'autonomie » des luttes sur les lieux de production (enfin, certaines, les plus spectaculaires, celles qui correspondent à leur ligne politique : Ferodo, Battignolles, etc...) car entre eux et cette autonomie il y a les syndicats qui jouent le premier rôle (et le seul encore) d'intégration de ces luttes au capitalisme.

Pour les bureaucraties gauchistes, soutenir l'autonomie des luttes ouvrières, c'est *lutter concurrentiellement* contre les syndicats qui deviennent le seul pouvoir d'intégration à ces luttes. C'est une lutte pour ce pouvoir afin de :

— soit de s'emparer de la direction des syndicats existants (trotskystes),

— soit de substituer aux syndicats par de nouvelles formes d'organisation (contrôle « ouvrier », syndicats « révolutionnaires », conseils de toutes

sortes, pour tout ce qui est P.S.U.-maoïste, anarchiste, conseiller, etc...).

Au contraire, dans l'espace-temps extra-travail (loisirs, logements, transports, etc...), en l'absence d'organismes d'intégration des luttes, ils tendent à jouer le rôle (en concurrence avec le P.C., mais là ils partent à égalité), puisqu'ils ne reconnaissent pas réellement, en elle-même, l'autonomie des luttes du prolétariat.

C'est ainsi que, face à une pratique autonome dans l'espace-temps extra-travail, ils sont obligés de s'ériger en SYNDICAT DE LA RUE.

PENDANT LE PILLAGE DU QUARTIER LATIN, CE FUT LA PREMIÈRE GRANDE MANIFESTATION DE CE NOUVEAU SYNDICAT, FACE A LA PREMIÈRE GRANDE MANIFESTATION AUTONOME DU PROLÉTARIAT EN FRANCE, CONTRE LA CONSOMMATION DANS LA LUTTE DE CLASSES.

# La grève à la Polymécanique de Pantin - Banlieue de Paris

(d'un camarade de l'usine de Pantin)

*Le groupe Motobécane compte deux usines dans la banlieue de Paris : Pantin et Bobigny (polymécanique 1.200 ouvriers) et 3 à St-Quentin : vélos - 600 ouvriers - Rouvray mobylettes 2.000 ouvriers et mécanique 400 ouvriers.*

Deux précisions pour situer les usines de Pantin et Bobigny (elles se font vis-à-vis) :

— 3 sections syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.O.. La section F.O. est entre les mains du groupe trotskyste Lutte Ouvrière qui a aussi des sous-marins dans la section C.G.T. Au contraire à St-Quentin, c'est la C.G.T. qui domine (1).

— il semble que depuis le début de 71 le mécontentement sur les conditions de travail (cadences et vétusté de l'usine) s'exprimait par un sabotage de la production, particulièrement à la fonderie. Les déchets de fabrication atteignaient globalement 75 % dont 50 % des déchets de fonderie pour les corps de carburateurs coulés sous pression, travail dans lequel il est impossible de déceler un sabotage.

(1) Voir dans la brochure d'I.C.O. « Bilan d'une adhésion au P.C.F. », des aperçus sur l'acti-

vité de la C.G.T. et du P.C. aux usines motobécanes de St-Quentin, en mai 1968.



## Pour la prime de bilan

On ne sait pas quel est le motif réel qui a poussé la direction à supprimer brusquement aux ouvriers une prime de bilan s'élevant à 400 F par an. Toujours est-il que cette suppression est l'étincelle qui va déclencher la lutte. Les trois sections syndicales de Pantin C.G.T., C.F.D.T. et F.O. organisent sur le papier des débrayages. Mais la C.G.T., pratiquement, ne faisait rien pour que ceux-ci deviennent effectifs. C'est le délégué F.O. (également chef de file de L.O.) qui, presque tout seul, parcourt les ateliers pour pousser aux débrayages. Ceui du vendredi 30 avril dure de 9 h. à la fin de la journée. Le lundi 3 mai, les syndicats organisent en commun une consultation avec vote à bulletins secrets. La C.G.T., comme ailleurs, pratique la « démocratie syndicale » pour créer la confusion au lieu de tenter de clarifier ce que les patrons embrouillent toujours. Les ouvriers de Pantin-Bobigny votent pour :

- soit la grève illimitée,
- soit la grève limitée,
- soit d'autres propositions qu'ils doivent eux-mêmes présenter.

Le résultat du vote est pour la grève illimitée : 52 % de votants, soit environ 56 % des ouvriers.

## Le comité de grève

Pourquoi n'est-il pas élu ? C'était facile. Mais il est probable que pas plus les militants de L.O. qui « mènent » la grève à ce moment ne le veulent que la C.G.T. ou la C.F.D.T. Quant aux grévistes, comme dans beaucoup de boîtes, ils « font confiance » aux militants qui leur paraissent les plus actifs et les plus sympathiques dans la lutte. Les dirigeants, présents ou futurs, ont toujours exploité ces sentiments.

On peut dire bien sûr que le comité qui se constitue est « plus représentatif de l'ensemble des ouvriers que les habituels comités de grève composés des seuls délégués syndicaux » (1). Il n'est pas « plus représentatif », il est simplement différent, ce qui n'est pas la même chose.

On n'est pas plus ou moins représentatif : on l'est ou on ne l'est pas. Le comité se compose d'une quarantaine de membres, 1/3 F.O., quelques C.F.D.T., quelques inorganisés, le reste C.G.T. ; c'est-à-dire les membres des bureaux syndicaux

Depuis le matin et en prévision de ce résultat, le délégué F.O.-Lutte Ouvrière, parcourait les ateliers en cherchant des volontaires pour occuper l'usine ; mais en fin d'après-midi, il n'en avait pas trouvé suffisamment et déjà amorçait un retrait en déclarant que l'occupation n'était pas obligatoire. A ce moment, la C.G.T., qui était réticente pour l'occupation, l'attaquait en l'accusant de se dégonfler. Un autre ouvrier déclara dans la discussion qu'il n'était pas extraordinaire que les ouvriers ne soient pas pour l'occupation de l'usine puisque l'usine était une prison, et qu'il n'était pas extraordinaire que les gars, et notamment les jeunes, ne pensent qu'à se tirer. A l'assemblée au cours de laquelle les délégués annoncèrent les résultats, le délégué F.O.-Lutte Ouvrière fait acclamer la grève immédiate et fait voter l'occupation de l'usine à mains levées, ceci dans l'enthousiasme d'un meeting. De même est annoncée la constitution d'un comité de grève. Les délégués C.G.T. et C.F.D.T. ne sont pas dans leur assiette, mais ils ne peuvent pas grand' chose à ce moment contre les 700 grévistes (sur 1.200 ouvriers) qui participent à cette réunion. Contre leur opinion, un cortège parcourt l'usine pour faire débrayer ou vider ceux qui travaillent encore.

et quelques volontaires. Tout comme la formule comité de grève inter-syndical désigné par en haut favorise les organisations (souvent la C.G.T. et le P.C.), cette formule favorise une organisation et le groupe qui se cache derrière (F.O. et le groupe L.O.). Il est évident qu'il y a une rupture avec la formule traditionnelle. Mais il n'est pas exact comme l'écrit L.O. que c'est « empreint d'une profonde démocratie » (1). Une formule élective de représentation de tous les ateliers et bureaux de l'usine n'aurait pas bien sûr été dans le sens du rôle leader d'une organisation. Mais il aurait assuré une représentation de tous les travailleurs de l'usine et aurait créé un lien direct entre la base et le comité ; à la fois sur les revendications et l'action.

Finalement, le comité qui s'est ainsi auto-désigné apparaît comme une sorte de section syndicale unique, plaquée sur la grève. Et ce n'est pas son ouverture (débat publics, interventions libres) qui modifie son caractère fondamental.

Il prend bien sûr cette forme parce que les travailleurs l'acceptent comme cela, mais ils auraient autant accepté la représentation directe :

(1) *Lutte Ouvrière* n° 147, 11-17 mai 71 - Polymécanique la grève et l'occupation continuent.

d'autant qu'elle aurait sans doute déclenché l'hostilité immédiate de la C.G.T. Il aurait été beaucoup plus aisé d'opposer la légitimité d'un organisme élu à la direction d'un syndicat.

Le fonctionnement du comité de grève et ses rapports avec les assemblées seront la conséquence de cette situation : tout comme le comité Inter-syndical, le comité auto-désigné (avec entrée en nombre des sections syndicales) consacre une division entre base passive (reléguée dans les

seules assemblées d'information) et « militants », minorité active dirigeante. Plus la grève durera, plus ce fossé s'agrandira : c'est normal puisque rien n'a été fait au départ pour que la grève soit celle de tous les grévistes. Cette situation fera que le conflit entre deux organisations — ayant une influence sur la base mais n'émanant pas d'elle — (comité de grève L.O. d'un côté, C.G.T. de l'autre) restera finalement en marge de la grève.

### Le fonctionnement du comité

Dès le départ, il est évident que ce comité auto-désigné, est réduit à un rôle subalterne, par rapport aux sections syndicales. Il ne s'affirme pas comme la seule autorité de la grève : les tracts sont signés : comité de grève et organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. (c'est normal puisque finalement les syndicats donnent sa « légalité » au comité et non les travailleurs qui l'auraient élu). Les pourparlers seront menés par les seuls délégués syndicaux. Avec l'extension de la grève à St-Quentin, où la seule C.G.T. domine et organise tout, le comité de grève ne sera plus qu'un petit élément de la grève, sans base réelle, noyé dans un mouvement plus vaste.

La C.G.T. le courtcircuite en organisant, sous sa seule autorité, des contacts entre délégués C.G.T. des différentes usines, le 8 mai, et en imposant d'autres revendications que les revendications initiales.

Finalement, le comité de grève de Pantin, faute de tenir son pouvoir des ouvriers, est réduit à discuter de tâches subalternes (occupation, solidarité...) et des modalités de revendications décidées hors de lui. La discussion peut y être libre (c'est déjà trop pour la C.G.T. qui voulait qu'elles soient secrètes), c'est sans beaucoup de risques.

### Les assemblées générales

Elles sont rares et regroupent de 2 à 400 ouvriers sur 800 grévistes et 1.200 salariés de la Polymécanique à Pantin. Aucun délégué n'y parle au nom des syndicats mais du comité de grève : on garde ainsi vis à vis des ouvriers une façade qui masque le fait que la direction ne connaît que les syndicats.

Elles sont de pure information et il n'y a pratiquement pas de débats. Ceux-ci ont déjà eu lieu dans le comité de grève.

Ce comité, auto-désigné, a donc bien, à l'égard des ouvriers, le même rôle qu'une section syndicale unique « dirigeant » la grève.

### L'occupation de l'usine

Manifestement, si les ouvriers l'ont acclamée au début, elle ne les concerne pas, car ils n'y participent pas. C'est la même « minorité agissante » qui l'a finalement imposée et c'est elle qui la tient à bout de bras.

« L'occupation n'est pas comprise comme une réalité par tout le monde » (Lutte Ouvrière, 17 mai). Qui occupe la nuit : 40 le premier soir, un

peu plus le lendemain, 25 à 30 trois semaines plus tard : gauchistes à une porte, cégétistes à l'autre, chacun voulant être un modèle et espionnant l'autre en toute émulation.

Ni les cadres, ni les jaunes, n'entrent dans l'usine. Le directeur seul pour les discussions.

Exemple de la manière dont la C.G.T. conçoit l'occupation d'une boîte. Ça se passe le jeudi 27 mai

(tiré de Lutte Ouvrière n° 144)

*Un autre incident vint en plus s'ajouter aux différents entre la C.G.T. et les autres syndicats. En effet, pendant que les délégués étaient en discussion avec le patron, l'on s'aperçut que 4 ou 5 non-grévistes étaient entrés dans l'usine de Pantin dont un qui se proclame nationaliste, et que nous avons dû déjà refouler plusieurs fois. Dès que les délégués sortirent, un piquet de grève fut formé à la porte de l'usine située de l'autre côté de la rue, là où devait se tenir l'assemblée générale. Ce piquet était organisé par un jeune militant de la C.G.T. qui refusa l'entrée à ceux qui n'avaient pas leur carte de gréviste. Or, alors que les non-grévistes invoquaient la liberté de travail,*

*un ex-délégué C.G.T., responsable P.C.F., enfonça littéralement le piquet pour faire rentrer les non-grévistes. Le jeune militant de la C.G.T. prit à partie l'ex-délégué en le menaçant de rendre sa carte. Aussitôt l'autre lui répondit : « De toutes façons, un gars comme toi n'a plus sa place à la C.G.T. ». Ecœuré, le jeune C.G.T. prit la parole devant l'assemblée pour dénoncer une telle attitude, et demanda aux travailleurs de se prononcer contre l'entrée des non-grévistes, ce que l'assemblée approuva. Entre temps, un autre jeune de la C.G.T., critiquant l'attitude de son syndicat, se voit signifier que lui non plus « n'a plus sa place à la C.G.T. ».*

### L'extension de la grève et des revendications

C'est là que la situation commence à être confuse :

— la C.G.T. exploite sa position dominante dans les autres usines du groupe et l'efficacité du réseau de liaison et de répression C.G.T.-P.C.

— le comité de grève — émanation des syndicats (y compris C.G.T.) et non de la base — ne peut que trimballer son ambiguïté : le loup est dans la bergerie ; toutes les décisions du comité de grève vers les autres usines seront court-circuitées par la C.G.T., laquelle, outre ses tracts séparés, apparaît également en titre dans les tracts du comité.

Lorsque dans la première semaine de grève du 3 au 8 mai, le comité de grève décide d'aller à St-Quentin distribuer un tract d'information, la C.G.T. a déjà prévu cette action en distribuant la veille, sous sa seule signature, un tract appelant à des débrayages, séparés et distincts pour les trois usines de la ville (malgré les promesses faites à Pantin de s'associer à la distribution de tracts signés Comité de grève et syndicats). Mais la C.G.T. fait plus dans les revendications qu'elle avance, la prime de bilan n'est pas seule ; la C.G.T. prose en outre :

- le paiement du premier mai ;
- augmentation des salaires ;
- retour aux 40 h. et retraite à 60 ans.

La grève a démarré sur la prime de bilan : 400 F par an et pour tous. C'est net, précis, et cela rassemble tout le monde ; dans les discussions c'est sans ambiguïté. Cela soude l'action, car il n'y a pas de place pour les divergences pour des atermoiements.

Maintenant, avec ce qu'avance la C.G.T., c'est dilué dans les revendications syndicales, dont chacun sait bien que ce n'est pas la Poly qui l'obtiendra. Mais, et c'est plus important encore pour la grève, la direction peut choisir un point de discussion et abandonner les autres. Introduire ainsi, en paraissant répondre aux revendications, une division qui brise la cohésion du départ. Dans les tracts diffusés le 10 mai par les U.D. C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. pour la solidarité, la prime de bilan disparaît totalement pour faire place aux revendications générales et vaseuses de directions confédérales.

Les usines de St-Quentin se mettent en grève dans la semaine du 10 mai ; mais elles ne sont pas occupées ; il n'y a pas de comité de grève, même avec la formule inter-syndicale élargie de Pantin. Autrement dit, la C.G.T. qui maintenant tient en mains les rênes de la grève avec dans les brancards un cheval à mater : le groupe actif et décidé de 400 ouvriers (au grand maximum) de l'usine Pantin.

## La transformation des revendications

La première offensive C.G.T. — et à un degré moindre les autres syndicats — concerne les revendications. Par ses démarches, par ses propositions, elle va tenter sans arrêt de diviser le bloc des ouvriers, de l'émettre en catégories, revendications, en discussions épuisantes de tactiques sans intérêt. Comme toujours son but est de dominer en obscurcissant la conscience initiale que les ouvriers ont de leur lutte et de leurs perspectives.

La C.G.T. faisait des démarches seule : par exemple, à l'Inspection du Travail pour obtenir un rendez-vous. Et se faisait blébisciter ensuite par le comité de grève. Le leader F.O.-L.O. s'opposait par principe à cette démarche (lui pensait qu'il fallait attendre que le patron vienne à nous). Mais sur un vote, il se retrouvait en minorité. C'est ainsi que la rivalité de *groupes politiques* introduisait des divisions. On en reparlera à propos de la solidarité.

Pour les revendications, le merdier fut encore plus total. La direction, dans la ligne que lui avançait la C.G.T. proposa des miettes mais sur *les salaires hiérarchisés* : avancer à janvier l'augmentation de 3 % prévue pour juin. Rejeté bien sûr, mais dans cette ligne et sur propositions syndicales C.G.T. (on pense) ça réapparaît sous

forme de suppression des primes (donc suppression de la revendication de base de départ), leur intégration dans le salaire : carrément la C.G.T. propose 6 % hiérarchisés. Refusé. Le lendemain, la C.G.T. propose 0,50 de l'heure mini et toujours les 6 %. Encore rejeté. Tous les présents sont pour *une augmentation uniforme pour tous*.

Et cela se traduit le lendemain par 0,60 de l'heure pour tous, et le paiement des heures de grève sans récupération.

L'Humanité ignorera royalement ces revendications en répétant inlassablement qu'à la Poly on réclame 6 %. Le canard du P.C. ne reflète que les astuces des tracts C.G.T. qui essaient d'expliquer avec forces calculs que les 0,60 uniformes, ça correspond aux 6 % de la C.G.T. sous l'étiquette « augmentation générale des salaires ».

« ... nous demandons notamment la restitution des 6 % équivalents de la prime de rapport qui est retranchée une seconde fois des bénéfices nets pour le calcul de la prime de bilan.

« ... la répartition de ce réaligement doit se faire d'une façon uniforme en divisant la somme réintégrée par le nombre total d'heures travaillées, soit 0,60 pour tous... » (tract C.G.T. Poly, 14-5-71).

## Une offensive patronale

La troisième semaine de grève du 17 au 22 mai, la direction envoie à chacun une lettre dans laquelle elle déclare « inadmissible l'occupation par quelques uns des locaux de l'usine qui met un obstacle à la liberté du travail », et une note reprenant ses propositions (3 % au 1-1-71), paiement du premier mai, heures de grèves récupérées, rien sur le reste). Un bulletin réponse

doit lui permettre d'opposer la « majorité silencieuse » aux grévistes. Plus de 500 bulletins du patron sont remis au comité de grève, qui ainsi retourne la manœuvre contre la direction.

Il y a aussi les traditionnelles poursuites contre ceux qui occupent l'usine.

## La solidarité

Pour démoraliser les gars, question fric, la C.G.T. n'avait pas son pareil. Combien de fois on a entendu des délégués C.G.T. déclarer : j'ai mon gaz, mon électricité, mes traites à payer...

Pratiquement, pendant tout le mois de mai, non seulement la C.G.T. ne fait rien, malgré ses tracts, mais aussi met les bâtons dans les roues de ce que veut faire le comité de grève. Par exemple, on tombe chez Rateau le jour où la C.G.T. collecte pour Renault, et on se fait proprement éjecter. Refus de collectes aux différen-

tes manifs P.C. ou C.G.T. (et il y en a des tas en Mai). On se rabat sur les autres manifs : gauchistes ou des autres syndicats.

Ce n'est que le mercredi 26 mai que la C.G.T. se décide à faire un peu plus de battage. Conférence de presse le mercredi 26 à la mairie de Pantin. Bidon, il n'y a rien que C.G.T. et P.C. Attaques sur les gauchistes. Ça commence bien... Aventure, etc... Question d'un gars de la Poly : « qu'est-ce qui est à l'aventure ? Les 0,60 ou le paiement des heures de grève ? Les revendications

appuyées par tous les ouvriers ?... » Silence. Le militant F.O.-L.O. lui, se félicite de « l'unité d'action syndicale, politique (L.O. et P.C.), et tout, et tout... ». A ce train là, pour un mois de grève, on récolte un peu plus de trois millions anciens. A peine 5.000 balles par tête. Il est vrai qu'en plus, il y a les secours divers des municipalités communistes. Ça pèse sur la liberté des gars de dire et faire ce qu'ils voudraient. A voir l'importance du poids économique du syndicat et du parti « ouvrier ».

Le grand jeu de la solidarité, c'est le premier juin. La C.G.T. invite les U.D. C.G.T.-F.O. et C.F.D.T. à une action commune d'agitation et

de quêtes pour la Poly. Ça tombe à pic. Au même moment, elle mène une grande offensive pour la reprise et parvient à faire rentrer l'usine de St-Quentin.

Proposition C.G.T. pour les collectes : donner un mandat et un badge à chaque collecteur et aviser le commissariat du coin de tout ça ; ça doit venir de haut cet encadrement. Mais à la base, ça ne marche pas, on reste plutôt de glace.

Les discussions sur la répartition du fric sont pénibles. La C.G.T. en profite encore pour démoraliser. Elle fait repousser une aide uniforme pour des secours selon les cas particuliers. On devine dans quel sens.

### La fin de la grève

Les magouilles de la C.G.T. se précisent à mesure que la grève dure. Le mercredi 26 mai, au comité de grève, le délégué C.F.D.T. reproche aux membres de la C.G.T. qui avaient assisté au conseil d'administration, de n'avoir pas parlé de propositions de la direction pour l'usine de St-Quentin : 240 F de prime pour tous, plus 250 F remboursables en 5 mois, en récupérant les samedis. Dans une assemblée de syndiqués, le secrétaire de l'U.D.-C.G.T., a déclaré qu'il fallait terminer au plus vite la grève et pour cela modérer les revendications (éventuellement abandonner le paiement des heures de grève).

Cela marquait le départ du pilonnage C.G.T. pour la reprise : que les propositions de la direction soient accueillies par les huées dans les A.G. ne décourageait pas les bonzes C.G.T. Ils savaient que le temps travaillait pour eux, et qu'ils tenaient en mains les appareils, les liaisons et laissaient le temps à leurs manœuvres de faire leur effet de division.

Le jeudi 27 mai, nouvelles propositions de la direction : 340 F + 150 remboursables. Les présents refusent et la C.G.T. commence à parler de vote, ce qu'elle répétera maintenant inlassablement.

Le vendredi 28, un bonze de l'U.D.-C.G.T., Lebescon, assiste au comité de grève, pour soutenir un compromis (0,40 de l'heure et 50 % des heures de grève payées). Hué. Le même verse 600.000 A.F. à la caisse de solidarité. Applaudi. Surpris, il ne comprend pas. On dirait qu'il regrette son fric.

Le même jour, en A.G., les positions s'affrontent : F.O. (L.O.) contre les propositions (il est applaudi), C.G.T. pour un compromis (silence total). Le patron lui-même fiche une claque à la

C.G.T. : au cours de l'A.G. un coursier amène 5.000 A.F. de plus : c'est la rigolade.

Le mardi 1<sup>er</sup> juin, nouvelle A.G., et le même cirque recommence. En fin de réunion, un délégué C.F.D.T. annonce qu'à Rouvray le matin, un délégué C.G.T. a pris la parole pour la reprise, ouvert les portes, et que le boulot a repris, c'est la même chose dans les autres usines de St-Quentin, sauf à l'atelier mécanique où le délégué C.F.D.T. a contré la C.G.T. et où les gars ont gueulé et sont restés en grève, et occupent l'usine (de toute façon, St-Quentin dépend de Paris et ils sont à cours de pièces). On saura plus tard que la C.G.T. a déclaré qu'à Pantin on avait repris. Manœuvre classique. Alors qu'on tient bon, quitte à bouffer des patates à l'eau.

Le mercredi 2 juin, alors que le mouvement bat de l'aile, la C.G.T., à Pantin, durcit ses positions, en paroles. A l'A.G., le délégué de la C.G.T. parle de continuer, qu'il ne faut pas reprendre, etc... Il est applaudi... ça ne lui est pas arrivé depuis le début de la grève.

Le jeudi 3, 35<sup>e</sup> jour de grève, on apprend qu'à St-Quentin les vélos ont repris, qu'à la mécanique 80 sont encore en grève, et qu'aux molyettes plus de la moitié est en grève. Manœuvre patronale : faire des propositions différentes à St-Quentin et à Pantin, pour accrédi-ter ça, Noblet, le P.D.G. démissionne de la Poly. La C.G.T. appuie la division : « ils ont leurs problèmes à St-Quentin, et nous on a les nôtres ». Des vrais salauds. Ça ne cadre pas avec la proclamation de la veille. Sans doute ils sont inquiets : le mouvement s'est durci ; il y a plus de volontaires pour l'occupation de nuit ; c'est l'enthousiasme à l'annonce de l'extension par les U.D. de la solidarité. Faut bien jeter de l'eau sur le feu.



Le vendredi 4 au matin, A.G. sur de nouvelles propositions patronales ; voici ce que ça donne :

- prime de bilan (400 demandés) : 260,
- salaires (0.60) 3 % avec minimum de 0,30 pour les bas salaires,
- augmentation trimestrielle de 72 au moins égale à la prime de bilan supprimée, et égale pour tous,
- prime de vie chère : plus de 50 % par O.S.,
- heure de grève : prime de 200, 3 jours fériés et 30 avril payés, soit 430 à 440 pour un O.S. plus prêt remboursable de 250 F.  
(5 semaines de grève, perte 145.000 F, récupéré 450, perte sèche 1.000 F)

La C.G.T. appelle à la reprise du travail sur ces bases. Et le vendredi 4 juin (le point de chute traditionnel en fin de semaine), c'est elle qui organise le vote. Elle s'en arroe le droit, car prétend-elle, c'est elle qui a organisé la grève. A cette assemblée du lundi matin la direction et la C.G.T. ont battu le rappel, non des grévistes, mais des non grévistes. Ce sont eux qui applaudissent la C.G.T., maîtrise, techniciens, etc... Ce sont eux qui votent en masse et font la majorité, pour la reprise : pour 1.200 salariés, 800 votants (et on vote par collègue) :

— collègue ouvrier : 445 pour - 156 contre

— collègue techniciens : 179 pour - 12 contre  
soit 624 pour - 168 contre

Avant que le résultat du vote ne soit connu, un délégué C.G.T., au début de l'après-midi, a déjà remis en route les fours à chauffer. Pressé de reprendre le boulot et de servir les intérêts du capital, celui-là.

Maintenant, c'est la répression qui s'amorce. Elle vient du patron et de la C.G.T. Pour le patron c'est dans le quotidien : pression pour faire faire des heures supplémentaires. Finie la fête, on va en bouffer des samedis de récupération. Avec la pression du fric (un mois de salaire qui saute, ça fait mal avant les vacances), les positions de principe (ce samedi il n'y avait pas beaucoup de « volontaires ») ne tiendront pas. Les chefaillons reprennent de l'audace et ne pardonnent pas leurs humiliations : la moindre faute professionnelle, on a droit à tout un schize d'autant plus si on est jeune et avec des allusions bien pesantes sur la grève. Pour la C.G.T., un des bonzes déclare à l'Express (7-13-juin 1971) : « après les grèves, les comptes seront réglés ». Ça on le sait aussi que, comme les patrons, ces vaches là attendent le moment propice pour frapper et reprendre leur pouvoir répressif. Mais la fête n'est finie que pour un temps.



On a oublié pas mal de trucs : en 36 jours de grève, il s'en passe des choses et on ne s'en rappelle qu'après. La grève, c'est à peu près ce qui se déroule dans d'autres boîtes, Merlebach, Batignolles, Renault, Berliet, Usinor, et dans une multitude d'autres en ce moment.

— Ça démarre sur pas grand' chose en apparence. Quand on y regarde de près, c'étaient des clops ce qu'on revendiquait au départ, et on a fait 36 jours de grève pour ça. Ça prouve une chose, c'est qu'on en a marre de se laisser grignoter par le patron, un jour un truc, un autre, autre chose.

— Le patron est décidé à ne pas céder, nous non plus. Finalement, on se bat pour quelque sous mais on se bat pour bien d'autres choses, qui n'est pas exprimé et qui ne se traduit pas en termes de revendications traditionnelles. Contre tout ce quotidien de la boîte qui représente tout le système capitaliste dans notre vie, le patron, les cadres, les syndicats : ce sont eux qu'on retrouve en face de nous dans la grève de l'autre côté de la barrière, et contre qui on doit se battre.

— Dans cette bataille, la C.G.T. et le P.C. sont carrément du côté du patron. Mais l'affrontement entre la C.G.T. et les autres syndicats (y compris

F.O.-L.O.) ne doit pas faire illusion. Le comité de grève n'était guère autre chose qu'une section syndicale unique d'entreprise manipulée par des directions extérieures à la boîte : la C.G.T. qui gardait en mains les liaisons et les usines de St-Quentin et presque toute la solidarité, L.O. qui, par le canal de la section F.O., essaie d'imposer ses propres vues politiques. On a déjà dit ce que tous ont fait de l'autonomie de départ de la grève et ce qu'ils n'ont pas fait pour tenter d'en faire la grève de tous les gars de la Poly. Ce qui aurait montré, beaucoup plus que par des paroles mais par des actes ce qu'était réellement le syndicat, la C.G.T. comme les autres.

— Au lieu de cela, L.O. essaie, sur la lancée de ses militants « dévoués » et profitant de l'unité de la lutte, de notre solidarité, de canaliser tout vers les syndicats qui, à l'échelon local et national, ne fonctionnent pas dans notre intérêt mais dans celui du capital. On vient d'en faire l'expérience et voici ce qu'ils nous proposent (tract de la section F.O.-L.O. de la Poly, 7-6-71) :

*La leçon que nous avons donnée, nos exploiters ne sont pas prêts de l'oublier. Ils savent maintenant que tout ne leur est pas permis, et que de toucher à nos avantages, cela leur coûte cher.*

*Notre section syndicale est pour une part importante tant à l'origine que dans l'organisation de cette lutte. Les camarades qui auront compris la nécessité de s'organiser, viendront nombreux nous rejoindre.*

*Notre section syndicale approuve et entend conserver les pratiques démocratiques qui ont eu cours pendant la durée de la grève : la discussion entre les organisations différentes, les militants, les ouvriers, et les décisions principales soumises à l'ensemble des travailleurs.*

*Nous proposons aux autres syndicats de l'usine de poursuivre sur ce chemin, notamment à l'occasion des élections des délégués du personnel, le 21 juin prochain.*

*Nous leurs proposons de constituer une liste unique, composée de candidats sans distinction d'appartenance ou même de non appartenance syndicale, et d'organiser une pré-élection auprès de tous les travailleurs pour la constitution de cette liste. Nous pourrions ainsi avoir des délégués du personnel réellement choisis et sélectionnés par les travailleurs.*

*Etant donné la proximité des élections, nous demandons à la C.G.T. et à la C.F.D.T. une réponse rapide à cette proposition.*

*Si nous sommes capables de réaliser cela, nous aurons fait un grand pas de plus vers l'unité des travailleurs de la Poly, ce qui ne peut qu'augmenter notre force face à celle des patrons.*

*le 7 juin 1971*

*La section F.O. Polymécanique.*

C'est bien là la cassure entre ouvriers et organisations. C'est bien ce qu'affirme un militant de Lutte Ouvrière de la Poly dans cette déclaration de l'Express (7-13-671) :

« *C'est la première grève trotskyste depuis la grève Renault de 1947. Celle qui provoque le départ des communistes du gouvernement* ».

L'histoire recommence. Les gars de la Poly se sont battus pour les trotskystes, comme autrefois pour le P.C. Merde, 36 jours de grève, qui les a fait ? Toute l'activité des militants pour en arriver là.

Ce qu'ils ne voient pas avec leurs œillères politiques c'est qu'ils châtrent l'explosion de l'autonomie, de l'imagination, de la création ouvrière. Ils n'apparaissent pas nos ennemis parce qu'ils n'ont pas de place encore dans le système. Mais déjà ils condamnent eux aussi, « l'anarchie, le désordre » ; ce qui n'est pas d'accord avec leur ligne est « petit bourgeois ». On a déjà entendu ça. Dans l'immédiat aussi, le comité de grève non élu, mais désigné par les organisations, les

bagarres d'influence dans le comité, tout ça barre la route au nouveau mouvement ouvrier. Il faudra le faire sauter. Car « l'unification des syndicats » (il serait question de liste commune F.O.-C.F.D.T.) qu'ils proposent, c'est exactement ce qu'attend le capital pour résoudre sa crise actuelle. Comme en Italie. Le capitalisme moderne unifie la condition des travailleurs. Il n'y a plus besoin de syndicats et groupes riveaux. C'est néfaste pour l'encadrement. Des militants actifs et critiques, le syndicat bien intégré à la tête, en a besoin pour continuer à jouer son rôle, à avoir une audience, une influence. Comme toutes les luttes qui restent limitées, la grève à la Poly a montré le sens qu'avaient les luttes ouvrières aujourd'hui. Mais finalement, elle aide les futurs organismes de gestion du capital à s'affirmer et à se dégager. Tels sont toujours les aspects contradictoires des luttes. Les nouveaux organismes, par exemple, le syndicat ou le parti de gauche uniques. C'est ce que le mouvement autonome affronte déjà et affrontera encore plus demain car la lutte de classe ne s'arrête pas à ce qui finalement n'est qu'une péripétie.

# Jeune Afrique

JEUNE AFRIQUE :

licenciés par le patron, exclus du syndicat C.G.T. pour avoir fondé et défendu par la grève une section C.G.T.

## I. Génèse d'un mouvement social

MAI-JUIN 1968

1968 à « Jeune Afrique », c'est le calme plat : aucune « agitation ». Les journalistes couvrent l'évènement. Cette conscience professionnelle impressionne la direction, qui félicite chaleureusement le personnel. Mais quand, quelques mois après, celui-ci demande la constitution d'un syndicat...

1969

..le patronat répond par le licenciement de quatre candidats au poste de délégué du personnel. Le chef du service de documentation doit quitter « Jeune Afrique » pour « suppression de poste ». Quelques semaines plus tard, la documentation renaît de ses cendres. Avec un nouveau titulaire. C'est la première d'une série de « suppressions ». Jamais enquête ne sera ouverte par l'inspection du travail sur cette étonnante pratique.

1970

En dépit des ces vagues de licenciements, les employés parviennent à mettre sur pied une section syndicale (C.G.T., S.N.J. et F.O.).

*Avril* : un cahier de revendications est déposé. Le P.D.G., M. Ben Yahmed, tente de désamorcer cette « bombe » en proposant au personnel de participer à l'opération « augmentation de capital », certain que les nouveaux, qui sont légion, en seront exclus.

*Juillet* : le secrétaire de rédactions et deux maquettistes sont remerciés. Motif ? « Suppression de postes ».

*Octobre* : nouveau train de sept salariés. Motif ? « Suppression de postes » pour compression budgétaire...

*Décembre* : c'est le chef de fa-

brication (F.O.), quatre ouvriers de l'atelier de composition et deux correcteurs (tous C.G.T.) qui sont menacés. Le rapport du comité directeur avance pour justifier cette mesure 12 motifs dont 8 sont totalement extérieurs à l'atelier. L'assemblée générale, unanime, rejette le projet.

Bilan 1970 : 9 millions d'anciens francs déboursés pour les seuls licenciements arbitraires dont les victimes ont engagé des poursuites judiciaires.

1971

*9 février* : l'escalade est engagée. La direction veut maintenant obtenir le renvoi de 18 salariés, parmi lesquels 7 étrangers dont 6 Africains. Sur les 18, 16 sont syndiqués, dont 3 délégués du personnel et 3 membres du comité d'entreprise. Motif : « raisons économiques ».

Un expert-comptable examine, à la demande du C.E., la situation financière de la société. Sa conclusion est claire : l'atelier est totalement étranger aux difficultés de l'entreprise ; celles-ci proviennent d'une mauvaise rentrée des recettes publicitaires.

*9 mars* : à la veille d'une seconde commission de conciliation, pour faire diversion, le P.D.G. propose aux ouvriers de les aider à fonder une « coopérative ». Dans le contexte de la concurrence et de la concentration capitalistes, notamment dans la presse, une telle coopérative équivaldrait à un « suicide ». La proposition est repoussée.

*10 mars* : échec de la seconde tentative de conciliation demandée par la partie ouvrière.

*11 mars* : les salariés débrayent pour protester contre le projet de licenciement. Une délégation tente une ultime démarche auprès de M. Ben Yahmed. Celui-

ci reconnaît la responsabilité du directeur de la rédaction et son homologue du service artistique dans la mauvaise gestion de l'atelier. Il n'en refuse pas moins de prendre des sanctions en conséquence.

*13 mars* : M. Ben Yahmed réitère — par écrit cette fois — sa proposition de « coopérative ouvrière de composition ».

*15 mars* : poursuite de la grève avec occupation des locaux. Appel à la solidarité ouvrière dans le secteur du Livre, sous forme de tract.

*16 mars* : l'inspection du travail entérine les licenciements des douze ouvriers non délégués et convoque pour l'après-midi les ouvriers délégués du personnel ou délégués du Comité d'entreprise. La réunion a lieu en présence des représentants de la Chambre syndicale typographique parisienne et de M. Ben Yahmed. Sur demande des premiers, celui-ci envisage « de bon cœur » (sic) de verser aux ouvriers licenciés un mois d'indemnités supplémentaires.

*17 mars* : les ouvriers de l'atelier de composition repoussent, à l'unanimité cette solution et s'élèvent contre la prétention de M. Ben Yahmed de la présenter comme un « accord ».

*18 mars* : pris d'une panique subite, la direction générale et les non-grévistes (cadres, membres des services administratifs et commerciaux, secrétaires attachées à leur patron) font leurs valises ! Emportant quelques machines et des dossiers, ils emménagent dans de luxueux bureaux sis 15, avenue Victor-Hugo à Paris (loués 700.000 anciens francs la semaine).

*20 mars* : « Le Monde » publie un communiqué commun de la Fédération française des travail-

leurs du Livre (C.G.T.) et de l'Union nationale des syndicats de journalistes (C.G.T., S.N.J., C.F.D.T. et F.O.). Les signataires entendent ainsi « couper court à toute rumeur qui viserait à accréditer l'idée qu'une quelconque des organisations syndicales concernée par le conflit (...) pourrait ne pas soutenir la grève et ses motifs ».

22 mars : malgré la parution de ce communiqué, M. Ben Yahmed tente une fois de plus de briser la solidarité des grévistes en prétendant à nouveau que « la fermeture de l'atelier, autorisée par l'inspection du travail, acceptée par le syndicat (sic) et négociée avec lui (re-sic), est en réalité admise par les principaux intéressés qui ne continuent le mouvement de grève que par une solidarité compréhensible avec ceux qui se sont solidarisés avec eux ».

26 mars : après deux semaines de grève, première rencontre grévistes-syndicats-patronat. A l'issue de la réunion, M. Ben Yahmed consent à participer à un « comité technique paritaire » chargé d'examiner, chiffres à l'appui, le problème de la rentabilité de l'atelier. Reniant son engagement, il revient quelques jours plus tard sur sa décision (voir « l'Humanité » du 3 avril).

L'après-midi, la direction manipule les non-grévistes qu'elle s'efforce de constituer en une « troisième force » fantôme qu'elle baptise « Comité des travailleurs ». Elle persiste ainsi à nier toute représentativité au Comité de grève.

29 mars : ayant appris que les grévistes tiendraient le 30 une conférence de presse, les « Bao-Dai » qui animent le prétendu « Comité des travailleurs » s'emprescent de convoquer une conférence de presse pirate. A la tribune : MM. Bernetel, Sitbon et Diallo. Ils affectent de désapprouver le premier éditorial pirate signé Béchir Ben Yahmed paru dans le numéro 533-534. Ils reconnaissent aussi que la politique de l'emploi pratiquée à

« Jeune Afrique » est « féodale ».

30 mars : conférence de presse des grévistes, sous l'égide de l'Union nationale des syndicats de journalistes, au siège de « Jeune Afrique », 51 avenue des Ternes, Paris-17<sup>e</sup>. Thèmes : l'instabilité de l'emploi, le refus du fait syndical par un patron qui se dit progressiste, les menaces qui pèsent sur les Africains (sur incitation de M. Ben Yahmed, des pressions qui ont été exercées sur plusieurs d'entre eux par leur ambassade), la solidarité qui unit les Africains aux étrangers et aux Français dans cette lutte.

2 avril : nouvelle provocation : la direction accuse les grévistes dans une lettre signée Béchir Ben Yahmed (qu'elle rendra publique) d'avoir « sauvagement agressé » M. Aldo de Silva, directeur artistique. Par lettre recommandée adressée au P.D.G. (dont des extraits seront publiés par « Le Monde » du 6 avril), les grévistes rejettent formellement toute responsabilité, directe ou indirecte, dans cette mystérieuse affaire et demandent qu'elle soit élucidée au plus tôt. Quelques temps après, M. Aldo de Silva dira oralement à une journaliste du « Monde » qu'il ne croit pas les grévistes responsables de cette « attaque ».

3 avril : un ancien collaborateur de « Jeune Afrique » proteste dans une lettre publiée notamment par « l'Humanité » contre la parution dans le numéro pirate 535 d'un article remis au directeur de la rédaction six mois plus tôt. Plusieurs pigistes et collaborateurs occasionnels de « Jeune Afrique » protesteront de la même manière contre la publication, en temps de grève, d'articles anciens conservés en stock. D'autres assurent les grévistes de leur soutien total.

5 avril : sur invitation de M. Ben Yahmed, une délégation du Comité de grève accepte de se rendre chez lui en vue d'un entretien « exploratoire ». Rencontre cordiale. Mais, le lendemain, M. Ben Yahmed présente aux non-grévistes cette réunion

comme un acte de « reddition ».

8 avril : flottante, hésitante, défailante depuis le début de la grève qui ne lui plaît guère (1), la direction bureaucratique de la Chambre syndicale typographique parisienne (C.G.T.) décide, au mépris de la plus élémentaire solidarité, de « liquider » la grève. Dûment averti par elle de son défaitisme, M. Ben Yahmed se présente en position de force à une commission de conciliation convoquée au siège de la Fédération patronale de la presse : il refuse pratiquement toutes les revendications des grévistes qui pourtant avaient de leur côté consenti à faire des concessions. Refusant à la fois le diktat de leur patron et de la Chambre syndicale typographique parisienne, les grévistes décident le soir même de continuer la grève et de pousser leur mouvement plus avant.

9 avril : l'Union nationale des syndicats de journalistes (C.G.T., S.N.J., C.F.D.T., F.O.) renouvelle son soutien aux grévistes. Le communiqué est notamment publié par « l'Humanité » et « Le Monde ».

M. Ben Yahmed somme par huissier le président du comité de grève (de nationalité guinéenne, il risque de ce fait l'expulsion de France) de comparaître en référé au tribunal. Objectif : faire évacuer les locaux du 51, avenue des Ternes par la police.

Les grévistes font de leur côté parvenir à M. Ben Yahmed un exploit d'huissier par lequel ils exigent un droit de réponse.

Les amis des grévistes de « Jeune Afrique » décident de constituer un réseau de soutien et de faire paraître un bulletin d'information (2).

(1) Les « raisons » de l'attitude de la Chambre syndicale typographique parisienne (C.G.T.), qui n'a pas craint de briser l'unité scellée avec les autres syndicats, dont ceux des journalistes C.G.T.

(2) Bulletin d'information dont tout le texte ci-dessus est extrait.



9 AVRIL : l'inspection du travail propose une nouvelle négociation. Celle-ci dure plus de quatre heures et se termine par un protocole d'accord entre le P.D.G. de « Jeune Afrique » et les dirigeants syndicaux de la Chambre Typo C.G.T. Cet accord entérine tout ce qu'à fait la direction de « Jeune Afrique » jusqu'à maintenant. Le seul « progrès » est l'octroi d'un mois de préavis supplémentaire à 18 ouvriers licenciés. Ce protocole est signé à l'insu et contre l'avis des ouvriers concernés et sans consultation des autres syndicats intéressés. Immédiatement après, la Chambre typographique C.G.T. déclare : « la grève terminée ». Cela signifie qu'elle retire tout soutien à ceux qui continuent la grève et ouvre toute possibilité de répression.

Le protocole est soumis aux grévistes ouvriers typos : 8 l'acceptent et cessent la grève. A ce moment, il reste en grève : 7 ouvriers, 9 journalistes et 6 employés. Quelques jours plus tard, à l'issu d'une tentative de négociation infructueuse entre les ouvriers et le P.D.G. Ben Yahmed, celui-ci déclare qu'il va licencier sans indemnité tous ceux qui ont fait grève (36 personnes) .

Le 15 avril, 18 grévistes, qui occupent les locaux, reçoivent à domicile une assignation en référé devant le tribunal de grande instance de Paris, avec les motifs suivants :

*« ...qu'il ne saurait disconvenir que le 18 février 1971 la Société requérante ayant décidé après concertation du comité d'entreprise, la fermeture de l'atelier de composition dont la rentabilité défectueuse mettait en péril l'existence de la Société, a sollicité et obtenu de l'Inspecteur du travail, du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le 12 mars 1971, l'autorisation de licenciement collectif du personnel de cet atelier.*

*Que le 11 mars 1971, une partie du personnel de l'entreprise s'est mise purement et simplement en grève, et a occupé les locaux d'une façon permanente, c'est-à-dire jour et nuit.*

*Que depuis la Société a repris une partie de ses activités dans un local loué à titre précaire avec le personnel non gréviste.*

*Que cependant cette situation précaire ne peut se poursuivre indéfiniment de sorte que ma requérante est dans l'obligation de mettre à nouveau en demeure les grévistes d'avoir à cesser leur occupation et lui permettre de reprendre possession des locaux qui constituent son siège »...*

Le tribunal décide le 20 AVRIL l'expulsion des locaux occupés ; cette décision devint exécutoire 8 jours après sa signification aux intéressés par celui-ci, laquelle intervint le 28 avril. Elle peut être exécutée même si les intéressés font appel.

22 AVRIL : Le Comité Inter-Syndical du Livre Parisien C.G.T. publie un tract présentant la version syndicale de la grève et déversant sur les grévistes les calomnies gauchistes habituelles. Nous en extrayons ces passages :

*« ...Pourtant le Comité exécutif de la F.F.T.L. qui était réuni le 14 avril, après avoir entendu le compte rendu sur le déroulement des événements à « Jeune Afrique » et après avoir pris connaissance par ailleurs des manœuvres qui étaient faites dans diverses entreprises des imprimeries de labeur sur le plan national, a considéré que la solution qui était intervenue dans le cadre de cette affaire correspondait bien à l'avis unanime du Comité exécutif...*

*C'est également pour ces raisons qu'il y a un redoublement de distribution de tracts, d'affichages aux Universités. Il est à présent prévu un bal folklorique.*

*En conséquence, les organisations syndicales du Livre ne pouvaient cautionner plus longtemps un mouvement qui n'avait plus de caractère syndical.*

*Ceux qui restent encore dans ce mouvement, par leur présence, couvrent les agissements et les écrits de ceux qui ne visent qu'à la désagrégation des organisations syndicales et à la division du mouvement ouvrier.*

*Depuis le 9 avril, les organisations syndicales du Livre considèrent le problème « Jeune Afrique » définitivement réglé et qu'elles sont, par prolongement, désengagées... »*

28 AVRIL : Le syndicat national des journalistes C.G.T. réaffirme sa solidarité avec les travailleurs de « Jeune Afrique » et lance un appel pour la solidarité avec les grévistes menacés de licenciement.

DEBUT MAI : Le comité de grève de « Jeune Afrique » répond au tract du comité du livre parisien ; il précise notamment :

## LES GREVISTES DE JEUNE AFRIQUE REPONDENT A LA CHAMBRE TYPO

— S'ils ont été contraints de « tolérer » la grève pendant les premières semaines, les dirigeants actuels de la Chambre Typo (Guinot, Waïlle et Bureau) n'ont jamais véritablement aidé les grévistes. Ils nous accusent maintenant d'avoir distribué des listes de souscription dans les entreprises. S'il est vrai que nous avons procédé à quelques collectes ici ou là, c'est parce que, bien que dûment sollicités, les dirigeants de la Chambre typo n'ont jamais voulu faire circuler un tract F.S.M.-C.G.T. du 25 mars 1971 rédigé avec leur accord, ni leurs propres listes de souscription ! Ils nous ont ainsi privés de ressources dont nous avions le plus grand besoin.

— Les dirigeants de la Chambre typo se sont constamment attachés à circonscrire notre grève au maximum : ils ont, par exemple, refusé d'organiser un meeting commun avec les syndicats de journalistes, ils ont aussi refusé de signer un tract conjointement avec ceux-ci.

— Les dirigeants de la Chambre typo ont cherché à débaucher de la grève plusieurs ouvriers en leur proposant, sous réserve d'une acceptation rapide, des emplois alléchants. Contrairement à ce qu'ils affirment, tous les licenciés n'étaient pas et ne sont pas en mesure de retrouver immédiatement du travail. Il faut noter qu'il se trouve six Africains parmi eux.

— Les dirigeants de la Chambre typo (qui ont brillé par leur absence à toutes nos réunions) n'ont jamais voulu reconnaître la représentativité du Comité de grève, régulièrement élu par l'Assemblée générale des grévistes, en particulier parce qu'il est présidé par un camarade africain (à l'égard de qui ils ont manifesté du racisme : ne l'appelaient-ils pas ironiquement « Boule de neige » ?).

— Bien qu'ils aient été forcés de reconnaître que la non rentabilité invoquée par le patron de « Jeune Afrique » pour fermer son atelier de composition et licencier dix-huit ouvriers n'était qu'un prétexte dépourvu de sérieux, les dirigeants de la Chambre typo n'ont jamais voulu considérer que le véritable mobile de ce « patron de choc » était de liquider la section syndicale C.G.T. dans son entreprise. Et ce, malgré l'avis du syndicat des journalistes C.G.T.

— Les dirigeants de la Chambre typo n'ont jamais apprécié la solidarité, inédite dans l'histoire de la presse française, qui s'est manifestée à « Jeune Afrique » entre les différentes catégories de travailleurs : ouvriers, correcteurs, employés et journalistes.

— Les dirigeants de la Chambre typo reprennent dans leur tract plusieurs « arguments » du patron :

1) Ils accordent une grande représentativité au prétendu « Comité des travailleurs » composé de « jaunes » manipulé par la direction. 2) Ils prennent pour argent comptant les promesses fallacieuses du patron qui ment pourtant comme un arracheur de dents quand il s'engage à respecter à l'avenir « comme l'a toujours fait dans le passé » (sic) la section syndicale à « Jeune Afrique ». 3) Ils ne font que répéter les paroles du patron quand ils écrivent que les grévistes ont débordé les syndicats : dès le début de la grève, celui-ci s'est en effet époumonné, en tacticien consommé, à crier que la grève était « sauvage », que la grève était « gauchiste ».

— Les dirigeants de la Chambre typo, si prompts à « répondre » aux justes accusations des grévistes ulcérés par leur attitude inexplicable, se sont très bien accommodés, par contre, des grossières insultes lancées dans « Jeune Afrique » (n° 535) par Béchir Ben Yahmed contre les syndicats (dont il a osé comparer le rôle à celui des Américains au Viêt-Nam !).

— Les dirigeants de la Chambre typo « oublient » d'avouer qu'ils n'ont jamais réellement appliqué le boycottage de « Jeune Afrique » comme ils l'avaient promis. Si le numéro 533-534 a vraisemblablement été fabriqué en Italie, le numéro 536 (et suivants) ont été fabriqués dans la région parisienne. Les camarades de chez Chauffour, à Vitry, peuvent témoigner qu'ils n'avaient pas été informés de l'ordre de boycottage de « Jeune Afrique ». Quand, avertis enfin par nous, ces camarades ont voulu bloquer « Jeune Afrique », les dirigeants de la Chambre typo leur ont dit par téléphone de « ne pas faire les cons, et de laisser courir ».

— Les dirigeants de la Chambre typo « oublient » de dire qu'ils ont entamé une procédure de radiation contre les sept ouvriers (sur onze) qui ont refusé d'accepter le « protocole d'accord » qui a été signé sans eux avec le patron. Ils ne précisent pas que, pour ce faire, ils envisagent d'utiliser l'article 23 des statuts qui est prévu, au contraire, pour éliminer les briseurs de grève.

Il convient de noter que ce n'est pas la première fois que les dirigeants de la Chambre typo agissent de la sorte. Ils ont constamment tendance à entériner les licenciements en échange d'indemnités supplémentaires. C'est ce qu'ils ont fait tout récemment au « Méridional ». Est-ce une politique juste ? Nous ne le pensons pas.

Nous avons remis le 20 avril un mémorandum au camarade Georges Séguy pour stigmatiser l'attitude des dirigeants actuels de la Chambre typo. Une réunion de la commission des conflits est prévue à la C.G.T.

LE 5 MAI, en exécution de l'ordonnance d'expulsion, le P.D.G. commence à entamer des démarches pour que celle-ci devienne effective avec le soutien de la police. Parallèlement, le soutien matériel des différents groupes commence peu à peu à leur faire défaut, et les grévistes cessent l'occupation et la grève. Tous se retrouvent dans la situation de licenciés.

MI-MAI : Chacun des 7 typos qui ont constitué la grève reçoivent une lettre de radiation du syndicat du Livre C.G.T. rédigée dans ces termes : « camarades, le Comité Syndical de la Chambre Typographique Parisienne, réuni le . . . a décidé, à l'unanimité, en conformité avec l'art 23 du règlement, de te radier des effectifs du syndicat. Nous t'informons de cette décision qui prend effet fin mars 71. Salutations syndicales ». (sic).

Ce fameux article 23, les syndiqués ne le connaissent pas. Ils ne disposent en effet que des statuts de la Fédération Française des Travailleurs du Livre, dont l'art. 23 déclare : « ainsi qu'il est dit à l'art. 2, l'ensemble des sections réunies en groupes régionaux, constitue la Fédération ». En relisant la lettre, on s'aperçoit qu'il s'agit de l'art. 23 du règlement seul connu des bureaucrates syndicaux.

Licenciés par le patron, exclus du syndicat, les 7 ouvriers du Livre engagent un procès devant les Prud'hommes... C'est tout ce qu'il leur reste.

\*\*

Quelques précisions concernant « Jeune Afrique ». C'est un des éléments « de la présence française » en Afrique, c'est-à-dire de soutien aux bourgeoisies et bureaucraties locales liées au capitalisme français. Pendant toute la période de décolonisation et d'union nationale contre l'occupant français (guerre d'Algérie, et jusqu'en 63-64) le journal a pu paraître « progressiste ». Son véritable caractère s'est peu à peu révélé à mesure que les conflits de classe réapparaissaient dans les excolonies françaises. Le P.D.G. de « Jeune Afrique » fut ministre de l'information en Tunisie ; tout Djerba lui appartient et sa famille possède la moitié des terres de la Tunisie ; ses ambitions politiques sont à la mesure de sa puissance économique. Un des directeur est ex-colon du Maroc et un autre directeur est l'homme de Foccart dans le journal. Le P.D.G. se targue d'employer 17 nationalités ; en fait il utilise habilement la situation précaire des réfugiés politiques pour la rédaction et le reste en leur payant des salaires dérisoires. Actuellement, « Jeune Afrique » est un magazine du genre « l'Express » tirant à 55 ou 60.000 exemplaires et diffusé parmi

les cadres et petits fonctionnaires. Il est envisagé une édition anglaise pour toucher l'Afrique anglophone.

\*\*

Comme le disait un camarade licencié de « Jeune Afrique », venu parler de la grève à une réunion d'I.C.O., sur le plan revendicatif, la grève est un échec, mais sur le plan politique, elle est un succès complet. Elle a permis de briser la légende bien entretenue du patron « progressiste » en montrant que ses actes étaient le contraire de ses écrits. Pendant la grève, celui-ci a essayé d'utiliser habilement la position tiers mondiste en opposant les problèmes revendicatifs des ouvriers (ceux du monde occidental) à une attitude de « collaboration » qui aurait été plus conforme aux problèmes du tiers monde.

Ce que la grève de « Jeune Afrique » a révélé de ce point de vue, c'est que la lutte de classe s'est déroulée ici comme dans les pays sous-développés entre travailleurs soumis à l'exploitation et une classe dirigeante (bourgeoisie, bureaucratie, quelle que soit son étiquette socialiste, progressistes, etc...). Les luttes nationales dissimulaient cette lutte ; mais elle vient de nouveau au premier plan, lorsque l'étape de l'indépendance est franchie. Les dirigeants essaient bien sûr de maintenir le plus longtemps possible une ambiguïté qui est profitable à leurs intérêts, et leur évite ainsi le recours à des contraintes de classe plus directes. Les dirigeants de « Jeune Afrique » à Paris ont essayé de faire de leur entreprise un îlot privilégié autour de cette ambiguïté, exactement comme si leur entreprise s'était située dans un pays quelconque d'Afrique. Cela leur était d'autant plus facile qu'ils employaient une majorité de travailleurs originaires de ces pays. En raison précisément de ce caractère, la grève a montré ce qu'étaient les luttes réelles dans les pays d'Afrique, et on comprend que le comité de grève de « Jeune Afrique » ait diffusé en Afrique un bulletin expliquant leur lutte et montrant que celle-ci était aussi celle des travailleurs de tous les pays sous-développés. Nul doute qu'en cela ils n'aient contribué à leur mesure, à aider les travailleurs à se dégager des filets trompeurs et complexes des luttes pour l'indépendance.

Mais la lutte des ouvriers de « Jeune Afrique » s'est aussi déroulée en France, à Paris, en 1971. C'est-à-dire dans les structures du capitalisme moderne, et cela explique toute l'histoire apparemment ahurissante de cette poignée d'ouvriers qui fondent une section syndicale C.G.T. pour se défendre contre l'arbitraire de leur patron, et qui se retrouvent quelques mois plus tard licenciés par le patron et exclus du syndicat pour

s'être battus jusqu'au bout et avoir enfrein d'un côté l'ordre capitaliste, et de l'autre un ordre de reprise du travail donné par le syndicat.

Il est normal que ces travailleurs aient cherché au départ à constituer une section syndicale. Ils constituaient un noyau dur et cohérent (c'est d'ailleurs pour cela que le P.D.G. de « Jeune Afrique » voudra les mettre à la porte, ce qui est l'origine réelle du conflit), ils espéraient trouver dans le syndicat un soutien et une protection pour leur lutte. Cet espoir, n'importe quel travailleur même encore aujourd'hui, le place au départ dans le syndicat, s'il n'en a pas encore fait l'expérience. Ce n'est que par cette appartenance au syndicat que les travailleurs finissent par se rendre compte, dans les faits, que la fonction du syndicat est d'être un rouage nécessaire au bon fonctionnement du capitalisme moderne. Ce qui est nouveau depuis quelques années, c'est que cette prise de conscience du rôle réel du syndicat, se fait rapidement par l'affrontement de l'expérience, et dans le cas de « Jeune Afrique », cela se déroule sur quelques mois :

— comme ils le soulignent dans leur réponse à la Chambre typo, les dirigeants « ont constamment tendance à entériner les licenciements en échange d'indemnités supplémentaires ». En termes plus généraux, cela veut dire aménager les conséquences de la concentration du capital.

— un autre aspect de cette fonction syndicale dans le capitalisme touche plus le syndicat du livre ; la suppression de l'atelier de composition particulier de « Jeune Afrique » encouragée fermement par la répression directe du syndicat du Livre conduit à une certaine division du travail : journalistes et employés d'un côté avec la direction du journal, ouvriers de l'autre dans une entreprise imprimant n'importe quoi. Le syndicat pousse ainsi au renforcement d'une structure capitaliste qui, à la fois, renforce son pouvoir syndical (contrôle de l'embauche dans de grandes unités de production) et empêche la liaison entre tous ceux qui œuvrent à une même tâche, ici la publication d'un journal.

L'autonomie de la lutte se dégage ainsi finalement de l'extrême confusion des situations par-

ticulières, non pas parce que les travailleurs ont voulu ainsi cette autonomie, mais parce que le syndicat auquel ils adhéraient a rejeté leur lutte. La rupture vient de ce que le syndicat veut préserver sa fonction capitaliste et imposer un accord conforme à ses intérêts de syndicat. Les ouvriers, s'ils veulent continuer à se battre pour leurs intérêts doivent ainsi le faire seuls.

Ce que nous venons de souligner sur le soutien du syndicat à une décision patronale qui renforce l'emprise syndicale légale, est étroitement lié à un troisième point important de cette lutte. Le camarade de « Jeune Afrique » a souligné que la grève était menée par *tous* les travailleurs de l'entreprise : journalistes, employés, ouvriers, et non par une seule catégorie professionnelle. A travers cette lutte, une contestation de l'orientation du journal est apparue. Sous les aspects particuliers à « Jeune Afrique », c'est le problème du contrôle des travailleurs à leur travail, c'est-à-dire de la gestion, qui se trouve posé. Ici sous la forme du droit pour ceux qui font un journal de décider du contenu du journal, pour tous les travailleurs du journal, et non pour les seuls rédacteurs comme cela a pu se poser dans des conflits entre rédaction et propriétaires de journaux. C'est bien la gestion de la boîte qui est en cause à travers le droit pour les travailleurs de se demander pour qui et pour quoi ils travaillent. Sans doute sous une forme ambiguë, mais il en peut en être autrement dans le contexte capitaliste. Et à ce stade, autonomie de lutte et problème de la gestion sont liés au développement d'une même conscience de classe, et se relie à l'ensemble des luttes actuelles. On ne peut que relever le sens de l'intervention syndicale qui — objectivement ou consciemment — vise à briser, tout comme le patron, la cohésion d'un groupe de travailleurs et à le détruire, à la fois en tant qu'organe autonome de lutte et en tant que contestant la gestion de l'entreprise ; mais c'est le résultat final de la lutte : les ouvriers de « Jeune Afrique » sont dispersés, et l'impression du journal est séparée de sa rédaction. Le syndicat du Livre C.G.T. confirme ainsi au patronat qu'il n'entend pas empiéter sur le domaine réservé du capital, de même que le patronat reconnaît au syndicat son pouvoir de bureau de main-d'œuvre de la presse et du labeur.



# Assurances Générales de France

Les luttes ne sont pas l'expression présente de la lutte de classe dans les circonstances particulières de l'entreprise où elles se déroulent. Si ces circonstances expliquent soit le déclenchement, soit la forme des actions ouvrières, on peut y trouver plus ou moins marquées (en relation avec le niveau des techniques d'exploitation) les orientations générales de l'exploitation capitaliste et de la lutte de classe dans l'Etat et dans le capitalisme mondial.

Nous avons déjà exposé à différentes reprises ce qui se passe dans le groupe des A.G.F. (voir I.C.O. n° 91-92, mars-avril 70 - 97-98 septembre-octobre 70 - 103-104 mar-avril 71).

La concentration, l'automatisation, et la rationalisation se poursuivent, à la fois conséquence et cause d'une compétition accrue. La pression patronale s'exprime à la fois sur les conditions de travail (cadences, vétusté des locaux, exploitation des jeunes) et sur les salaires (déclassements systématiques et réduction progressive des avantages acquis). Cette orientation doit atteindre son niveau maximum lors du transfert de l'ensemble des services au début de 1972 dans un nouveau siège social, entièrement neuf, construit dans le 15<sup>e</sup>, sur le front de Seine et où seront mises en œuvre les techniques dernier cri d'exploitation des employés. Ce transfert perturbera de plus la vie des employés hors de l'entreprise, car il augmentera au minimum d'une heure par jour la durée du trajet pour la plupart d'entre eux ; on peut en imaginer les répercussions dans un milieu où 80 % de l'effectif est représenté par des femmes habitant dans des banlieues parfois éloignées.

Toute la période de 1970-début 71 avait été mar-

quée par des luttes plus dures qui échappaient plus ou moins aux syndicats. Ces luttes correspondaient précisément aux tentatives de la direction d'accroître le taux de l'exploitation. Mais à défaut de prendre des formes véritablement autonomes, ces luttes étaient caractérisées par la tentative de divers noyaux d'avant-garde, de se substituer aux défaillances des syndicats. C'est ainsi qu'en décembre 1970, des réunions avaient eu lieu, lors d'une campagne revendicative syndicale pour les salaires, entre des employés, appartenant aux groupes Lutte Ouvrière, Rouge, P.S.U. (minoritaire C.F.D.T.), des minoritaires de F.O., des maoïstes, et des participants au comité de liaison A.G.F., pour tenter d'impulser une action plus dure que celle des syndicats. Cette entreprise s'est soldée par un échec. Mais elle représentait la situation présente du mouvement ouvrier en France, dans laquelle, à défaut d'organismes autonomes de lutte, des regroupements de militants essaient de substituer leur action minoritaire à celle des syndicats.

On peut relier cette situation à la forme traditionnelle des luttes dans laquelle une avant-garde essaie d'entraîner des groupes plus ou moins importants de travailleurs : l'échec de telles tentatives s'est matérialisé par le licenciement de deux employés, respectivement membres de Lutte Ouvrière et du Comité de liaison (voir I.C.O. 103-104, mars-avril 71).

Ces licenciements, contrairement à ce qu'espérait la direction, n'ont pas pour autant mis fin aux luttes dans l'entreprise ; celles-ci ont pris selon les circonstances, des formes différentes, qui peuvent permettre d'ailleurs de se faire une idée du déroulement actuel des luttes en France.

## Archives Richelieu :

Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire le tract diffusé par des employés de ce service.

### HAMAC OU BIDONVILLE

*Ce tract a été rédigé par une majorité de chercheurs des services de classement des dossiers, notre moyenne d'âge est d'environ 18 ans, et on peut dire que notre entrée dans le « monde du travail » a été réussie ! Jugez plutôt :*

*NOTRE TRAVAIL. Sortir et rentrer des dossiers ! C'est pas bien compliqué, mais c'est abrutissant. Il faut se concentrer sur des milliers de chiffres à longueur de journée et lorsque vous connaîtrez les conditions de travail qui nous sont faites, vous comprendrez que nous en avons assez !*

ASSEZ de travailler dans la poussière et la saleté ! (le nettoyage des hamacs est effectué une fois tous les 6 mois).

ASSEZ de nous baisser, de nous lever sans arrêt parce que les rangées vont du sol au plafond.

ASSEZ de nous blesser les mains sur les rebords plastiques des classeurs (tous nous avons aux mains des coupures, des égratignures).

ASSEZ de nous casser la figure sur les tabourets à roulettes qui sont bancals (il ne se passe pas un jour sans chute, un de nos camarades s'est récemment cassé le poignet).

ASSEZ de nous heurter sans arrêt à quelque chose ou à quelqu'un, par manque de place.

ASSEZ de travailler dans un service non aéré (les bureaux bloquent les fenêtres !).

ASSEZ d'être obligé de réparer avec les moyens du bord (scotch, agrafes, cartons, etc...) un matériel vétuste qui se détraque de plus en plus (roule-tris, hamacs, etc...)

ASSEZ de bosser au sous-sol, dans un service par endroit glacial, et ailleurs surchauffé ! dans un service où des « bestioles » nous piquent et nous donnent boutons et démangeaisons.

ASSEZ de subir une cadence de travail intensive et mal proportionnée.

ASSEZ de faire double-boulot, les chefs nous ordonnant d'effectuer le travail des absents (notre paye restant toujours aussi dérisoire !).

ASSEZ de remise en cause des acquis : Ceux

d'entre nous, suivant les cours du jeudi, n'ont pas à rattraper l'après-midi, le travail non effectué le matin.

Nous EXIGEONS une Prime de sous-sol, au prorata du temps passé aux archives.

Nous REFUSONS que les moins de 18 ans travaillent en sous-sol (pratique usuelle et totalement illégale !).

Nous sommes jeunes, et certains en profitent !

Le climat du service a déjà contraint une quarantaine de camarades, en un an, à démissionner, à demander leur changement de service, voir même à être licenciés !

Un vocabulaire et un comportement militaire sont de rigueur pour notre encadrement.

Nous disons :

NON A LA CASERNE !

NON AUX BRIMADES ET AUX MENACES !

NON A L'INSULTE ET AU MEPRIS !

NOUS EXIGEONS DES CONDITIONS DECENTES DE TRAVAIL, ET LA FIN DES EXCES DE LA DISCIPLINE !

Face au luxe et au modernisme étalés complaisamment par les A.G.F. dans leur publicité, nous dénonçons le scandale quotidien de nos conditions de travail.

Ces revendications, qui ont été élaborées par l'ensemble des chercheurs et des classeurs, seront déposées à la direction par la C.G.T., qui les défendra avec nous, en notre nom !

Précisons seulement que cette action a été décidée par les employés eux-mêmes, et menée par eux, mais lorsqu'il s'est agi d'aller présenter les revendications, ces employés ont hésité à le faire seuls et ont laissé faire la C.G.T. Ils y étaient d'ailleurs fortement encouragés par les éléments de Lutte Ouvrière qui avaient pris contact avec eux. Cette lutte a abouti à un certain nombre d'améliorations dans le travail, mais ultérieure-

ment, c'est la C.G.T. qui a récupéré tout ce qui au départ était le mouvement des archivistes eux-mêmes. Un dernier tract sorti sur cette lutte se termine par cette phrase : « la C.G.T. continue l'action en liaison étroite avec les chercheurs ». Ainsi c'est le syndicat qui prétend agir pour continuer un mouvement déclenché uniquement par les travailleurs.

### Chauffeurs de liaisons :

(voitures qui assurent la transmission du courrier et des dossiers entre la dizaine des bureaux annexes, dans Paris et en Province).

Un bref mouvement de quelques jours a touché tous les chauffeurs de liaisons, mais cette grève

a été rapidement récupérée cette fois par Force Ouvrière, et de plus, le patron y a paré immédiatement en utilisant les services d'une entreprise de transport à domicile.

## Le mouvement des jeunes :

Il n'y a pas d'autre titre à mettre à ce que nous allons raconter. Ce mouvement qui s'est développé pendant tout le début de 1971 et qui paraît maintenant retombé, a été à la fois diffus et puissant ; mais il marque une division entre les tout jeunes employés et le reste des employés plus âgés. La raison principale n'est pas comme on pourrait le croire « un conflit de générations », mais le fait que dans les bureaux on utilise les jeunes comme on utilise la main-d'œuvre étrangère dans les usines automobiles. En effet, depuis plusieurs années s'est développé, dans les entreprises d'assurances notamment, l'embauche systématique de jeunes, avec des salaires relativement faibles, pour des emplois subalternes, répétitifs et sans intérêt (conséquence de l'automation), analogues aux travaux de la chaîne d'une usine. La plupart du temps, ce sont des jeunes de moins de 20 ans qui effectuent ce travail, et souvent des travailleurs d'entreprises intérimaires. Ils sont commandés par un encadrement de vieux ; de plus les conditions de travail sont mauvaises (poussière, sous-sol, etc...). Cet ensemble fait qu'il y a une rotation rapide de ces employés et parallèlement le développement rapide (en quelques jours) de liaisons limitées à ces seuls employés, en raison de leurs conditions d'exploitation communes et bien particulières.

Le mouvement des « hamacs » dont nous venons de parler ci-dessus, situe en partie les caractères de cette lutte. Mais elle a pris une forme beaucoup plus originale, illustrant ce qu'on peut appeler un refus collectif de travail, une esquisse d'auto-organisation très différente des modes traditionnels de lutte.

Ce mouvement s'est développé autour des appareils de boissons. Ces appareils ont été installés, il y a plusieurs années par la direction, épaulée par les comités d'entreprise. Il s'agissait de donner à une mesure répressive l'apparence d'un avantage social. Pour le patron il fallait empêcher les employés de faire des séjours dans les bistrotts autour de la boîte, pour les comités d'entreprises, outre certainement les petites prébendes (pots de vin des sociétés concessionnaires) on introduisait un « progrès » dans la condition des employés. Mais peu à peu ce qui était fait avec des intentions répressives s'est trouvé détourné de son but par les employés eux-mêmes : les appareils de boisson installés à chaque étage devinrent des lieux de rassemblement. Avec les jeunes, cela prit une dimension nouvelle. Ce n'était plus la rencontre fortuite de quelques copains, ou le flirt d'un gars et d'une fille, mais le rendez-vous volontaire de plusieurs dizaines de jeunes employés. Ils prirent l'habitude de se rencontrer là deux fois

par jour, vers 10 h. le matin et vers 16 h l'après-midi. Ils choisirent un appareil le plus éloigné des lieux de passage, au 5<sup>e</sup> étage du hall Favart. La pause de 16 h. notamment, se prolongera peu à peu quotidiennement jusqu'à 17 h. 15, heure de la sortie. Au lieu de revendiquer une réduction d'horaire, ils ne travaillent que 6 h. par jour. Ils se retrouvèrent ainsi jusqu'à 50 venant de différents services, décloisonnant les séparations artificielles de la boîte, recréant les contacts qu'aucune des organisations syndicales, ou para-syndicales, ne pouvaient leur apporter sur le lieu même du travail. Ce n'était plus le détournement des appareils de boisson, mais le lieu même du travail qui devenait un lieu privilégié de rencontres. Jusqu'au jour où un des employés apporta une guitare et chaque soir s'ouvrait à 16 h. au 5<sup>e</sup> Favart un concert pop : cela ne pouvait durer. Les premiers affrontements vinrent des cadres dans les services, mais ceux-ci se heurtèrent à des résistances collectives. Par exemple, deux jeunes revenus d'un séjour au 5<sup>e</sup>, dans l'euphorie prolongée, sifflaient en travaillant : le cheffail-lon prétendit le leur interdire. L'incident fut rapporté le lendemain à tous les copains et immédiatement 50 jeunes défilèrent en file indienne dans le bureau du chef en sifflant. Les tentatives de répression individuelle se heurtaient d'ailleurs à une situation touchant les jeunes, qui duraient depuis pas mal de temps : vider un jeune et en embaucher un autre signifiait qu'on supprimait un « mauvais employé » pour en embaucher un autre aussi « mauvais », peut-être pire ; car les chefs s'apercevaient rapidement que la plupart des jeunes acceptaient de faire ces travaux sans intérêt et parfois pénibles, étaient absolument interchangeable, et qu'au bout de quelques jours tout l'appareil répressif se cassait plus ou moins les dents sur eux. Mieux valait composer et accepter la situation à condition qu'elle reste dans certaines limites « permises ». Mais avec les appareils de boisson cela dépassait manifestement les limites. Ce fut également le cas le jour où le joueur de guitare voulut donner un concert dans les archives et où tous les employés des archives, tout au moins les jeunes, rythmaient les airs avec ce qui leur tombait sous la main. On peut imaginer ce que fut l'intrusion du chef de division et d'un caïd du bureau du personnel appelé en renfort. Le musicien fut vidé immédiatement. Parallèlement la répression s'organisait. Faute de pouvoir empêcher ouvertement les jeunes de faire des séjours devant les appareils de boisson, la direction fit saboter celui du 5<sup>e</sup> et les jeunes le trouvèrent un matin les fils arrachés et l'intérieur dévasté. Il ne fut pas réparé ; cela ôtait tout prétexte aux rencontres, car personne ne pouvait plus prétendre être venu là pour consommer, ce

qui permettait de prendre des sanctions. A la suite de cette répression, la boîte commença à se couvrir d'inscriptions dont certaines étaient faites à la bombe ; à vrai dire, cette prolifération d'inscriptions était apparue au moment du licenciement des deux employés dont nous avons parlé ci-dessus.

C'est dans cette circonstance que la C.F.D.T. sortit le 18 mars un tract qui définit exactement le rôle auquel elle prétend lorsqu'elle parle de gestion dans l'entreprise (n'oublions pas qu'on se trouve aux A.G.F. dans une société nationalisée).

On se voudrait de retrancher un seul mot à ce tract.

## C.F.D.T.

### VERS UNE NOUVELLE CRISE ?

Le Président PLESCOFF est en place depuis bientôt cinq mois. En dehors de l'embauche au rang de sous-directeur d'un spécialiste financier ayant une expérience bancaire, aucune action politique d'envergure de la Direction Générale n'a été constatée.

Certains membres de Direction vivent actuellement dans la crainte permanente d'un remaniement susceptible de remettre en cause leur situation personnelle, ce qui expliquerait qu'aucune initiative n'ait été développée et concrétisée dans quelque domaine que ce soit.

Le silence de l'ensemble de l'appareil de direction est préjudiciable au climat et au moral de l'entreprise.

La fonction PERSONNEL notamment, dont le rôle est pourtant primordial et déterminant dans une politique destinée à entraîner l'adhésion de la grosse majorité du personnel, semble soudain frappée d'immobilisme.

Le crédit dont jouissait le Président PLESCOFF lors de son arrivée aux A.G.F. semble avoir subi depuis quelques semaines une certaine érosion.

Le malaise, un moment dissipé, fait à nouveau surface de manière inquiétante. Des signes précurseurs bien connus font leur apparition. Certains s'agitent, manipulés en cela par quelques « révolutionnaires » de pacotille. Des graffitis, aussi inutiles que provocateurs, couvrent et souillent à nouveau les murs de la maison et les parois des ascenseurs.

Des rassemblements à heure fixe à proximité des distributeurs de boissons de l'immeuble RICHELIEU sans véritable justification et se pro-

longeant plus que de raison ne peuvent que conduire à l'instauration d'un système autoritaire privatif de la liberté pour tout le monde.

Des tracts émanant d'individus maladivement agressifs continuent dans la désapprobation quasi générale à ridiculiser, à diffamer, salir et allant jusqu'à porter atteinte à l'honorabilité des personnes.

Dans ce climat, certains cadres hésitent à prendre leurs responsabilités et les prennent parfois de façon maladroite ou excessive.

En constatant la résurrection de tous ces phénomènes que nous pensions disparus pour un temps, on ne peut que s'interroger à nouveau sur l'avenir des A.G.F. et de tous les salariés qui y sont attachés.

Et pourtant, nous n'avons pas manqué, en janvier dernier, de mettre en lumière les maux dont souffrait l'entreprise. Nous avons d'ailleurs été les seuls à en prendre le risque.

Depuis, la Direction Générale a-t-elle fait connaître ses intentions ? C'est pourtant à elle de tout mettre en œuvre pour que le redressement s'amorce. Un temps précieux est définitivement perdu qui entame chaque jour davantage le potentiel de confiance qui subsistait.

La C.F.D.T. s'est toujours réservée le droit d'intervenir publiquement lorsque l'équilibre de notre entreprise se trouverait compromis par quelque cause que ce soit.

Estimant le moment venu, elle le fait afin de mettre chacun devant ses responsabilités et d'apporter rapidement des solutions et des remèdes à une crise qui a tendance à se prolonger au-delà du supportable.

Paris, le 18 mars 1971

La Section Syndicale C.F.D.T.

Employés - Agents de Maîtrise et Cadres des A.G.F.



Il est quand même intéressant de remarquer que ce tract précédait de 4 jours une note de service du 22 mars, émanant du président du groupe A.G.F., et rédigée dans ces termes :

*Ces derniers jours, des faits regrettables se sont produits dans l'entreprise sous forme de déprédations des locaux, de réunions abusives, notamment autour des distributeurs de boissons et d'absences au travail.*

*Si nos locaux actuels ne sont pas ce que nous souhaiterions mettre à la disposition du Personnel pour lui assurer les meilleures conditions de travail, nous préparons activement le nouveau siège social pour lequel ces questions font l'objet d'études et de soins tout particuliers.*

*Les locaux actuels tels qu'ils sont n'en constituent pas moins le cadre de travail pour l'ensemble*

*du Personnel et le fait de les salir ou les dégrader ne peut que nuire à tous.*

*Les instants de détente dans le travail ne doivent pas conduire à des rassemblements bruyants et prolongés ou à des absences injustifiées. Je souhaite qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à des sanctions individuelles pour y mettre fin.*

*Je compte donc sur les Cadres, Agents de Maîtrise et Employés et sur leurs Représentants pour que cessent ces faits regrettables qui sont préjudiciables à l'Entreprise et à l'ensemble du personnel.*

*Le Président : G. PLESCOFF.*

Tout ceci ne mit pas fin immédiatement aux inscriptions, au contraire, on put voir fleurir dans nombre d'endroits des dessins très évocateurs : un gros cul portant le nom de Thévenot (leader de la C.F.D.T.) qu'enculait une grosse bite nommée Plescoff avec la légende « ça fait du bien ». Le musicien vidé de la boîte revenait clandestinement faire des inscriptions à la bombe sur les murs. Il revint même sous les fenêtres des A.G.F. à Richelieu comme chanteur ambulant, donner une aubade, ce qui fut un prétexte à un beau chahut de la part de ses copains qui évidemment, avaient été prévenus à l'avance.

Mais peu à peu la répression prenait des formes aussi diverses que sournoises ; par le biais des mutations, de quelques améliorations concernant les injustices les plus criantes, d'autres licenciements,

la direction, aidée des syndicats et d'une fraction hostile d'employés, ramenait peu à peu les choses dans l'ordre.

Quelques jeunes tentèrent bien le 26 mars d'expliquer tout cela par un tract, et d'essayer de maintenir les liaisons qui s'étaient établies autour des appareils de boisson : ils s'étaient aperçu, lorsque ces possibilités avaient été supprimées, qu'ils ne se connaissaient même pas par leur nom, qu'ils ne savaient pas où ils travaillaient, et que leur seul lien était de se retrouver deux fois par jour au 5<sup>e</sup> Favart.

La fragilité de ce mouvement, à la fois spontané et inorganisé, se révéla immédiatement. Tout se disloqua à peu près comme c'était né.

### La grève au centre de Reims :

Le centre de REIMS a été créé il y a quelques années pour décentraliser certains travaux, et il compte actuellement environ 500 employés. Lors de la création de ce centre, la petite maîtrise et les cadres furent détachés du siège après un tri assez sérieux et le recrutement de la totalité des employés se fit sur place ; également après un sérieux tri. Dans une ville de province, avec un surplus constant de main-d'œuvre, la direction pouvait obtenir des cadences de travail supérieures à celles de ses bureaux de Paris. De plus, ce centre avait été laissé au contrôle des syndicats F.O. et C.F.D.T., et la C.G.T. n'y avait pratiquement pas d'implantation.

C'est sans doute pour y pénétrer que la C.G.T. fit entrer un membre du P.C., avec mission de construire une section C.G.T., en exploitant les

conditions strictes de travail, conditions qu'elle tolère et respecte ailleurs, là où elle est déjà implantée.

Elle choisit pour faire ce travail un jeune, Daniel Maury, marié, père d'un enfant, qui se retrouva trésorier de la section C.G.T., créée en février 71 et comptant une quinzaine de membres.

C'est à ce titre qu'il prit la défense d'une femme enceinte licenciée par le chef du centre de Reims, ancien chef du personnel des A.G. Richelieu, personnage redouté à la fois pour sa partialité et pour sa dureté. L'employée en question fut réintégrée, mais le responsable C.G.T. fut licencié alors qu'il ne comptait que 10 mois de présence.

Dès que le licenciement fut connu, la C.G.T. et les autres syndicats tinrent le 5 avril un meeting pendant les heures de travail. Sur le refus du directeur du centre de revenir sur sa décision, la grève illimitée fut déclenchée avec occupation des locaux (seulement deux jours) ; plus de 200 employés (sur 450 présents) participèrent à ce mouvement jusqu'au jeudi 8 avril, à la veille des vacances de Pâques. F.O. avait pris soin d'envoyer une lettre à tous les non titulaires (150 à peu près) en leur disant de ne pas faire grève.

Contrairement à toute attente, après Pâques, le mardi 13 l'action reprend ; elle se durcit le mercredi 14 par une manifestation de rue, une distribution de 10.000 tracts dans la ville, des délégations à la mairie et à la sous-préfecture. Après une intervention des grévistes les journaux relatent les faits à peu près correctement. La solidarité fut tout de suite effective sur Reims, allant des pétitions, des collectes, des délégations de soutien, jusqu'aux débrayages, et touchant les plus importantes entreprises de Reims. Il importe de souligner ici que tout ceci est fait pratiquement par la seule C.G.T. qui défend par tous les moyens un de ses membres, à condition d'ailleurs que la grève ne s'étende pas ailleurs.

En effet, alors qu'à Reims la grève, bien que minoritaire, reste soutenue par les trois syndicats, les délégués des sièges de Paris, qui ont fait le voyage à Reims, ont commencé par dire : « à Paris, les employés ne sont pas prêts à faire grève ». Lorsqu'ils ont déclaré cela le mardi 13 ils n'en savaient rien, car ils n'avaient consulté personne. De plus, il est bien évident que les licenciements récents des deux employés avaient profondément marqué les sièges de Paris, que les syndicats n'avaient pas levé le petit doigt à ce moment, et au contraire avaient prêté leur concours à la direction, et que bien sûr un mouvement concernant une réintégration d'un employé C.G.T. de Reims, risquait de faire demander d'autres réintégrations sur ces licenciements récents.

D'ailleurs les chefs syndicaux des A.G.F., F.O. et C.F.D.T. se désolidarisèrent rapidement de la grève de Reims ; à la fois pour la raison exposée ci-dessus, mais également parce que le mouvement de Reims était manifestement dirigé contre leur emprise sur ce centre. Le bonze F.O. de Paris donna l'ordre à ses militants de Reims dans ces termes : « reprenez le travail, sinon je le ferai reprendre avec l'aide de la direction ». La C.F.D.T. fit la même chose, mais plus habilement. Les syndiqués F.O. et C.F.D.T. grévistes décidèrent de continuer la grève en leur nom propre, et certains déchirèrent leur carte. Mais suite à ces manœuvres, le nombre des grévistes tomba à 150 le jeudi 15 avril. La grève franchit pourtant le

cap de cette semaine et se poursuivit le lundi 19 avril. C'est seulement le mardi 20 avril, c'est-à-dire après 15 jours de grève que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. distribuèrent à Paris un tract d'appel à la solidarité, mais seulement financière ; et encore le plus souvent les collectes furent laissées à des initiatives individuelles ; le mercredi 21 avril, un tract du parti communiste soutenait son militant licencié ; la grève se terminait le 22 avril sur un vote unanime des grévistes qui acceptèrent les propositions de la direction, celles-là mêmes que le président avait faites à une délégation syndicale de Paris, deux jours après le déclenchement de la grève de Reims, et qui avaient alors été rejetées comme infamantes par la seule C.G.T.

Ces propositions annulaient le licenciement de Maury, mais avec une mutation à Paris, l'attribution d'un emploi à sa femme, d'un logement, la prise en charge de son déménagement, etc...

Que ne ferait-on pas pour un délégué syndical C.G.T., membre du P.C. Au cours des entretiens entre délégués et la direction, on devait apprendre que plus de 90 employés avaient été licenciés depuis le début de 70 dans les mêmes conditions que Maury, et les derniers en date étant ceux dont nous avons déjà parlé : mais pour tous ces licenciements aucun des syndicats n'avaient daigné même en parler, encore moins déclencher une grève.

La grève de Reims contient deux enseignements contradictoires :

— d'une part la volonté de lutte d'un groupe important d'employés contre les conditions de leur exploitation (la grève concernait principalement les cadences de travail puisque ce qui était reproché à Maury était son insuffisance de travail). Sur ce point, la grève, malgré toutes les apparences, a été un échec.

— d'autre part, la confiance accordée encore aux syndicats, notamment à la C.G.T., qui permet à celle-ci de manœuvrer uniquement pour des fins de propagande : elle soutient et pousse à une grève minoritaire alors qu'ailleurs elle condamne ce type d'action comme aventuriste, lorsque évidemment elle est menée par des employés hors du contrôle syndical.

\*  
\*\*

L'exposé de ce qui s'est déroulé dans le groupe A.G.F. au cours des quatre premiers mois de 71, montre bien les tendances de tout le mouvement ouvrier en France actuellement. Il est évident que les mouvements de type traditionnel, c'est-à-

dire de lutte dans laquelle les employés suivent un mot d'ordre lancé par une organisation syndicale, ou para-syndicale, échouent rapidement en raison des conflits d'intérêts entre organisations elles-mêmes ; leur composition, leur propagande contradictoire, au cours de ces luttes, ne réussissent qu'à rendre les travailleurs encore plus méfiants vis à vis des formes organisées qu'elles quelles soient.

Mais d'un autre côté les actions autonomes très localisées, avec des formes originales comme dans le mouvement des jeunes, ne réussissent pas à se donner des formes d'organisation et de liaison. Cette autonomie est uniquement caractérisée par la spontanéité dans la naissance et le développe-

ment de la lutte. Mais ou bien, pour des raisons diverses, elle est récupérée par les syndicats auxquels les travailleurs font encore confiance pour les discussions ou les liaisons, ou bien elle est rapidement détruite par la répression patronale et syndicale.

On ne peut pas dire si l'efficacité de cette répression vient de ce que ce mouvement autonome n'arrive pas à se structurer lui-même, ou bien si précisément la force de cette répression rend impossible cette structuration. Les deux choses sont certainement étroitement inter-indépendantes. Mais c'est ce qui caractérise le niveau actuel des luttes et pas seulement aux ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE.

## Grève à la Halle aux Vins

La faculté des sciences de Paris a connu, au cours des dernières années, un certain nombre d'événements dont l'intensité est allée en croissant.

Relativement calme en mai 1968 (voir pourtant la brochure d'I.C.O. *la Grève généralisée en France* pour une description de l'imbroglie qui y régnait alors), la Halle aux Vins a eu deux accès de fièvre en 1970. D'abord l'affaire Schweitzer (dénonciation à la police par des professeurs d'un chercheur étranger expulsé de France et rentré clandestinement pour soutenir sa thèse) qui se termina par la mise à sac du bureau du doyen, puis l'affaire Lévy-Leblond où le même doyen dénonça deux professeurs à la police pour avoir participé à l'expulsion de « vigiles du rectorat », sorte de police interne à la faculté, mise en place à titre d'essai (Lévy-Leblond a été condamné à deux mois de prison avec sursis et mille francs d'amende pour inscription sur les murs). Dans les deux cas, une assez forte mobilisation s'était faite sur la faculté, mais elle regroupait essentiellement quelques étudiants et des enseignants et chercheurs (surtout parmi les gauchistes). Cette mobilisation ayant abouti à des demi-victoires : Schweitzer put finalement passer sa thèse, Lévy-Leblond d'abord suspendu par le ministère fut réintégré, l'autre professeur ne fut pas poursuivi, et les vigiles du rectorat ne revinrent pas.

On pouvait penser que ces accès de fièvre étaient surtout liés à la personnalité du doyen, M. Zamansky, homme toujours prêt à envenimer les choses. En fait, il n'en était rien. Dans toutes les facultés des sciences, et ceci non seulement en France mais dans le monde entier, on rencontre

maintenant une certaine inquiétude. Cette inquiétude, qui s'est d'abord manifestée parmi les étudiants, a des causes multiples : l'absence de débouchés, c'est-à-dire l'incapacité d'entrer dans la fraction technique de la classe dominante d'autant plus, en France, que celle-ci a gardé avec les grandes écoles le fief nécessaire à la formation de ses cadres supérieurs), l'inadaptation de plus en plus flagrante de l'enseignement aux besoins sociaux, et la dévalorisation concomitante des diplômes (déjà ceux-ci ne sont plus reconnus en pratique dans de nombreux pays étrangers), la menace de retirer aux universités la formation des enseignants, la diminution des crédits de recherche et la disparition des sujets de recherche « intéressants » qui conduisent les laboratoires à pratiquer une politique de non-embauche de jeunes (et ceci dans le monde entier), autant de raisons matérielles profondes qui viennent s'ajouter aux raisons psychologiques liées à la condition instable et transitoire d'étudiant.

Pourtant les réactions des étudiants en sciences n'ont pas atteint la violence de celles des étudiants en lettres. La « politisation » y est beaucoup moins poussée. Les deux affaires évoquées ci-dessus ont bien vu la participation d'étudiants, mais c'étaient surtout les quatre ou cinq cents gauchistes ordinaires. (Mais est-ce tellement différent en faculté de lettres ?)

Il est remarquable qu'un certain nombre d'enseignants et de chercheurs y aient participé de manière active. Sans doute s'agit-il essentiellement de gauchistes, mais il faut expliquer pourquoi les gauchistes sont relativement nombreux

dans cette fraction sociale. On a parlé autrefois de « misère en milieu étudiant », mais la misère en milieu enseignants n'est pas moindre, surtout pour les enseignants du rang assistant et maître-assistant qui savent maintenant pertinemment qu'ils n'entreront jamais dans la couche supérieure du corps professoral, étant donné le faible nombre de places et la fin de l'expansion. Sans doute cette misère n'est pas matérielle (quoique dans les plus bas échelons la situation n'est pas bien brillante), mais l'ensemble du corps enseignant se sent méprisé, mal considéré par le reste de la population et sans prise sur la réalité. Ceux qui ont voulu tenter une « réforme de l'enseignement » se sont aperçus de l'inanité de leurs efforts et quant aux professeurs traditionnels, terrorisés par les mouvements à l'intérieur de l'université, qu'ils sont impuissants à maîtriser, ils laissent aller, et, à part les médecins, ne tentent même plus d'imposer une illusoire sélection. Si au niveau professoral la tentation est, en général, de reconstituer le système des chaires par des magouilles diverses, cette tentative reste dérisoire et porte sur un objet qui s'effrite ; aussi assiste-t-on à un repliement sur le laboratoire considéré comme un havre de paix et de calme. On verra ci-dessous que là aussi... Mais pour les maîtres-assistants et les assistants le malaise peut se traduire par des explosions comme celles que nous avons évoquées ci-dessus.

Dans les laboratoires, un phénomène analogue se dessine. Le grande période d'expansion d'après guerre est passée. Le chercheur se trouve maintenant relégué au boulot parcellaire ; la division du travail s'est accentuée et plus personne (à de rares exceptions près) n'ose prétendre faire un « travail fondamental », au sens que ce mot a dans la profession. Pour beaucoup de chercheurs on fait ce travail parce que c'est moins chiant et mieux payé que de poinçonner des tickets de métro et qu'on y est un peu plus libre. Là aussi on retrouve une situation explosive latente, qui existe d'ailleurs dans le monde entier (au moins dans la branche occidentale du capitalisme).

Si l'avenir des chercheurs et des enseignants n'est pas « rose », leur présent n'est pas si terrible. Libérés de la crainte de perdre leur emploi (1) (ils sont en général fonctionnaires titulaires ou membres du C.N.R.S.), un certain nombre d'entre eux sont prêts à participer à des actions assez dures. Parmi eux une fraction se croit toute désignée pour jouer un rôle politique de dirigeant. D'où le nombre d'enseignants assez important dans tous les groupuscules gauchistes.

---

(1) *Nous envisagerons un peu plus loin le cas des chercheurs ne bénéficiant pas de cette sécurité.*

Mais ceux qui seront touchés véritablement si la récession se poursuit dans la recherche scientifique et si les crédits sont réduits, seront ceux qui sont payés sur contrats, par exemple les techniciens, sorte de subalternes exécutant dans les laboratoires les travaux manuels et techniques nécessaires pour monter les appareils utilisés par les chercheurs dans leurs études, et plus encore les vacataires, c'est-à-dire des personnes, le plus souvent étudiants, sans sécurité d'emploi et effectuant des travaux de routine sans intérêt et particulièrement crétinisants, et un certain nombre de chercheurs.

Les techniciens travaillant dans les laboratoires sont soit des ouvriers professionnels, soit des techniciens de labo, sorte de sous-ingénieurs ayant fréquenté une école technique. Dans le secteur privé, leurs qualifications professionnelles leur vaudraient des salaires nettement supérieurs à ceux fournis par le C.N.R.S. (Centre National de Recherche Scientifique). Ils ont choisi de travailler dans les facultés parce que les horaires y sont plus souples, la discipline beaucoup plus relâchée, le travail en principe plus varié que dans l'industrie. De plus les laboratoires, pour pouvoir embaucher des techniciens « de valeur », ne peuvent se permettre une trop forte différence de salaire avec le secteur privé. C'est pourquoi existent, dans tous les laboratoires, des caisses plus ou moins noires qui servent à payer des *boni* aux techniciens, voire même à en payer entièrement certains (certains jeunes chercheurs sont également payés de cette manière). Ces caisses noires sont d'autant mieux alimentées que les laboratoires sont plus connus, ont plus de contrats avec le monde extérieur (recherche pour l'industrie, l'armée, etc...), bref que le patron a plus d'entregent.

Il est clair que cette dépendance directe par rapport au patron n'a pas pour effet de rendre les techniciens particulièrement combattifs. Dans l'ensemble ils s'en tiennent le plus souvent à la position syndicale classique.

Au contraire les vacataires et les chercheurs, plus jeunes, plus proches du milieu étudiant, moins intégrés dans la société, sont plus énergiques, surtout que leur situation dépend entièrement des crédits extérieurs. Une de leurs revendications essentielles est l'obtention d'un statut.

La réforme d'Edgar Faure, voulant briser l'ancien système, a refondu les facultés dans des universités à « vocation pluridisciplinaire ». La faculté des sciences de Paris s'est vue ainsi scindée en deux parties, mais qui continuent à cohabiter dans les mêmes locaux. La majorité, Zamansky en tête, a rejoint Paris VI, université qui se pré-



sentait ouvertement comme un bastion de la réaction. Signalons que Zamansky n'a quand même pas réussi à se faire élire président de cette université, et qu'il est redevenu simple professeur... le pauvre. Au contraire la minorité (environ le tiers) s'est intégrée à Paris VII, université enfant chérie d'Edgar Faure avec Vincennes, présentée sous les couleurs les plus attrayantes du libéralisme militant et ayant fait de la retape auprès des gauchistes de tout poil. Le président de cette université est M. Alliot, juriste semillant, extrémiste volontiers dans ses paroles, ancien chef du cabinet d'Edgar. Paris VII se voudrait, dans l'esprit d'Alliot tout au moins, le phare du libéralisme, de la participation dynamique et bien comprise, c'est-à-dire n'excluant pas une « contestation énergique » (Alliot s'est félicité de l'invasion de son bureau par des contestataires !). Dans la réalité il y règne, comme dans toutes les autres universités, un joyeux bordel.

La répartition des personnels de l'ancienne faculté entre les deux universités s'est faite, en principe, selon le choix de chacun. Pour les raisons économiques sus-dites et aussi par peur du changement, les membres des laboratoires ont suivi *individuellement* la décision de leur patron. Dans certains laboratoires, il y a eu vote pour décider de l'appartenance du labo et il y a eu parfois séparation de certains membres, chercheurs et enseignants, mais l'ensemble du personnel technique a suivi la décision du patron le plus influent, c'est-à-dire de celui qui, en fait, détient le fric. Les enseignants ont été en définitive les plus « libres » de choisir. Beaucoup ont choisi Paris VII pour fuir Zamansky, d'autres en pensant que les possibilités d'avancement y seraient plus fortes, d'autres pour pouvoir tenter certaines expériences pédagogiques, certains enfin pour « pouvoir se battre contre les libéraux », combat considéré comme une étape supérieure de la « lutte révolutionnaire ». Quoi qu'il en soit il en est résulté un certain déséquilibre dans le nombre de techniciens ayant opté pour Paris VII ; cette université manque de techniciens d'enseignement (c'est-à-dire utilisés pour préparer les expériences de cours) la majorité des techniciens ayant suivi leur patron à Paris VI.

Aux alentours du 8 mars 1971, commence à courir le bruit qu'un certain nombre de techniciens sont mutés d'office, par le rectorat, de Paris VI à Paris VII. Le jeudi 9 se confirme que quatre-vingt-huit techniciens font partie de la première fournée. C'est le Secours Rouge (ou plutôt une de ses sections de la Physique de Paris VII, regroupant de manière informelle des membres de tous les groupuscules, AJS excepté, de la minorité

du S.N.E.Sup., du S.N.C.S. (1), et quelques inorganisés) qui orchestre l'information par collage d'affiches et popularise le slogan : « les techniciens ne sont pas des pions ».

Le jeudi 9, les syndicats se trouvent face à une réunion des quatre-vingt huit mutés et, à leur grande stupéfaction, il sort de cette réunion, au lieu des protestations verbales ordinaires, un comité de grève (C.G.) d'une dizaine de membres, élus sur le tas, sans souci d'appartenance syndicale. Ce comité décide de s'adjoindre, comme membres de plein droit, des représentants de l'intersyndicale (C.G.T., S.N.E.Sup, C.F.D.T., S.N.C.S., S.G.E.N., etc...).

Le vendredi 10, une assemblée générale (A.G.) regroupe plus de quinze cents personnes. La propagande pour cette réunion a été bien faite, surtout par le Secours Rouge qui dispose d'un atelier de sérigraphie. L'A.G. décide à main levée la grève de tous les personnels de la faculté sur les mots d'ordre suivants :

- annulation de la décision de l'affectation autoritaire
- pas de mutations arbitraires ni de licenciements
- création de postes budgétaires pour les universités.

Le président de séance, membre du S.G.E.N., propose à cette assemblée de se porter *illico* au rectorat. Mille à quinze cents personnes se retrouvent rue des Ecoles, devant la Sorbonne, et une bonne partie d'entre eux s'assied par terre au milieu de la rue, bloquant la circulation. Ce n'est pas du goût des syndicats. Surtout de la C.G.T. (principal syndicat des techniciens). Ses leaders demandent aux gens d'évacuer la rue ; mais les enseignants et les étudiants présents refusent d'obtempérer et beaucoup de techniciens restent avec eux. Les leaders de la C.G.T. en sont réduits à les appeler l'un après l'autre par leur nom, pour leur faire quitter la rue et le danger de contagion.

Pendant ce temps, une délégation est reçue par le recteur. Celui-ci voulant diviser les gens, explique qu'il s'agit d'une erreur de ses services, que tout est provisoire, qu'il faudra muter une centaine au moins de techniciens, mais que ce ne sera nécessairement pas ces quatre-vingt huit là...

Cette déclaration « maladroite » met le feu aux poudres quand on en apprend les détails, de retour à la faculté : tous les techniciens qui étaient restés indifférents jusqu'alors se sentent

---

(1) S.N.C.S. : Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (rattaché à la F.E.N.).

visés. Il est clair pour chacun que la mutation à Paris VII signifierait la disparition des *boni*, sans compter le changement de boulot, tel technicien spécialisé dans l'optique pouvant être affecté à un service de biologie pour disséquer des souris, etc... Il est vrai que personne ne parle ouvertement de ces contingences matérielles, mais qu'il n'est question que du respect de la personne humaine et du droit à la détermination personnelle.

La mobilisation monte ; on le sent le lundi suivant à l'A.G. qui cette fois regroupe trois mille personnes. Il a fallu utiliser deux amphithéâtres. On n'avait pas vu ça depuis Mai 1968. D'ailleurs il y a dans l'assemblée des gens qu'on n'avait vu nulle part en 1968. Il s'agit maintenant de bifteque. Les plus « réactionnaires » se mêlent aux plus « révolutionnaires » : l'union sacrée est proclamée. Un professeur, connu comme un des plus réactionnaires de Paris VI, vient apporter le soutien des professeurs de cette université. Ceux-ci sont furieux de voir qu'on dispose de leurs techniciens sans demander l'avis des patrons.

De leur côté les groupuscules, ou plutôt ce qu'il en reste, c'est-à-dire l'A.J.S. et la Ligue, s'en donnent à cœur-joie : pour une fois on les écoute. Mais, jusqu'à la fin de la grève, ils seront assez habiles pour ne pas heurter les gens de front par des « débordements politiques ». D'ailleurs l'ensemble du personnel présent veut maintenir la lutte sur le plan purement professionnel. L'A.G. décide de reconduire le comité de grève et adopte le principe d'une manifestation au ministère de l'Education Nationale pour le lendemain. Elle y appelle l'ensemble de la faculté, *étudiants compris*.

Le mardi 15 mars, trois mille personnes quittent en cortège la Halle aux Vins pour se rendre rue de Grenelle. Cette troupe contient essentiellement techniciens et employés. Certains d'entre eux, pas des plus jeunes, n'ont jamais mis les pieds dans une manifestation. Les étudiants, enseignants et chercheurs y sont relativement peu nombreux : quelques centaines. Ce sont surtout des gauchistes, regroupés en fin de cortège et séparés du reste de la manifestation par le groupe des étudiants communistes (U.E.C.). Commence alors une bataille de slogans, les gauchistes gauchisant les mots d'ordre stalinien ; par exemple : « Guichard peut et doit payer » en « Guichard, salaud, tu vas payer ».

Au croisement du boulevard Raspail et de la rue de Grenelle, les brigades spéciales, en uniforme de sergent de ville, attendent. — Pour parler des dirigeants syndicaux. Les plus âgés des manifestants, dont certains n'avaient jamais vu des flics d'aussi près, s'écartent prudemment, laissant les gauchistes prendre les premières pla-

ces. Ceux-ci s'assoient par terre et se mettent à siffler l'Internationale. Malgré les efforts des syndicats, la circulation est définitivement bloquée sur le boulevard, et les trois mille personnes restent là, qui assis qui debout, patiemment, pendant une heure et demie. Le ministère refuse de recevoir la délégation.

L'ensemble de la manifestation rejoint ensuite la Halle aux vins par le boulevard Saint-Germain, bloquant cette artère malgré les efforts de l'U.E.C. et des syndicats débordés.

Le lendemain, nouvelle A.G. On décide d'élargir le comité de grève : de nouveaux délégués représentant les diverses catégories de personnel de la faculté, *élus par discipline au collège unique* (un délégué, un suppléant) dans des assemblées partielles et *des délégués étudiants* (deux) y seront adjoints.

Ces élections amènent au comité de grève des gens non nécessairement syndiqués ou qui, s'ils le sont, sont gauchisants. L'A.J.S. et la Ligue font ainsi leur entrée au C.G. La C.G.T. prend peur et propose que le comité de grève soit remplacé par une intersyndicale élargie... par l'adjonction des deux représentants des quatre-vingt huit mutés. Ce pâté de cheval et d'alouette est accueilli par des rires, et la proposition en A.G. (environ trois mille personnes), ne recueille que quelques dizaines de voix. De manière générale les propositions de la C.G.T. sont mal accueillies. Il est vrai que dans l'université, les leaders syndicaux n'ont pas cette habileté retorse qui les caractérise en milieu ouvrier. De plus, la présence de nombreux gauchistes, prêts à les dénoncer, ne facilite pas leur tâche et ils s'affolent assez facilement.

Le C.G. sent la nécessité d'élargir la lutte à d'autres universités. Des tracts sont tirés, des contacts sont pris, en général par les fractions gauchistes du S.N.E.Sup et du S.N.C.S. (syndicats des enseignants et des chercheurs). Cela crée un certain remous, à Vincennes par exemple. Une délégation de secrétaires de cette université vient à la Halle aux Vins pour expliquer comment les secrétaires ont mené récemment une grève victorieuse malgré l'opposition des syndicats (L'A.J.S. et la Ligue s'opposent à ce que les camarades de Vincennes s'expliquent franchement sur ce sujet car « cela risquerait de casser le mouvement »).

Cette agitation ne plaît pas beaucoup au ministère et, le vendredi 18 mars, le recteur cède et *signe un papier* selon lequel aucune mutation et aucun licenciement n'auront lieu sans l'accord des intéressés. On a entre temps trouvé une combine bureaucratique pour débloquer les postes nécessaires. Pourtant ce document écrit n'ayant pu être photostaté et des copies distribuées à l'assemblée, *celle-ci décide de poursuivre la grève jusqu'au lundi suivant*. Ce n'est qu'en possession

de ces documents que l'A.G. du lundi vote la suspension de la grève.

Quels enseignements peut-on tirer de cette grève « gagnée » ? D'abord qu'une situation concrète sur le lieu de travail n'a jamais cette simplicité qui permettrait à coup sûr de déterminer l'action « juste » et de classer les gens en « salauds » et en « corrects ». C'est que dans la lutte on se retrouve nécessairement aux côtés d'alliés et face à des adversaires plus ou moins inattendus. L'homme, dans la société du capital, est un ensemble de contradictions : tel qui se montrait radical hier devient pusillanime aujourd'hui et tel autre, que l'on aurait pu croire réactionnaire, se trouve pour une action limitée bien plus extrémiste que beaucoup. Souvent les divisions politiques doivent céder le pas devant les divisions économiques, c'est-à-dire les divisions de classes. Telle personne admiratrice de De Gaulle se retrouvera luttant avec acharnement lorsque ses intérêts personnels sont en jeu. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans la France d'aujourd'hui : chaque individu, chaque catégorie sociale condamne la violence chez autrui, mais est prête à l'employer dès qu'il s'agit de défendre ses intérêts propres.

Toutefois, si on en restait là, on ne ferait que constater une certaine dissolution de la cohérence de la société bourgeoise, un retour au chacun pour soi. Mais justement dans cette société, l'individu n'existe pas et, dès qu'une lutte sérieuse s'engage, elle doit prendre, par nécessité des caractères collectifs. La grève à la faculté des sciences en est un bon exemple, avec ses côtés positifs et ses défauts profonds.

Les travailleurs sont venus en A.G. parce qu'ils estimaient avoir leur mot à dire dans l'organisation de leur propre lutte et qu'ils avaient à entendre l'avis de leurs camarades de travail.

Tout le monde, en effet, s'est montré méfiant à priori vis à vis des syndicats (une attitude maintenant partagée par beaucoup en France, même si tout le monde finit par se ranger à leur avis et par passer par eux dans le stade final des négociations), mais aussi vis à vis des groupuscules. Il était caractéristique et réconfortant de voir les A.G. réclamer le comité de grève chaque fois que tel ou tel leader syndical parlait. Le C.G. était l'émanation des gens en lutte et ceux-ci le reconnaissent comme tel. D'ailleurs, le C.G. avait tout de suite exigé qu'il n'y ait aucune discrimination entre syndiqués et non-syndiqués et que les séances du comité soient publiques, ceci sûrement afin d'éviter que les embobinages syndicaux ne soient par trop faciles.

Peu de gens il est vrai, sauf les « politisés », vinrent à ces séances, mais elles étaient publiques et, en pratique, tout le monde y prenait la parole, membre du comité ou non.

Toutefois, le côté négatif apparut très vite, en ce que les gens avaient de nouveau délégué leurs pouvoirs à un organisme non pas seulement chargé de les représenter, mais de penser pour eux. On attendait des directives du comité, comme hier on attendait celles du syndicat. La « base » n'impulsait pas véritablement le comité. Celui-ci était en principe révocable à tout instant, il était clair qu'au niveau atteint par la lutte, il n'était pas question de le révoquer. Il est vrai que l'A.G. exigeait quotidiennement de reconduire le C.G., mais cela tenait plus du vote de principe que d'un véritable contrôle. Il aurait été intéressant que la grève se poursuivit et que le C.G. entrât en conflit avec sa « base ».

Un autre point positif est que, comme à l'ordinaire, ce ne sont pas les plus « politisés » qui se sont montrés les plus actifs, les plus combattifs. Politisé, cela veut dire le plus souvent être au courant des tenants et aboutissants des autres groupes et par conséquent être toujours prêt à louver entre les positions de ceux-ci pour affirmer la position de son groupe propre, penser à sa propagande. Les non-politisés, au contraire, se moquent souvent des divisions arbitraires et sectaires que veulent leur imposer les professionnels de la politique, et vont droit au but. Il faut cependant souligner que, politisés ou non, les individus réellement actifs pendant cette grève ont été une minorité.

Un dernier point à souligner, la grève est certes restée sur le plan professionnel, mais elle ne s'est pas limitée, malgré les efforts des syndicats, au niveau catégoriel : toutes les catégories de la faculté ont été appelées à la lutte et y ont effectivement participé. Cependant, là encore on retrouve l'ambiguïté de la société bourgeoise : dépasser le cloisonnement peut amener à des « alliances contre nature ». Sans doute faut-il les dénoncer, et bien souligner par exemple que dans cette grève la lutte a été dirigée contre une sorte d'abstraction : le recteur, laissant de côté la lutte sur le plan du laboratoire lui-même, contre le patron direct. Mais la démarcation entre le purisme, qui conduit à l'inaction fût-ce au travers de la violence verbale, et l'action à tout prix qui peut conduire à toutes les compromissions, n'est pas claire et dépend à chaque instant des actions menées et des forces en présence. Toute participation, même à une lutte, s'entache de compromissions, l'essentiel est de garder présente à l'esprit cette évidence, et d'estimer jusqu'à quel point et dans quelle direction on peut s'engager. La tâche n'est pas facile pour celui qui n'a pas des réponses toutes faites, valables pour toutes les circonstances, et qui a comme principe essentiel que la société de classes ne peut être détruite que par une prise de conscience collective et que celle-ci ne se développe que dans la lutte.

# Le phénomène Berliet

## AH ! LA BELLE USINE

### J'aurai encore pas mal de petits trucs comme ça à vous dire

*Ces notes sur Berliet sont extraites du bulletin lyonnais dont nous parlons plus loin. Elles ne concernent pas les dernières grèves, mais permettent de mieux situer ce qu'on pourrait appeler « l'atmosphère chez Berliet ».*

C'était pendant les grèves chez Berliet, grève pour l'obtention d'une prime de vacance et de fin d'année de 1.000 F non hiérarchisée.

Dès les premières sorties, j'étais enthousiasmé par la masse des ouvriers et mensuels y participant, j'entrevois déjà une victoire facile devant un tel rapport de force ; c'était mal connaître ces messieurs dirigeant les syndicats.

C'est simple, tout a commencé par une petite promenade autour de la boîte suivie d'un meeting dans lequel on nous a expliqué le pourquoi et le comment des choses. Choses d'ailleurs que nous connaissions pour les avoir déjà entendues maintes et maintes fois dans les réunions d'information qui ont précédé cette action. Et tout s'est terminé par une promenade et un meeting dans lequel on nous a signifié qu'un vote allait être effectué concernant la continuation de la lutte ou la reprise du travail.

Entre ces deux promenades ? c'est simple, d'autres promenades et d'autres meetings, n'excédant pas 3 heures, afin de nous amener gentiment à une reprise du travail avec 300 F de primes.

Bien sûr, tout était organisé. Nous avons eu droit à 4 ou 5 ballades autour de l'entreprise avec des « Berliet peut payer », une autre à la mairie de Vénissieux où M. le député maire « Tiens ! Tiens ! » est communiste, et qui nous a dit « Berliet peut payer ». Ah ! j'oubliais la meilleure, une magnifique manifestation autour de la maison avec un magnifique match de football organisés par ces messieurs — c'était beau, ça nous a beaucoup aidés dans la lutte —.

Des incidents dans cette grève ? pratiquement aucun ; le service d'ordre organisé par ces messieurs du P.C. était tellement efficace !...

Je me souviens cependant d'une petite anecdote que je vais vous conter ; je la connais bien pour

la bonne raison que j'y ai participé ou que je l'ai subie.

Nous étions une dizaine de camarades qui, voyant la tournure prise par les événements (uniquement destinée à détruire l'ardeur des travailleurs), manifestions bruyamment notre mécontentement, demandant simplement à ce que le potentiel d'énergie des participants soit employé dans une action plus radicale que les promenades récréatives ; parmi nous un jeune appartenait à la cellule du P.C. de Berliet.

Cela faisait bien 10 minutes que nos voix faisaient un peu de bruit et les compagnons autour de nous commençaient à se joindre à nous. Mais 10 minutes c'est plus qu'il n'en faut à des gens comme les cocos de Berliet pour nous localiser, nous encercler, nous prendre à parti. Ayant pris soin d'abord de faire disparaître celui des leurs qui était avec nous, les voilà nous ordonnant de « fermer nos gueules » sous peine de... On finit par me demander mon ticket de pointage qu'hélas je n'avais pas sur moi ; de là à ce que je sois un élément douteux, un étudiant gauchiste venu semer la zizanie, le pas fut vite franchi par ces messieurs. Ils firent tant et si bien qu'à 20 ou 30 contre 10 ils nous l'ont fait fermer, nous laissant perplexes sur les conceptions démocratiques du parti communiste en général et de la cellule Berliet en particulier.

J'ajouterais que de telles façons d'agir ne sont pas exception au sein du parti. Nombre de jeunes garçons et filles venus de l'extérieur distribuer des tracts aux portes de la boîte, furent pris à parti et proprement tabassés jusqu'à ce que fuite s'en suivie ; les témoins ne sont sûrement pas difficiles à trouver, pour ma part j'en fait partie et j'en connais beaucoup.

Revenons à notre grève ; je vais vous dévoiler tous les petits secrets qui ont fait d'elle ce qu'elle a été, une vaste fumisterie dirigée par des rigolos.

Une chose était bien en mode dans ces meetings, c'était la discrimination ouvrier-mensuel chère à la C.G.T. On sait qu'il existe une certaine animosité entre gens des bureaux et gens de l'atelier, mais, loin d'essayer de rapprocher ces catégories toutes employées dans une même usine et luttant pour une même cause, non c'eut été trop beau, il y avait d'un côté réunion ouvrier porte C et à l'opposé porte E réunion E.T.D.A. ; il ne fallait surtout pas que le mélange se fasse, que le mensuel puisse échanger avec l'ouvrier son point de vue. Diviser pour régner, c'est bien connu. La chose a même été plus loin ; à peine rendus porte E, nous nous sommes divisés nous-mêmes en bâti-

ment et là ce sont les problèmes spécifiques à telle ou telle catégorie de personnel qui furent soulevés... Mais au fait, pourquoi faisons-nous grève ? Ah oui ! pour une prime de vacance et de fin d'année de 1.000 F.

J'aurais encore pas mal de petits trucs comme ça à vous dire ; mais j'espère que ce qui précède vous laisse entrevoir la façon dont cette action fut menée, jusqu'à écoeurement des troupes. Beaucoup de camarades ont repris ensuite le boulot complètement dégoûtés, moi en premier.

Un dessinateur du CD4.

## Compte rendu de la grève des ouvriers du secteur Nord du CD 4

*Semaine du 19 au 23* : Les ouvriers du secteur Nord du CD4 (section autobus) tôliers et monteurs-carrosserie réclament depuis plusieurs années une prime de bruit et une prime de salissure ; ces deux primes étaient déjà allouées aux ouvriers des deux ateliers qui travaillent dans des conditions semblables : tôlerie BC3 et CD1 (camions).

Après une grève d'avertissement, la direction décide de procéder à des mesures de bruit près des postes de travail...

*Lundi 26-4* : La direction n'ayant pas donné les résultats des mesures, une grève d'avertissement d'une heure est décidée mardi 27-4. Les résultats sont donnés le matin. L'intensité minimum du son pour obtenir la prime étant de 100 décibels, la moyenne de 97 décibels enregistrée lors des mesures ne permet pas l'obtention de ladite prime (le corps médical déclare que le bruit est dangereux à partir de 80 dcs).

*Mardi 27-4* : A l'annonce du résultat, les ouvriers de l'équipe matin et journée se réunissent et votent une grève pour la journée sur les revendications suivantes :

- prime de bruit de 0,13 cs de l'heure
- prime de salissure à un taux équivalent.

Le pourcentage des grévistes est de 95 % dans les secteurs de production ; les non grévistes sont majoritaires à l'outillage et à l'ordonnancement.

Les équipes du soir se rallient dès leur arrivée à la grève.

*Mercredi 28-4* : La grève est poursuivie jusqu'à satisfaction des revendications.

*Jeudi 29-4* : Peu d'ouvriers se présentent à la boîte ; la grève est reconduite.

L'après-midi les syndicats ont une entrevue

avec la direction dont les propositions sont : 0,13 cs de prime de bruit payés sur 6 h quotidiennes, sauf pour l'outillage et les manœuvres.

*Vendredi 30-4* : Les ouvriers de l'équipe du matin refusent les propositions de la direction, imités en cela par l'équipe de jour. Une nouvelle revendication est posée 0,15 cs sur 9 h.

9 h 30, nouvelles propositions de la direction : 0,13 cs payés sur 8 h sauf pour l'outillage et les manœuvres. Cette proposition correspond à peu près à leur revendication, les ouvriers sont prêts à l'accepter ; cependant 2 problèmes se posent : — les ouvriers demandent l'extension de la prime à l'outillage (4 grévistes sur 20) et aux manœuvres, — la prime de salissure n'a pas été évoquée et il semble que la direction veuille amalgamer les 2 primes (= 0,13 cs au lieu de 26) ; le travail n'a pu reprendre faute de personnel suffisant.

*Lundi 3-5* : Reprise du travail dans le secteur CD4 Nord (tôliers, peintres...). Ils ont obtenu 0,13 cs sur toutes les heures travaillées, cette prime étant majorée selon les heures supplémentaires ; elle est indexée sur le salaire, pour TOUS les ouvriers de la production manœuvres compris. Mais, elle s'appelle « prime spéciale CD4 », bien qu'elle s'adresse seulement au CD4 Nord (au lieu des 2 primes salissure et bruit à tout le CD4).

Les gars( surtout les délégués) trouvent « ce résultat bon par rapport à ce qu'on demandait ». Comparativement à d'autres résultats qui étaient moindres, c'est en effet un résultat assez appréciable, puisque les manœuvres eux aussi, l'ont obtenu (opinion d'ouvriers du CD4 Sud).

Quelques commentaires : un fait significatif, un problème qualitatif (bruit) de conditions de travail trouve une solution quantitative (fric) ;

à aucun moment de la grève n'a été posé le problème de la diminution du bruit, ni par les ouvriers, ni par les syndicats ; ceci montre la difficulté de s'attaquer au travail lui-même et l'importance croissante du Fric comme médication — solution à tous les problèmes, tant du

côté de la direction que du côté des syndicats, alors que la plupart des luttes menées depuis Mai 68 le sont sur des problèmes de condition de travail et d'horaires.

Un travailleur de chez Berliet.

### Et pourtant...

Il y a 5 ou 6 mois, les gardes mobiles avaient commandé quelques 70 autobus roulant à 90 km, grande vitesse en marche arrière, grande maniabilité, etc...

Leur fabrication fut étroitement surveillée par les cadres jusque vers la fin... parmi le tout dernier travail, il y eut l'électricité... La sabotage fut ainsi fait que tous les courts-circuits se révélèrent après rodage, en pleine utilisation répressive des cars... Lesquels durent être refaits en-

tièrement au moins dans leur partie électrique et non plus à la chaîne, mais chaque ouvrier étant responsable d'un car, afin de personnaliser d'éventuels nouveaux sabotages... Qui n'eurent pas lieu ; mais les gars *pirent leur temps* pour remonter les circuits d'une part, d'autre part ils furent étroitement surveillés par l'encadrement ; ça a coûté à la direction un petit sac de fric.

Des ouvriers de chez Berliet.

### Note d'ouvriers Berliet

Il y a, chez nous, un certain nombre de travailleurs se référant d'étiquettes gauchistes (anars, maos, trotsks, guévaristes, P.S.U., gauche-P.C.F., etc...) mais pratiquement sans expression de groupes (à part timidement « L.O. » et les « Cahiers de Mai ») : ceci surtout pour se démarquer des lignes politico-idéologiques des divers syndicats et partis, qu'ils jugent réformistes ou mous...

C'est ainsi, cependant, qu'ils s'opposent quotidiennement en de nombreuses occasions à la C.F.D.T. (qu'ils traitent de « chèvres qu'il faut tirer par une corde »), aux P.C.F., C.G.T. (« Oui, la démocratie : comme en Pologne et Tchéco ? ») ; « Oui, l'unité : comme en cassant du petit étudiant gauchiste à la porte C ? »)...

### Grève du CD 4, suite :

Lors d'une discussion avec un ouvrier algérien non gréviste, nous avons appris que lors des grèves d'avril 70 pour les primes de vacance et de fin d'année, il avait été ramassé par les flics sur le boulevard de ceinture ; ceux-ci, dès qu'ils eurent appris qu'il était en grève, le renvoyèrent en

Algérie, sans qu'il ait même la possibilité d'avertir ses amis, son employeur et les syndicats ; mieux encore, ils ne lui laissèrent même pas le temps de récupérer ses vêtements civils et c'est en bleu de travail qu'il débarqua à Alger ; ce n'est que trois mois plus tard qu'il peut revenir en France et être réintégré...



# Dans les boîtes, la vie quotidienne

## QUAND LE PATRON FÊTE LE 1<sup>er</sup> MAI

Il y en a qui offrent du muguet, lui, il nous offre une pointeuse. Le 20 avril, il convoque le délégué pour lui parler de ses futurs projets, qui prendront acte le lundi 3 mai.

UNE INNOVATION : alors que dans beaucoup de boîtes on les supprime, lui, il décide de nous mettre une pointeuse, et pour faire passer cette grosse *arête*, des petites miettes de pain sont proposées et vont ensemble. Grâce aux bonnes affaires que « nous » faisons en ce moment (sic) 1) une petite rallonge horaire aura lieu, 2) des essuie-mains, 3) du papier à chiottes ! ( 3 feuilles par tête de pipe, car la direction a calculé qu'on doit « y aller » 1 fois 1/2 par jour !)

Ce bien brave homme pense vraiment à tout, merci patron...

Mais au cours d'une réunion, les copains rouspètent et envoient une délégation élargie de six personnes au bureau : le patron ne comprend pas l'animosité contre cette pointeuse, il est surpris de voir cette démarche, et explique pourquoi il veut une pointeuse. Oh, non, non, ce n'est pas une mesure de répression, pensez donc, mais comme il dit : « une mesure de progrès, un pas vers l'avenir, et surtout une mesure de justice », car, d'après lui, il y en aurait eu qui en profitaient et d'autres pas (question horaires). Mais en fin de compte, c'est surtout pour la comptabilité, car il pense envoyer les payes dans des centres spécialisés, c'est surtout pour cela qu'il est obligé d'avoir une pointeuse, d'où gain de temps pour la comptabilité.

Il faut signaler qu'aucune action n'a été entreprise pour arrêter l'arrivée de cette pointeuse : une proposition de grève symbolique le jour de la pointeuse n'a pas été retenue.

Les délégués profitent de cette occasion pour présenter au patron une liste de revendications, et demandent : un réfectoire ou des tickets de restaurants, paiement d'une cotisation patronale de 17,33 F à la Mutuelle de la Presse et des logements sociaux à l'O.C.I.L. ; il ne dit ni oui ni non. Il donnera sa réponse le 29 avril : il réunit tout le personnel ; à l'aide de lourds dossiers, il fait un discours adroit et plein de démagogie : la pointeuse est à l'essai, aucune sanction ne sera prise pour l'instant, il faut s'y habituer, etc...

La paie continuera d'être faite ici, car les centres contactés sont trop loin (on remarque qu'il est déjà en contradiction avec la première entrevue). Maintenant pour les revendications posées : pour les logements sociaux, il s'en occupe de toutes ses forces, mais pour les tickets de restaurants, c'est un refus catégorique, avec l'aide d'une masse de chiffres, c'est trop cher, mais il ne dit pas non au réfectoire, mais bien sûr, il faut trouver un local, il le cherche donc. Et le troisième point : le paiement de la Mutuelle ? Il ne paierait pas comme nous lui avons demandé, c'est-à-dire directement à la Caisse de façon à être déduit d'impôts, mais sur le salaire horaire ; cependant, il nous demande de réfléchir et de revenir le voir.

Les délégués vont le voir le 14 mai : au bout d'un moment d'explications hostiles, en fin de compte, on se met d'accord sur une date qui sera celle du 1<sup>er</sup> juin pour le paiement de cette cotisation mutualiste, mais les primes et le salaire de vacances seront payés sur ce nouveau salaire horaire. Il aurait préféré que cela parte du 1<sup>er</sup> septembre, ou enfin, le plus tard possible...

Et par hasard, le lendemain 15 mai, le chef du personnel convoque les délégués. Altercation sèche, nerveuse ; il s'oppose au paiement de cette mutuelle au 1<sup>er</sup> juin, il l'a repoussé d'autorité au mois plus tard, si d'ici là, dit-il, les agissements désordonnés envers la pointeuse cessent ainsi que les bavardages dans les ateliers. On remarquera que la pointeuse était à l'essai, mais on frappe déjà la première quinzaine (il a aussi proposé de payer de sa poche la Mutuelle aux délégués !).

Il faut signaler que cette machine avait reçu, en quinze jours déjà la visite de 4 réparateurs ! Il y avait un bordel monstre dans les cartes, tout le monde était pointé à la même heure, aussi bien les absents que les malades, les vacanciers, par des mains anonymes.

Et ce directeur demande aux délégués de faire leur police et donner un coup de main aux chefs et chefaillons afin d'empêcher de tels agissements. Mais les délégués, qui sont C.G.T., et n'en sont pas des curés, ni des admirateurs profonds de cette « grande centrale syndicale » refusent catégoriquement ce rôle de flics, et préfèrent retarder le paiement de cette mutuelle.

Mais maintenant, la police risque d'être organisée par des éléments pro-patrons et c'était là le but de la manœuvre de la direction : faire reculer les manœuvres de sabotage et le paiement. Ils ont marqué un point, mais est-ce bien fini ?

En tout cas, à chaque fois qu'on ouvre la pointeuse, on y trouve des objets divers : morceaux de plomb, de cuivre, clous, trombones, épingles... Peut-être que l'on ouvrira un musée afin d'y déposer ces menus objets : est-ce que le patron fournira une subvention pour ce petit musée ?

(l'article ci-dessus a été rédigé par un délégué de la boîte — délégué « gauchiste » qui plus est, qui l'a remis pour I.C.O. au copain bossant dans la même entreprise et qui, au cours d'assemblées parisiennes d'I.C.O., avait déjà rapporté oralement sur le sujet. L'affaire est à suivre, nous reviendrons si nécessaire sur les petites choses de la petite vie de chaque jour.

P.S. - en dernière minute, 5<sup>e</sup> visite du réparateur : celui-ci vient de changer la pendule-témoin, celle-ci étant trop sabotable et le patron ayant exigé un appareil inviolable (sic). On verra...).

(Paris - mai 1971).

## WESTINGHOUSE : NICE

### Grève au service après vente des ascenseurs Westinghouse

*La boîte* : elle est divisée géographiquement en deux :

— la construction à l'Ariane (banlieue Nice, quartier H.L.M.) ;

— le S.A.V. (av. Diables Bleus) ; locaux d'entretien où se trouvent matériels, bagnoles, et l'administration. Le S.A.V. emploie 80 ouvriers (à 50 m la caserne des diables bleus).

*La grève* : elle a débuté au S.A.V. le 14 avril 1971 avec occupation des locaux, piquet de grève à l'entrée.

*Objectifs : salaires* : une augmentation uniforme de 50 c/heure, d'après ce que m'a dit un ouvrier qui m'a expliqué : « il y a trop de différences entre les salaires de la construction et ceux du S.A.V. On est payé à la tête du client ici ». Les tracts syndicaux (C.G.T.) affichés à l'entrée de la boîte réclamaient (évidemment) des augmentations *hiérarchisées*, et mettaient en garde les ouvriers « contre les provocations qui pourraient servir de prétexte à la direction pour faire intervenir la police » (!)

— la réintégration immédiate de 2 licenciés du service administratif du S.A.V.

Les revendications étaient peintes en blanc sur la porte du S.A.V. bien lisibles.

*Organisation* :

— occupation des locaux du S.A.V. (avec les menaces syndicales ci-dessus)

— collecte de solidarité à l'entrée de la boîte, dans les H.L.M., sur les rues fréquentées de Nice (je ne sais pas si cette dernière idée a été mise en pratique)

— la C.G.T. monopolisait « les discussions » avec la direction et *surtout* monopolisait les « relations » avec les travailleurs de la construction. Baratin habituel syndical : « les gars de la construction n'osent pas se mettre en grève. Qu'allons-nous faire », etc... etc...

*La fin de la grève* : les ouvriers n'avaient rien de cégétistes forcenés. L'emprise de la C.G.T. provient plus, me semble-t-il, d'un rapport défavorable des forces actuellement que d'une conviction idéologique quelconque.

La grève s'est achevée le 29 avril (durée : deux semaines) : j'ignore si les revendications ont été « satisfaites ».

N.B. - Les informations ci-dessus, je les ai obtenues en allant à la boîte les 26 et 29 avril. Donc forcément incomplètes (j'ignore si des copains de Nice ont fait comme moi).

(Nice - avril 1971).

## UNE GRÈVE DES ENSEIGNANTS A AUBERVILLIERS

Le 19 avril, les enseignants du collège d'Enseignement Secondaire Paul Doumer se mettent en grève pour protester contre les menaces de renvoi de Patrick Lemaitre pour des raisons prétendument pédagogiques. Il se trouve que Patrick Lemaitre est un militant gauchiste et que la solidarité qui

s'est formée autour de son cas dépasse l'objectif qu'on s'était fixé, à savoir sa réintégration immédiate. En réalité, la grève qui a eu lieu est *exemplaire* parce que entièrement spontanée d'une part, mais sujette tout au long de son déroulement aux tentatives de récupération groupusculaires.

Comme beaucoup de luttes actuelles, cette grève a démontré qu'un certain gauchisme n'est pas tant intéressé par la lutte de classe que par la satisfaction de ses propres intérêts de chapelle.

#### LES COMMUNISTES SOLIDAIRES DU RECTORAT

Après les vacances de Pâques, Patrick Lemaitre est informé qu'il est radié de l'enseignement.

Le 26 avril, les syndicats de la F.E.N. et le S.G.E.N. se mettent en grève d'une journée pour protester contre le vote de la loi Debré sur l'aide à l'enseignement privé. A l'assemblée générale qui se tient à la Bourse du Travail d'Aubervilliers, tout le monde est réuni pour se féliciter mutuellement du « succès de la grève », lorsque les camarades du C.E.S. Paul Doumer interviennent au sujet de « l'affaire Lemaitre ». Ils demandent à l'assemblée de se prononcer en faveur d'un soutien à Lemaitre pour sa réintégration, soutien qui pourrait aller jusqu'à la grève si ces revendications n'étaient pas satisfaites. La tendance Unité et Action du syndicat national des instituteurs (S.N.I.), à direction communiste, propose, quant à elle, que le Rectorat accorde à Lemaitre un stage pédagogique ; autrement dit, elle entre dans le jeu du ministère qui prétendait avoir radié Lemaitre pour des raisons pédagogiques. A l'issue du vote, Unité et Action fut mise en minorité et le principe d'un soutien pouvant aller jusqu'à la grève fut adopté.

#### UN MOUVEMENT SPONTANÉ

Mardi 27 avril, le C.E.S. Paul Doumer vote la grève, suivi immédiatement par notre section S.N.E.S. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire) du C.E.S. Schaeffer, avec en plus des camarades du S.N.I. et du S.G.E.N. (C.F.D.T.) et des non-syndiqués ; un autre C.E.S. et deux lycées réagissent, sans compter de nombreux sympathisants isolés dans des établissements à forte majorité Unité et Action qui, ne pouvant faire la grève, nous aident cependant dès qu'ils ont un moment de libre. A cela vient se greffer une grève spontanée de soutien à Lemaitre de la part des collégiens de Paul Doumer et des lycéens d'Henri Vallon dont 5 camarades venaient d'être sanctionnés pour des activités politiques (ou érotiques - allongés sur le gazon du lycée pieds nus). Ce fut un jour de fête pour les grévistes enseignants et lycéens, musique, piques-niques, rencontres... on fait connaissance.

*Mercredi 28 avril* : intense activité de notre part, nous cherchons à établir des contacts avec d'autres bahuts, le C.E.T. Malicet répond à notre

appel, le lycée Mallarmé avec son « cas Bertin » est avec nous, lettres de solidarité, collectes, des tracts sont distribués partout dans Aubervilliers pour expliquer les raisons de notre grève et aussi pour contrer les tracts diffamateurs du P.C. En effet, inquiets de tels débordements, le P.C. multiplie les « tracts au Peuple » dans lesquels il insiste sur le fait qu'il faut se méfier des groupes gauchistes qui *discréditent* l'Ecole, il rappelle aussi ce qu'il essaie de faire depuis 20 ans à Aubervilliers, bref toute la littérature sentimentale habituelle pour masquer le vrai problème de répression ; au lycée, les lycéens de l'U.N.C.A.L., suivant les ordres du Parti, ne cesseront de mettre des bâtons dans les roues des lycéens spontanistes.

#### QUAND LES GRÉVISTES NE SUIVENT PAS L'A.J.S.

Les A.J.S. qui ont participé au mouvement depuis le 26 avril, commencent à vouloir imposer leur tactique de « manifestation massive au Rectorat ».

*Jeudi 29 avril*, une motion de manifestation au Rectorat, présentée par l'A.J.S., est rejetée par les enseignants en grève réunis en A.G. extraordinaire, et à partir de ce moment les A.J.S. vont régulièrement entraver nos actions dans les établissements et peu à peu entraîner leur groupe et les hésitants à reprendre le travail ; cela concerne surtout des enseignants de Paul Doumer où l'A.J.S. est mieux implantée qu'ailleurs.

Dans notre groupe qui, jusqu'ici, était très combatif et unanime pour continuer la grève, des dissensions se font entendre et les plus « autoritaires » expriment tout haut désormais leur nostalgie d'une « direction centrale » de la grève. Un camarade trotskyste de la Ligue, juge notre mouvement « inorganisé et incontrôlé » et, devant le caractère désespérément autonome du mouvement, déclare froidement qu'il va reprendre le travail.

#### ...NI LE SECOURS ROUGE

Au bout de 4 jours, la grève ne s'étendant pas au-delà d'Aubervilliers, certains préconisent le remède miracle : le Secours Rouge. Il faut dire que le Secours Rouge était pratiquement inexistant à Aubervilliers, il n'y avait qu'une boîte aux lettres et les enseignants ne savent pas ce que c'est, notamment au niveau national ; aussi bien le Secours Rouge était pour eux plus un mythe qu'une réalité. A partir de ce moment, on parlera de plus en plus du S.R. et par ce biais, diverses chapelles vont tenter de faire leur rentrée.

En réalité, le mouvement avait pris une telle ampleur qu'il n'était nul besoin de lui faire de la publicité par le truchement d'un comité quelconque. En fait, rejoindre le Secours Rouge reflétait une profonde démoralisation due à ce que la grève était parvenue à une impasse.

A la fin de la semaine, le travail reprenait progressivement dans les établissements d'Aubervilliers.

#### FAUTE DE COORDINATION au NIVEAU LOCAL

La grève était terminée, mais les manœuvres des organisations ne faisaient que commencer. Dès la semaine suivante, l'Ecole Emancipée (tendance minoritaire gauchiste au sein de la F.E.N.)

— une fois n'est pas coutume — se fait connaître et nous conseille de nous mettre (ou plutôt remettre !) en grève : « là où c'est possible ! ».

En même temps, un collectif de luttes au ni-

veau de la région parisienne se constituait qui voulait relancer une mobilisation dans les écoles en joignant plusieurs cas d'enseignants sanctionnés. Il y a même une manifestation à Paris où quelques dizaines d'enseignants ont défilé et beaucoup de camarades semblaient confiants quant au dynamisme de ce collectif. Il est évident que ce collectif n'a pu relancer une grève qui s'était éteinte d'elle-même. Même en tant que comité de coordination des enseignants contestataires, ce collectif ne semble pas avoir fait long feu, miné qu'il était dès le départ par la lutte des diverses tendances qui y étaient représentées. En réalité, toute coordination au sommet est vouée à l'échec tant qu'il n'y a pas de coordination à l'échelon local.

C'est ainsi qu'au bout d'une semaine la grève d'Aubervilliers s'est essoufflée faute de coordination au niveau local entre les enseignants d'Aubervilliers et ceux des écoles des communes avoisinantes.

## LE LICENCIEMENT D'UN EDUCATEUR

*Extrait d'un tract du groupe « Union Libertaire de l'Est », intitulé  
« dans la gueule du loup, ou le loup dans la bergerie » (4-71)*

Un éducateur engagé depuis le 1-11-70, dans une maison spécialisée de la région messine, vient d'être licencié, après trois mois « d'essais non-concluants », décision et surtout raison qui étonnent ses collègues. Un ami, professeur : « Alors, tu t'es reclassé ? Tu sais, tu as la cote : le jeune R. que j'ai en cours me parle souvent de toi ! ».

Ne lui avait-on pas marqué une certaine confiance, dès le départ, en le détachant sur le groupe des grands ? N'avait-il pas su acquérir d'emblée l'estime et le respect de ses jeunes qui le lui disaient bien, d'ailleurs ? Bien sûr, ces jeunes, issus de cas sociaux, n'étaient pas de tout repos ; mais enfin, il avait une certaine expérience acquise en deux ans d'enseignement chez des jeunes délinquants, et parallèlement chez des jeunes sourds-muets, deux ans des dix années d'enseignement au cours desquelles, il ne fut jamais déclaré incapable, « non-concluant », bien au contraire.

Le 9-11-70, il devait se présenter chez les flics, pour enquête et compulsions du fichier (lettre de la Préfecture : moralité, antécédents, etc...). Le seul de la boîte à subir cette « faveur » ! Et à qui, on ne demanda jamais un extrait du casier ju-

diciaire (bulletin n° 3) ! La boîte dépendait donc de la Préfecture (papier à lettre, fiche de paie, organisme payeur, mutuelle), et le Directeur départemental était l'ami intime de feu Raymond MONDON. Dans la gueule du loup ! Mais rester serein, seul le travail devant être jugé, et non les opinions et les activités. Dès lors, surveillé ? Pourquoi aucun des vaccins obligatoires comme aux autres collègues ? Dès le 9-11-70, la cause était entendue, le verdict décidé. Présomptions, indices, suppositions. Car comme toujours, seule preuve matérielle, une lettre officielle de licenciement : « essais non-concluants » pour lui, quand pour d'autres c'est « fautes professionnelles » ou « réduction d'effectifs »... Peut-être, mais tout semble si bien s'enchaîner, concorder dans le petit bilan qui va suivre, mais qui n'est sûrement pas complet...

Trois ou quatre jeunes jouaient de la pop'music dans une cave désaffectée. « Ça gêne la maternité d'à côté ». L'éducateur : « les militaires du champ de tir voisin font plus de bruit et du désagréable, toute la journée, et ça coûte cher ! » « C'est pas sain, l'installation électrique est défectueuse ». « Tout a été repeint, aménagé, vérifié ». La cave est fermée ! Les militaires conti-

nuent à pétarader ! Plus de music pop' ! Vive les marches militaires !

Laïciste, cet éducateur refusa de se « carnavaliser » en Saint-Nicolas, et n'a jamais contraint ni même incité ses jeunes à fréquenter la chapelle de la boîte, indiquant simplement l'heure de la messe dominicale pour les volontaires qu'il n'accompagnait d'ailleurs pas. Désertion des bancs ? Non, liberté du culte ! Pour Noël, pas de crèche, mais des « lampions qui font un peu carmagnole » (c'est pourtant l'administration qui les fournit !), une fête, de la lumière et de la PAIX, mot qui fleurissait sur quelques vitres, avec deux ou trois insignes pacifistes que les jeunes attribuaient aux hippies avant les explications de notre camarade. Peut-on reprocher à des jeunes de proclamer leur volonté de paix et à leur éducateur de les approuver ?

Plus tard, il contesta les modalités de décompte et de mise en congés annuels et congés de maladie, demandant, sans succès, les références des textes légaux en vigueur dans la maison.

On sous-entendit qu'il était l'instigateur et l'organisateur d'un repas amical entre collègues JEUNES, pour tenter de constituer une sorte de clan contre les anciens encroûtés dans la routine.

...Enfin, on comprend aisément que l'administration ne voulait pas faire de frais inutiles pour trois mois, en ne donnant que des rognures de matériel éducatif (atelier de dessin) ou pas du tout (matériel d'éducation physique et sportive, salle transformée en dépotoir-débaras), malgré les demandes, explications, discussions et arguments de notre camarade. « Vous demandez du matériel ; et si ça ne marche pas avec vos jeunes, ça peut ne pas leur plaire... Essayez sans, après on verra (sic) ce qu'on peut faire... ». Notre camarade se leurrait sur la sécurité de son emploi en établissant des programmes éducatifs, et avec rien dans les mains. Dès le 9-11-70 il était un futur licencié sans le savoir avec certitude.

« Résultats positifs » de ces trois mois : intérim d'anciens collègues en retard de congés, mais on devait faire vite, avec une surveillance active, pour ne pas contaminer par des idées et des méthodes non-conformistes, une si calme bergerie. Et puis le fichier de militant anarchiste, chez les flics, était là !

Après tout cela, avouons que la raison officielle du licenciement, « essais non-concluants », laisse quand même sceptique, et a bien peu de poids...

## INTENSIFICATION, CONCENTRATION, MODERNISATION, CLES DU PLAN

*Les rythmes de développement de l'économie seront certainement difficiles à réaliser. Les auteurs du projet en ont conscience et ce n'est qu'après mûres réflexions que leurs calculs ont été rendus publics.*

*(d'un camarade Paris - 3-71)*

### 2 ORDRES DE DIFFICULTES

Rappelons que les objectifs sont d'augmenter le revenu national brut de près de 40 % en cinq ans, et la production industrielle de 42 à 46 %. Ce sont là des rythmes bien plus rapides que ceux qu'on observe dans la plupart des grandes puissances industrielles.

Les difficultés sont de deux ordres :

1. — Non seulement les rythmes de croissance sont maintenus, en gros, pour l'ensemble de l'économie ; mais ils sont accélérés pour un certain nombre d'industries et de productions.

Par exemple, la production des biens de consommation passe, pour la première fois, en tête avec une progression prévue de 44 à 48 % en cinq ans — contre 41 à 45 % pour les biens de production. Et à l'intérieur de ces deux grands secteurs, se trouvent des rythmes de croissance très divers, qui atteignent 70 et même 100 % lorsqu'il s'agit d'industries ou de fabrications indispensables au développement des biens de consommation.

2. — Les moyens classiques auxquels on a eu recours pendant des décennies pour assurer l'expansion sont maintenant pra-

tiquement épuisés. Ainsi, une entreprise qui se voyait fixer comme objectif de doubler sa production en quelques années, se faisait attribuer des crédits nécessaires pour construire de nouveaux ateliers, acquérir les équipements adéquats et embaucher le double de personnel ouvrier, cadre et administratif. S'il s'agissait d'une fabrication nouvelle, même schéma. On créait un organisme chargé de l'implantation de l'unité nouvelle, puis un organisme chargé de l'exploitation, qui puisait dans la main-d'œuvre disponible, d'origine paysanne notamment, surtout dans les périodes d'exode des campagnes vers

les villes (exode naturel, accéléré parfois par des difficultés de l'agriculture et du village).

Or, actuellement, ces réserves de main-d'œuvre, même féminine, sont pratiquement épuisées, y compris dans les régions les moins favorisées jusqu'ici par l'expansion. Des économistes ont calculé que plus de 90 % des hommes et des femmes en âge de travailler sont occupés dans l'économie nationale ou effectuent des études supérieures.

D'autre part la solution classique qui consiste à multiplier les unités de production à côté des anciennes, aboutit aujourd'hui à des inconvénients majeurs : gonflement des investissements, gel des crédits employés dans une multitude de chantiers qui demandent parfois plusieurs années de travaux et parfois sont stoppés à cause des conditions climatiques ou de retards dans la fourniture des matériaux de construction et des équipements.

Dispersion des efforts et parallélisme des productions ; vieillissement des équipements et de l'outillage des anciennes unités industrielles, l'équipement moderne étant destiné pour l'essentiel aux nouvelles unités, etc. Ces inconvénients étaient devenus particulièrement aigus au cours des dernières années. En témoigne le gonflement des investissements dans la construction industrielle : en 1970, 80 % de ces crédits étaient absorbés par des chantiers dont l'achèvement n'était pas prévu pendant l'exercice en cours. En outre, ces 54 milliards de roubles d'investissements étaient dispersés sur environ 260.000 chantiers et unités industrielles, dont plus de 110.000 étaient nouveaux.

Le vieillissement des équipements et de l'outillage est particulièrement sensible dans les entreprises de petite taille ou de taille moyenne, dont le nombre grandit chaque année. Sur un total d'environ 50.000 entreprises industrielles en 1968 plus

de la moitié (56,4 %) avaient un personnel de moins de 200 ouvriers (9,7 % de la main-d'œuvre) et fournissaient seulement 15,6 % de la production. La dispersion des efforts qui en résulte conduit au maintien en service d'un grand nombre de machines qu'on amortit en 25 ans au lieu de 17, moyenne normale, et dont l'entretien et la réparation coûtent à la longue parfois plus cher que la machine neuve.

Les difficultés évoquées ici tiennent donc d'une part à la modification nécessaire des rapports de croissance entre les secteurs industriels (et à l'intérieur de chaque branche industrielle) et d'autre part au recours indispensable à des moyens nouveaux d'expansion.

#### LES ORIENTATIONS

Pour résoudre ces problèmes, le projet de directives envisage notamment d'orienter les efforts sur les objectifs suivants :

— *Intensifier la production* : il s'agit d'augmenter le volume et la qualité de fabrication sans embaucher de personnel supplémentaire, en exploitant les ressources « dormantes » de l'entreprise considérée par une meilleure utilisation des machines, en réduisant les temps morts, une meilleure organisation du travail, un meilleur système de prime et d'intéressement moral et matériel, etc, et en modernisant son équipement.

Des expériences ont été réalisées dans des régions et des républiques différentes qui ont donné d'excellents résultats. Parfois elles ont permis de libérer une partie du personnel qui a pu être réorienté vers d'autres production et activité (l'augmentation de la productivité du travail posera sans doute des problèmes de plus en plus complexes aux spécialistes de l'emploi et de la main-d'œuvre dont le souci majeur est évidemment d'éviter des phénomènes de chômage).

— *Concentrer les investissements* et les efforts de construction sur les chantiers et unités industrielles susceptibles d'être mis en exploitation à court terme, et dont tout le potentiel peut être utilisé rapidement. Par exemple, on aura davantage, actuellement, à construire en quelques années plusieurs centrales thermiques d'un million de kW de puissance avec les mêmes crédits et la main-d'œuvre qui auraient permis d'édifier un géant hydraulique de même puissance mais dont la mise en service n'interviendrait que dans dix ans.

— *Moderniser l'équipement, renouveler l'outillage.* Les efforts seront orientés simultanément vers un développement exceptionnel des constructions mécaniques (plus de 70 % en 5 ans) de systèmes automatiques et appareillages ; vers une réorganisation des bureaux d'études ; vers une intensification des recherches pures et appliquées ; vers une amélioration radicale des liaisons entre la science et l'industrie. Ce dernier problème se pose d'ailleurs avec acuité dans tous les pays fortement industrialisés.

— *Regrouper et spécialiser les entreprises.* Des expériences très encourageantes ont été réalisées ces dernières années. On procède à la constitution d'unions verticales ou horizontales — dont les régimes intérieurs peuvent être différents — où la direction est assurée totalement ou partiellement par l'entreprise la plus puissante. Par exemple dans le textile une grosse entreprise de tissage peut absorber les petites et moyennes fabriques de la même région, ou bien établir avec elles des liens privilégiés. Le but étant de faire bénéficier les petites entreprises de l'aide de la grande qui dispose d'investissements et de bureaux d'études plus importants, d'une administration plus qualifiée, etc...

*Ces extraits ne concernent pas le 6<sup>e</sup> Plan français, comme on pourrait le croire, mais le 9<sup>e</sup> Plan soviétique qui a été soumis au 24<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Ce commentaire est extrait de l'Humanité du 1<sup>er</sup> mars. Il n'y a pas grand chose à ajouter, sinon souligner la parfaite similitude des moyens mis en œuvre tant à l'Est qu'à l'Ouest, pour parvenir à extraire toujours plus de plus-value des ouvriers, au profit du développement de l'économie, assurant le maintien de la domination du capital et d'une classe d'exploiteurs. Le « montage » de ces extraits a été fait de façon à supprimer toute référence à l'U.R.S.S.*



## MONTPELLIER

# Grève de 12 jours dans un Supermarché Mammouth

(Chaîne Docks-Mammouth)

Ce texte émane d'un petit groupe de camarades ayant participé au soutien de la lutte des travailleurs de Mammouth mais qui n'adhèrent à aucune formation politique ou syndicale. Il fait une analyse de l'attitude des différents groupes organisés au cours de cette lutte.

Ce texte a circulé en quelques exemplaires parmi les employés grévistes de Mammouth qui l'annotèrent. Leurs remarques sont disposées en notes infrapaginales (grévistes A, B, C...). Certains furent d'accord avec ce texte.

### LA GRÈVE

Samedi 20 mars 1971, 200 employés de Mammouth (sur 300) se mettent en grève pour la journée sur proposition de la C.F.D.T. et de la C.G.T. Revendications : car, repas, licenciements abusifs, augmentation de salaire... Au cours de la journée, les grévistes, réunis en Assemblée générale, décident de poursuivre le mouvement les jours suivants, car le lendemain dimanche et lundi doit avoir lieu un inventaire. Ainsi la grève illimitée est-elle décidée au cours de la première journée, sans que les organisations syndicales l'aient prévue à l'avance.

Elle a duré du 20 mars au 2 avril. Dès le début un comité de grève se constitue (syndiqués +

non syndiqués). Chaque jour une A.G. des grévistes se réunit pour décider de l'organisation matérielle de la grève. Le travail reprend sans qu'aucune des revendications ne soit satisfaite. Les collectes apportèrent plus de 2.000.000 A.F. (cela permit le paiement intégral des grévistes, même pour les employés à mi-temps). Sur des revendications à peu près identiques, d'autres magasins de la chaîne Dock-Mammouth se sont mis en grève : Montfermeil, Garges (avec occupation des locaux), Nantes (2 magasins). La fin de la grève s'effectua sur proposition du délégué C.F.D.T. avec proposition de redébrayage immédiat si le patron ne négociait pas, mais aucun mouvement ne repartit.

### LES SYNDICATS

... Très peu de syndiqués avant la grève.

#### Syndicat indépendant

Nombreux adhérents avant la grève, majoritaire, il regroupe plus de la moitié des syndiqués.

• Ne participe pas à la grève. Il soutient la direction. Très peu d'adhérents après la grève.

#### La C.G.T.

##### Son attitude

Quelques adhérents avant la grève. Elle participe au début bien qu'un délégué C.G.T. soit non-gréviste (1). Mais elle est en désaccord sur les revendications : elle discute avec la C.F.D.T. pour transformer les 100 F pour tous en augmentation hiérarchisée, et les 800 F net en 800 F brut (refusé par l'A.G.).

(1) Actuellement, il ne fait plus partie de la C.G.T.

##### Pourquoi

— Revendication hiérarchisée = politique nationale qui vise au recrutement des cadres (le syndicat des cadres C.G.T. fait souvent l'unité d'action avec la C.G.T.).

— Bien que la C.G.T., tout au long du conflit, ait essayé d'imposer ses propres revendications, différentes de celles des grévistes et d'affaiblir le mouvement (fausses informations, pas de vaste

— Elle démissionne du Comité de grève, sous prétexte qu'il est manipulé par le comité de soutien et parce qu'elle estime les revendications irréalisables (2).

— Au meeting du 29 mars, un délégué C.G.T. annonce que Mammouth de Montfermeil a repris le travail. Contre information de la Ligue confirmée le lendemain par la C.F.D.T. : les grévistes de ce centre avaient repris le travail, la C.G.T. leur annonçant que Montpellier avait cessé la grève ; ils redébrayèrent le lendemain.

— Dans toute la ville, la C.G.T., par le canal de ses adhérents dit que la grève est manipulée par les gauchistes. Elle invite à ne pas donner aux collectes (3) : « vous ne savez pas à qui vous donnez votre argent ».

— Elle continue à négocier avec la direction sur ses propres propositions et non celles des grévistes.

— Les délégués sont hués lors des assemblées (4). A la fin de la grève, le nombre des adhérents est passé de 4 à une vingtaine.

mouvement de soutien à la lutte), elle ne sort pas affaiblie de l'épreuve : la direction sait que dans tout conflit il faut compter avec elle. Son rôle de modérateur et sa capacité malgré tout, à contrôler dans une certaine mesure l'action propre des travailleurs, lui permet d'être considérée comme représentative.

— La C.G.T. ne pouvait pas rester au comité de grève car leur faiblesse du début ne leur permettait pas d'imposer leur politique à l'A.G. Mais bien que ne représentant que la C.G.T., c'est-à-dire pas grand chose, les délégués continuaient à négocier.

— La dénonciation des gauchistes est permanente car certains de ces groupes se présentent de plus en plus comme des concurrents du P.C. et de la C.G.T.

— La C.G.T. veut avant tout substituer son action à celle des grévistes. Dès qu'elle ne peut contrôler un mouvement, elle fait tout pour le discréditer et l'affaiblir car elle doit rester respectable pour négocier avec la direction. Elle se fout de soutenir effectivement les grévistes, il lui est plus important de pouvoir continuer à négocier pour garder son prestige.

### La C.F.D.T.

— Une dizaine de syndiqués avant la grève. Les militants de la C.F.D.T. ont soutenu très activement la grève. Ils ont participé au Comité de grève dès le début. Ils ont tout fait pour que les décisions soient prises par les A.G. et que la grève soit gérée par les grévistes.

— Ils ont proposé qu'une délégation du comité de grève aille discuter avec la direction (et pas les syndicats). Devant le refus de la direction, les délégués C.F.D.T. se sont retirés avec l'ensemble de la délégation, alors que la C.G.T. allait négocier au nom des grévistes.

— En résumé, la C.F.D.T. refuse d'imposer ses positions aux grévistes, de les représenter et de négocier en leur nom : son attitude fut dans l'ensemble opposée à celle de la C.G.T. Ce faisant, elle n'a pas rempli les fonctions que le capitalisme attribue au syndicat et qui est de servir d'intermédiaire entre le patronat et les employés ; le syndicat étant le seul interlocuteur reconnu.

— Au cours de la grève, la C.F.D.T. n'est pas apparue en tant qu'organisation, ses militants se sont comportés en grévistes et non en bureaucrates

---

(2) Gréviste A : Quand la C.F.D.T. a demandé à la C.G.T. de reprendre sa place dans le comité de grève, les grévistes CGTistes ont répondu : « Quand la grève sera menée seulement par les grévistes, nous reviendrons ».

(3) Gréviste B : En tant qu'adhérente à la C.G.T. j'ai participé très activement à toutes les collectes effectuées sur Montpellier, et il n'a jamais été question de telles bêtises.

Réponse des auteurs du tract : En fait, lors d'une collecte à la faculté des sciences, un technicien CGTiste a tenté d'expliquer que tout de même ces collectes étaient bien louches car elles avaient commencé dès le 3<sup>e</sup> jour. On comprenait bien qu'on fasse des collectes après 2 ou 3 semaines de grève dure, mais pas si tôt.

---

(4) Gréviste A : Réaction de jeunes insouciantes. Malgré le temps que lui prend la lutte continue dans toute la France, ou même simplement dans notre ville, la C.G.T. a soutenu la masse ouvrière de Mammouth qui a voulu lui faire confiance. Nous, CGTistes de Mammouth, nous ne regrettons qu'une chose, c'est que la C.G.T. n'ait pas répondu de suite à notre appel, mais on ne peut pas le lui reprocher, elle se bat continuellement. Seul un syndicat qui débute et qui cherche à lancer un mouvement a pu mener les travailleurs de Mammouth à cette catastrophe : reprise du travail après 13 jours de grève, sans rien avoir obtenu.

— Lors des commissions paritaires, les délégués C.F.D.T. ne signent rien et convoquent une A.G. du personnel pour décider de l'attitude à adopter.

— Une quarantaine d'adhérents après la grève (6).

— Mais cette position est pratiquement insoutenable pour les syndicalistes, si bien que la C.F.D.T. a quand même négocié au nom des grévistes :

1) avec la C.G.T. en bradant la revendication des 100 F uniformes contre une augmentation hiérarchisée (négociations d'ailleurs malheureuses car rejetées par l'A.G. des grévistes) (5).

— 2) avec la direction... après la grève dans le cadre des commissions paritaires.

## LES GROUPUSCULES ET LE MOUVEMENT ÉTUDIANT (7)

### La Ligue Communiste

— Dès le lundi 22 mars, la direction montpeliéraine de la Ligue crée son comité de soutien, commence à populariser la lutte et à collecter.

— A l'assemblée générale du Secours Rouge, le lendemain, les militants de la Ligue « Communiste » prétendent que le Secours Rouge n'est pas habilité à populariser et soutenir les luttes, qu'il n'est qu'un organisme de lutte contre la répression des cas individuels. Ils invitent donc les membres du Secours Rouge qui désirent soutenir la grève à entrer dans leur comité de soutien.

— Ils font tout pour que le Secours Rouge n'intervienne pas en tant que tel.

— Par l'intermédiaire du Comité de Soutien, ils participent à l'organisation du bal, et apparaissent en tant que tel dans la manifestation du 31 mars : ils refusent de se plier à la décision du comité de grève qui leur avait demandé de ne pas mettre de banderole.

— Leur service d'ordre de révolutionnaires professionnels leur permet de contrôler les manifestants.

Pour la Ligue Communiste, la Révolution ne peut être faite que grâce à un « parti de Révolutionnaires professionnels » qui possède la ligne politique juste. Alors que les travailleurs sont incapables seuls de dépasser la conscience syndicale. Toutes les actions de la Ligue sont sous-tendues par cette position fondamentale : tous les mouvements revendicatifs doivent être *utilisés* pour construire le parti. Dès que les employés de Mammoth entrent en grève, la Ligue se déguise en comité de soutien pour « prendre des contacts » avec les grévistes.

— La Ligue a mené son action indépendamment du Secours Rouge, car sinon elle n'aurait pas pu apparaître en tant que Ligue, organisation capable de diriger les luttes (on peut rapprocher cette attitude de celle de la C.G.T. vis-à-vis du comité de grève).

— La Ligue a essayé de tenir le Secours Rouge à l'écart car elle se fout de soutenir effectivement les grévistes, mais les grèves et actions dures lui sont nécessaires pour pouvoir apparaître comme le remplaçant éventuel du P.C. (8).

-----  
(5) Gréviste D : Oui mais, rendez-vous aux évidences.

(6) Gréviste A : La C.F.D.T. a profité de l'inexpérience et du manque d'information des jeunes travailleurs de Mammoth. Heureusement des ex-CFDTistes se sont rendus compte que ce n'était qu'un syndicat de pantins.

-----  
(7) Gréviste B : A ce que je sache, ni la Ligue, ni le Secours Rouge n'ont jamais fait partie du syndicat d'une entreprise jusqu'à présent (heureusement), je ne vois pas ce qu'ils foutent là dedans.

(8) Gréviste C : La Ligue a fait tout ce qu'elle a fait avec l'accord des grévistes, mais la seule chose que je vois c'est que vous êtes d'accord avec la C.G.T., donc des pourris.

## Le Secours Rouge

Il a été formé pour lutter contre la répression. Il réunit tous les militants révolutionnaires organisés dans un groupuscule ou inorganisés. Les décisions sont prises en A.G. Le Secours Rouge apporta une collaboration active. Il a diffusé des tracts et fait des collectes. A la manif du 31 mars, à la demande du comité de grève, il a accepté de ne pas mettre de banderole.

Quand une action précise doit être menée, le Secours Rouge est utile, en dehors de ces périodes, les réunions se réduisent à des affrontements entre les groupuscules. Malgré l'aide à apporter aux employés de Mammouth, les A.G. du mardi 22 et mercredi 23 mars se bornèrent à des querelles. La Ligue voulait garder le contrôle absolu du soutien aux grévistes.

♦♦

Cette grève ressemble à beaucoup d'autres, où la C.G.T. joue le rôle de briseur de grève dès que le mouvement lui échappe et qu'elle ne peut plus le contrôler. Son rôle étant de se maintenir en place, de lutter pour de meilleurs avantages pour son organisation... Elle combat toute tentative d'autonomie réelle des travailleurs, toute structure qu'elle ne peut dominer.

lui est nécessaire pour accroître son crédit auprès des travailleurs. Il pourra ensuite contrôler aisément le mouvement : c'est à ce prix que le patronat accepte de négocier avec les syndicats et c'est pourquoi il en a besoin. Le double jeu que le syndicat doit jouer l'amène à développer son organisation, à lutter pour acquérir un plus grand pouvoir.

Si un syndicat se nie en tant qu'organisation syndicale (position insoutenable à moins de disparaître en tant que tel), il se nie aussi en tant qu'interlocuteur responsable auprès de la direction et il perd toute raison d'exister en tant que syndicat.

Son soutien aux luttes ouvrières apparaît donc nécessaire pour son renforcement. Mais son principal objectif s'éloigne de plus en plus des intérêts véritables des travailleurs : le contrôle des luttes par les travailleurs eux-mêmes.

Un syndicat en plein développement (comme la C.F.D.T.) doit soutenir des actions dures : cela

C'est pourquoi, en d'autres endroits, la C.F.D.T. est amené à avoir des positions analogues à celles de la C.G.T. et à faire un front uni avec elle... contre les gauchistes ou les jeunes travailleurs.

Les grévistes réunis en Assemblée Générale, où les décisions sont prises, un comité de grève responsable devant l'A.G. des grévistes et révocable à tout moment, représentent les formes de la prise en main de la lutte par les grévistes eux-mêmes. C'est de cette seule façon que les travailleurs pourront décider de leur propre sort : gestion directe des luttes par les travailleurs concernés, autonomie de leur mouvement.

Aucune organisation n'est habilitée à négocier à la place des grévistes, si ce n'est celle qu'ils se sont donnée au cours de la lutte.

**« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »** et pas celle des bureaucrates, ni des partis... (9).

---

(9) Gréviste A : Et pas celle des « fils à papa » qui n'ont jamais rien fait de leur vie, à part de foutre la pagaille lors de mouvements sérieux que mènent la C.G.T. et la C.F.D.T.

Gréviste C : On n'a pas besoin d'un journal qui ne sait pas ce qu'il est, car tantôt il est avec la C.G.T., et les employés de Mammouth n'ont pas besoin ni de toi ni de la ligne juste de la C.F.D.T.

# CORRESPONDANCE

## SUR L'ORIENTATION D'I.C.O.

*Dans le n° 101-102, janvier-février 71, page 44, figure un résumé de la discussion entre les camarades de Paris autour de deux projets de plateforme, établis par deux groupes de camarades de la région parisienne. Suite à cette publication, nous avons reçu les propositions et commentaires suivants :*

### I.C.O. : groupe de liaison

*(d'un camarade du Pérou - 4-71)*

Au début de ce siècle, les partis ouvriers révolutionnaires, et aussi une bonne partie du reste de la société, voyaient déjà très proche le jour de l'émancipation de la classe ouvrière et, comme conséquence, de toute l'humanité. Avec la victoire du parti bolchévique, cet espoir s'est renforcé et devint un des agents moteurs de l'action ouvrière.

Aujourd'hui, un demi-siècle après, il ne reste plus rien de ces espoirs. A réapparu l'exploitation de naguère et le mode de l'accumulation primitive, propre du capitalisme naissant, est de nouveau en pratique sur une bonne moitié du monde, au milieu d'un esclavage physique et mental féroce. Sous une forme ou sous une autre, le capitalisme a pénétré dans tous les recoins du monde et imposé partout ses lois.

Il serait tout à fait erroné de vouloir expliquer ce recul énorme de la classe ouvrière par le caractère démoniaque des chefs dictateurs, par la trahison des partis politiques ouvriers ou la corruption des syndicats. Tout ceci n'est que le reflet de la grande défaite de la classe ouvrière.

Et si la classe ouvrière a échoué, malgré des grèves et luttes acharnées et des victoires initiales, c'est que la tâche de la transformation de la société s'est avérée au-dessus de ses forces, ou, ce qui revient au même, la classe adverse est beaucoup plus forte qu'on ne le pensait. Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler que le parti socialiste comme le bolchevique, bien avant leur dégénérescence, considéraient qu'il suffirait de conquérir l'appareil politique existant pour instaurer le communisme. L'histoire de ces dernières 50 années a démontré à quel point ce mode de penser est fallacieux. Nous savons aujourd'hui qu'à la base de la grande défaite historique a

été l'immaturation du prolétariat, l'incapacité de maîtriser les rapports sociaux.

L'homme a réussi à vaincre les obstacles physiques les plus invraisemblables, à dominer toutes les forces de la nature, à se rendre maître du monde entier. Une seule force lui a échappé jusqu'à présent : l'organisation sociale. Cette force lui paraît mystérieuse, pleine de menaces et de dangers, incompréhensible, ne donnant aucune prise pour la dominer.

Nous savons tous aujourd'hui qu'à la place du prolétariat russe qui lui, n'avait pas pu assumer l'organisation de la société, c'est une classe adverse qui a pris le pouvoir pour s'étendre chaque fois davantage.

Et de même qu'on ne peut pas comparer la société féodale et arriérée d'alors avec celle d'aujourd'hui, de même il n'y a pas de mesure commune entre la force physique et idéologique des deux classes. La nouvelle classe a dû lutter à la fois contre un prolétariat puissant qui se croyait victorieux et contre un capitalisme hautement concurrentiel à l'extérieur. Elle a acquis une force idéologique autrement dangereuse que la vieille classe bourgeoise.

La lutte de classe ne s'arrête pas, mais la forme change. Sur les lieux de travail, les ouvriers, de par le monde, cherchent chaque fois de nouveaux moyens pour résister à l'exploitation matérielle et à l'oppression. A la recherche de nouveaux moyens de lutte physique correspondent les recherches de nouvelles méthodes de combat idéologiques. Les quelques groupes révolutionnaires, très peu nombreux, qui se forment maintenant (dont I.C.O.), ne sont que l'expression de ce renouveau de luttes.

## A PROPOS DU SYNDICAT

Dans le n° 103-104 d'I.C.O., mars-avril 71, figure, page 34, sous le titre « GAUCHISME, SYNDICATS ou MANPOWER », un extrait d'un article paru dans le bulletin du syndicat des correcteurs affilié à la C.G.T. Un camarade de Paris (syndiqué C.G.T. Livre) nous envoie la lettre suivante à ce sujet (6 mai 1971) :

« Je viens de lire le n° d'I.C.O. de mars-avril (103-104) et je viens apporter quelques précisions sur l'article que vous avez publié, page 34, dans la rubrique « nouvelles brèves », intitulé « GAUCHISME, SYNDICATS OU MANPOWER ».

« Dans le chapeau qui coiffe cet article, vous écrivez que le bulletin du syndicat des correcteurs définit ce qu'est notre syndicat : un bureau de placement pour la possession duquel s'affrontent des clans politiques.

« Il ne faut quand même pas pousser ! L'article en question a été écrit par un camarade qui s'est exprimé librement dans le bulletin, comme chez nous chaque syndiqué peut le faire absolument librement. Il a donné son point de vue. Ce n'est pas celui de l'ensemble des membres du syndicat. Car s'il est vrai qu'il y a chez nous des bifteckards, comme partout ailleurs, il y a quand même pas mal de gars pour lesquels le syndicat n'est pas qu'un bureau de placement, surtout pas un bureau « Manpower ». Ces bureaux intérimaires prélèvent un pourcentage sur les salaires de ceux qu'ils emploient, ce n'est quand même pas notre cas !

« Quant à l'affrontement des classes pour la possession de ce « bureau de placement », on se demande pourquoi on s'affronterait pour cela, attendu qu'en dehors du boulot important - non rétribué et à faire en plus du travail pour gagner sa croûte - et les emmerdements qui s'ensuivent, on ne voit pas ce qu'il y aurait à gagner à « posséder » le bureau de placement. Ce qu'il y a, ce sont des tendances au sein du syndicat qui expri-

ment leurs points de vue par l'intermédiaire du bulletin, par la parole dans les réunions absolument librement, je le répète. Il y a lutte d'influence sur des questions syndicales, mais, jusqu'à présent, pas « d'affrontement » pour « s'emparer » du syndicat (Je précise bien du syndicat des correcteurs. Ailleurs, sauf à la Chambre typographique, ce sont les communistes qui dirigent les syndicats).

« Quant à l'aide que les syndicats apporteraient au monde capitaliste pour lui permettre de mieux fonctionner... on en a parlé et on en parlera encore longtemps.

« On dit que les améliorations que les syndicats - les travailleurs - arrachent au patronat, prolongent celui-ci. C'est possible, mais alors, il faut dire bien clairement que l'on ne doit plus rien revendiquer, qu'il faut que la misère règne afin que les travailleurs se révoltent et changent la société. Pour mettre laquelle ? une stalinienne, une fasciste, ou grecque ? Rien n'est simple.

« En tout cas, je ne défends pas le syndicat - le syndicalisme - en soi. On peut supposer d'autres formes d'organisation. Ce qui est sûr, c'est qu'il faudra une organisation, quelle qu'elle soit.

« Mais on peut discuter longtemps... Je voudrais relever une erreur sur l'imprimerie de labeur, page 39. Il est dit dans l'article (2e paragraphe) que la presse a une 2e semaine de vacances d'hiver, depuis le début de l'an passé. C'est inexact, voilà au moins 6 ans que cette 2e semaine d'hiver existe dans la presse ».

(C'est juste que l'article « Gauchisme... », publié par le bulletin des correcteurs était le travail d'un camarade, et on aurait dû le préciser. La précision sur les congés d'hiver est exacte. Mais sur le fond, on n'est pas du tout d'accord et on répondra).

### Réponse provisoire d'un camarade de Paris (auteur de l'article) (31 mai 1971)

Il est vrai que ce n'était pas l'opinion du bureau du comité syndical qui était reflétée dans mon article, mais la mienne, bien qu'à l'époque j'étais « bonze syndical » (secrétaire adjoint). Tu as raison en ce qui concerne le fait que l'auteur de la mise au point n'ait réagi que lorsque cela est sorti de la « famille syndicale » car il n'y eut

pas de discussion à la suite de cet article, sauf une réponse d'un lambertiste (1) sur un point et ma non réélection au comité syndical.

(1) Lambertiste : c'est un membre de l'O.C.I.-A.J.S., groupe trotskyste dont le leader, depuis plus de 20 ans, est Lambert.



D'ailleurs, lors de la dernière A.G., alors que je soulevais des problèmes de « liste noire » dans l'embauche, ce même camarade et un autre « syndicaliste révolutionnaire » (Révolution Proletarienne) me demandèrent de retirer ma motion pour ne pas éclabousser le syndicat...

Je n'ai pas le temps de vous joindre une réponse, mais je vais essayer de faire un papier donnant une idée plus précise de ce qu'est le syndicat des correcteurs, qui est quand même quelque chose d'assez particulier, et tirant les leçons de mon expérience personnelle pendant un an de « responsabilité syndicale », désintéressée sinon à l'égard de la « cause » (sic).

## SUR LE MILITANTISME

Dans le n° 103-104 d'I.C.O. (mars-avril 71), nous avons publié sous le titre : Notes de lecture, p. 41 « Le Léninisme en question », une lettre d'un camarade de Paris.

Le groupe chargé du courrier s'est divisé quant aux réponses à faire, ce qui a donné les deux lettres suivantes (et qui peut en donner d'autres).

### LETTRE 1

« La lettre que tu as envoyée a entraîné pas mal de discussions, controverses et contradictions, aussi cette réponse sera-t-elle d'une part assez globale, mais, d'autre part, elle ne sera pas la position de tous les camarades d'I.C.O.

Ces dernières années, des groupes d'étudiants, d'intellectuels, d'artistes de gauche ou d'extrême-gauche, se sont rendus compte de l'inefficacité du « boulot militant » dans les boîtes : l'ouvriérisme ne marche pas ; non seulement ça ne déclenche aucune lutte, mais surtout ça n'apporte aucune nouvelle adhésion. Parfois même, ces groupes parachutés dans tel ou tel lieu de production (ou autre) se sont attirés une certaine impopularité, leur rôle récupérateur ayant été déjoué.

*La violence* : Depuis de nombreux mois déjà, il y avait eu une surenchère à la violence, de la part de presque toute la gamme gauchiste : commandos attaquant des commissariats, groupes entraînés allant rendre justice dans des foyers d'immigrés, dans des magasins, au procès de leurs camarades sacrifiés, dans certains lieux d'exploitation plus flagrante, comme les chantiers. Ces zorros du monde moderne eurent les honneurs de la presse de gauche et leur courage fit baver nombre d'intellectuels et pas qu'eux !

Cette confusion au sujet de la violence continue d'ailleurs à être entretenue, justifiée dernièrement encore par une soi-disant montée du fascisme permettant une nouvelle union sacrée de l'extrême gauche. Cette violence sentimentale entraîne des formes d'organisation imposées par les modèles bourgeois, car les limites de ces luttes sont prévues par le pouvoir (il faut noter que c'est l'Ordre Nouveau qui s'est le premier organisé com-

me les Zengakurens japonais, entraînant les guerriers gauchistes sur son terrain. Si ce mode militaire d'organisation des révolutionnaires japonais est si facilement assimilable, il faut croire qu'il était beaucoup plus groupusculaire que radical, comme on eût pu le croire à un moment donné).

*La violence militante et militaire MASQUE NON SEULEMENT LES LUTTES DE CLASSE ET LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE* (pillages - grèves sauvages - sabotages - séquestrations - cassages de gueule assassins de patrons ou de délégués syndicaux) *MAIS AUSSI L'ASPECT LUDIQUE INDISSOCIABLE DE TOUTE LUTTE REELLE* (il s'agit plus de se montrer le plus fort, le plus courageux, le plus mâle face aux flics, que de se marrer et d'être efficace).

*La fête* : Mais passer pour des martyrs lasse vite et la presse veut du nouveau. Ouvriérisme et violence ne sont pas suffisants ? Alors on va s'attacher à ce qui semble motiver de plus en plus pas mal de jeunes (et de moins jeunes) : les désirs, la vie quotidienne, la fête, etc... marchandises exclusives très vendables sur le marché révolutionnaire.

C'est au groupe qui parlera le plus de baiser, de cul, des communautés, des comportements nouveaux, des rapports affectifs, de faire la fête, de la réalisation des désirs... car comme le dit TOUT : « l'abondance, la fête, ne sont pas inconciliables avec le Parti et l'armée populaire ».

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas en parler, mais qu'il faut saisir tout cela dans la dynamique du système qui a besoin et qui secrète donc des rapports différents pour une meilleure rentabilité ; nouveaux rapports contenant déjà l'ébauche de la société cybernéticienne, mais aussi son renversement possible (des copains sont en train de faire un texte plus complet sur le M.L.F., le faux dilemme : couple ou communauté, etc...).

Issu de la même volonté démagogique (qui s'appuie d'ailleurs sur des réalités échappant à quiconque sauf aux luttes réelles) un organisme de replâtrage des groupuscules n'existant que par leurs canards s'est développé : le Secours Rouge, bouée de sauvetage de la déliquescence groupusculaire. Initialement créé pour la défense des militants (pas des droits communs) et pour l'amélioration des conditions de vie des prisonniers politiques (« camarades, autogérons les prisons ») le Secours Rouge a empêché certaines luttes de se développer (voir la fin de l'article) après avoir fait des revendications qui vont dans le sens d'une restructuration moderniste du système ; en effet, il y a belle lurette que les pays plus « avancés » ont rendu leurs prisons plus accueillantes (il serait même question de les supprimer dans certains pays nordiques). Couverture des gauchistes, le Secours Rouge s'est donc occupé de maintenir dans ses filets des désirs qui pourraient être dangereux pour lui. C'est dans cette perspective qu'est organisée une fête à la Mutualité sous prétexte de soutenir les prisonniers politiques (il faudrait aussi peut-être examiner les « nouvelles fêtes » sous un angle identique, de la rue d'Ulm — à l'École Normale — à Clignancourt, en passant par tous les prétextes imaginables) ; fête populaire donc, avec des videurs de service mieux entraînés que les traditionnels videurs des boîtes de nuit, qui veilleront bien à ce que les désirs soient éjaculés, et surtout à ce que cette masturbation ne dépasse pas les limites imposées par ces programmeurs de plaisir (des copains ont retracé dans un texte cette fête mémorable). Ainsi fut une fête à la Mutu !

Ces fêtes tombent à pic pour relayer la bourgeoisie qui, avec ses contradictions internes et ses restes archaïques, ne peut prendre en charge ces défoulements même pas défoulants et ces happenings où rien ne peut arriver si ce n'est leur sabotage. Les amuseurs qui désamorcent les désirs de fête réelle, surgissant de plus en plus fort, complètent l'action des managers les plus modernistes qui veulent instaurer des rapports sereins dans le travail, et des syndicalistes ou politiciens qui prônent l'autogestion des boîtes.

Ne pas oublier que nos désirs ne sont pas au-delà de la misère actuelle ! Ils sont à la fois reflet merdique et embauche de dépassement. Ils ne peuvent donc pas prendre forme que dans et par la lutte de classes, dans et par les luttes réelles. Ces piètres fêtards essayent de s'accaparer certains désirs, ils les tronquent dans l'œuf en les déviant des luttes de classes. Ils ne sont pas moins à pendre que les bureaucrates politicards !

*Les fêtes militantes masquent les luttes de classe et leurs jeux subjectifs :*

1) la gratuité évite des heurts qui peuvent aller du risquillage à l'émeute, comme au Palais des Sports.

2) le subversif de la pornographie y est désamorcé. A la Mutu, le spectacle du strip-tease paraissait le pendant du rôle que jouent actuellement les sex-shops et toutes les politiques sexuelles : réifier les désirs pour mieux les manipuler, en faire des marchandises impalpables (mais rentables) que l'on regarde sans en jouir, qui nous échappent, qui nous perdent.

3) la musique pop, de par ses structures musicales qui ne sont qu'à l'égal des structures artistiques et surtout de par l'usage qui en est fait : a) entretient un état de passivité : cf les festivals pop où va, bêlant, se vautrer toute une faune inerte ;

b) empêche, de par l'utilisation de sonorités très puissantes, des communications directes de s'instaurer et des discussions d'avoir lieu. « Ce n'est pas parce que les orateurs spécialisés se font huer qu'on ne va pas discuter ! ! ! » ;

c) a un impact abrutissant sur les sens et contribue, non seulement à adoucir les mœurs, mais surtout suprême magouille, A MASQUER LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE, aidée souvent en cela par la drogue et le cul, les nouvelles divinités.

La FETE ne peut être que *subversive*, donc prise dans le tourbillon des luttes, donc inséparable de la violence. Le reste est masturbation, éjaculation précoce ou hystérie sexuelle.

*Secours Rouge* : Nous venons d'entrevoir comment le S.R. s'est cristallisé grâce à un certain regroupement pour tenter une appropriation de certaines formes de luttes nouvelles qui s'ébauchent. S.R. a aussi eu un rôle démobilisateur lors des différentes histoires lycéennes : répression contre les pilleurs de magasins, sit-in pour empêcher les débordements, dispersions prématurées.

*S.R. : syndicat de la rue* : On pourrait aussi envisager comment le S.R. s'est précipité sur le con Guiot pour en faire une agitation politique. Son attitude ressemble étrangement à celle des syndicats qui désamorcent un état de tension. Depuis près de six mois, des luttes très radicales avaient lieu dans certains lycées, et en particulier à Rodin, où se vécut une fête permanente pendant plus de 15 jours, les profs, l'administration, les politicards ayant abandonné les lieux, en attendant que ça se tasse. Ce qui manqua fut une information et des liaisons directes.

S.R. arriva à temps avec ses propositions contre la répression en mettant en avant des mots d'or-

dre qui n'avaient aucun rapport avec les préoccupations quotidiennes ; il a détourné un processus de lutte à son profit. Appelant des actions contre la « répression », il a créé le cercle vicieux nécessaire à son existence. Lutter contre la répression devient alors lutter pour la survie et pour l'épanouissement du S.R.

Mais rien n'a changé dans notre propre action quotidienne ni dans celle commencée par certains lycéens. Le S.R. vit de la survie de tous et aussi du faible développement de nos luttes à tous. Et la survie de tous c'est la racine de ces manifs maso qui tournent autour du pot : à savoir la création d'un nouveau syndicat, le S.R., le syndicat de la Rue. Il est comme les autres, entre nous et notre libération.

*Mais... et la base ? C'est le grave problème des militants-antimilitants conséquents.*

Et si, des fois, il y avait, dans les comités de base, des mecs intéressants, honnêtes, pas bureaucrates ? Faudrait quand même en tenir compte. Certainement qu'il y a des gens qui ne se font pas d'illusions sur le S.R., comme les ceuss qui vont dans un syndicat, et qui pensent trouver là une structure qui puisse leur donner certains moyens d'action. Et puis après ?

Toutes les bureaucraties en appellent de leurs bases et usent la base des autres. *Y-en-a marre de ces « bases » et de ces « bureaucrates qui justifient réciproquement leur existence.* Le problème n'est pas « aller au S.R. ou ne pas y aller », car ça dépend des situations, comme en province ou en banlieue. C'est plutôt : **qu'il y ait ou non des possibilités d'utilisation des comités de quartiers ou de base, il n'en reste pas moins que l'impact politique qu'a le S.R. est un frein au développement des luttes.**

Une seconde raison alléguée pour aller à S.R. est : *c'est un lieu de rencontre.* Je pense qu'il y a d'autres lieux aussi intéressants pour rencontrer des gens. De toutes façons, on sait généralement qui on va rencontrer dans ces comités. On y rencontre généralement les « anciens » des Comités Vietnam, ou de la Palestine, vieux routiers qui se sont rendus compte que ce genre de soutien aux luttes de libération nationale a fait son temps, tout comme l'ouvriérisme ; d'où leurs nouveaux gadgets pour de nouvelles luttes de libération parcelaire (les femmes, la répression, les jeunes, les P.D., les zoophiles, les nécrophiles, et bien d'autres...).

Alors, d'accord, camarades, allons voir ce qui se passe dans ces « bases », mais dans le but de les faire se dévoiler, de les faire péter, et non pas

de servir d'élément dynamiseur pour les jeunes cadres du S.R. ».

## LETTRE 2

Nous avons eu connaissance de la réponse d'un camarade d'I.C.O. à ta lettre. Notre désaccord étant total sur la manière d'aborder les différents points que tu soulèves, désaccord qui pose des problèmes théoriques aussi importants que le syndicalisme, le bureaucratisme, etc..., nous avons décidé de donner un autre point de vue sur les différents problèmes abordés dans la réponse de ce camarade. Il y a un parti pris dans la façon de traiter les problèmes, ou plutôt de les faire s'évanouir, qui les réduit à des schémas ne laissant aucune place à l'analyse.

Taxer les autres de récupérateurs, de bureaucrates, de « zorros du monde moderne » et de fêtards (...) en leur prêtant une conscience machiavélique, permet de manquer le pourquoi de ces phénomènes.

Prenons-les dans l'ordre.

*La violence :* Que les tendances militaristes qui se sont faites jour lors des dernières manifestations (meeting d'Ordre Nouveau, Services d'Ordres en tous genres) soient sujettes à caution, nous en sommes persuadés. Mais, à la militarisation, qui draine effectivement tous les modèles bourgeois et leurs critères (affrontements de lignes, défense des lieux stratégiques, victoires, honneur) est seulement opposée la violence légitime des travailleurs sur les lieux de production. Et cette opposition, entre une lutte sur le terrain de la bourgeoisie et les luttes réelles dans les usines, escamote le problème de la rue. La rue serait-elle devenue le terrain des combats internes de la bourgeoisie ? Lycéens, rentrez dans vos lycées, ouvriers restez dans vos usines. De plus, la simple critique du militarisme prône dans l'affrontement un spontanéisme suicidaire. La rue existe, il faut la prendre, **mais avec imagination.**

*La fête :* Un peu partout s'organisent des fêtes. Tous les prétextes sont bons : anniversaire de la Commune, tribunal populaire contre la répression. Certes l'opportunisme est toujours là guettant sa part du gâteau. Mais le problème est de savoir si on peut réduire cette explosion de désir des fêtes à une simple manipulation groupusculaire, faisant le jeu du capitalisme. D'après les camarades, nous serions possesseurs d'une certaine capacité de désirs à conserver pour la lutte des classes, mais que des méchants, des sales bureaucrates, détournent et épuisent pour la survie de l'ordre existant. Voilà une théorie quantitative,

pas de la monnaie celle-là, mais du désir ! Qualifier le désir, c'est masquer sa dynamique en le situant dans le domaine du séparé. Le penser en terme de contenu de la lutte de classe, c'est entériner le dialogue fondamental de l'idéalisme bourgeois : fond-forme, contenant-contenu, sujet-objet, faux-vrai, etc...

Bien que songeant à un dépassement possible, il ressort du texte deux catégories de désirs :

— d'une part, un désir aliéné, celui qui se fait jour dans les fêtes, retrouverait toutes les pulsions de la bourgeoisie et son impuissance, objet de la rancœur du camarade (cul, baiser, masturbation, éjaculation précoce, défoulement, striptease, hystérie sexuelle, drogue sont les mots qu'il emploie pour le décrire comme s'ils portaient en eux des valeurs de normalité ou de moralité).

— d'autre part, le vrai désir qui dépasserait ce désir aliéné, en s'investissant on ne sait comment dans la lutte des classes réelle rejetée dans une imprécision abstraite.

En fait, cette imprécision permet de renvoyer toute manifestation du désir à un futur lointain pour condamner, au nom de ces compromissions, toutes ces manifestations actuelles. La sublimation militante ne fonctionne pas autrement ! La comparaison entre les activités commerciales de la bourgeoisie (sex-shops, strip-tease, pornographie), entre ses manœuvres à des fins de rentabilité sur les lieux de production (aménagement de la vie dans les usines, participation, nouvelle société...) et ce qui se passe dans les fêtes gauchistes, est un écran, un substitut. En effet, s'il est vrai que ces fêtes sont programmées, encadrées, limitées dans un rapport acteur-spectateur, il est non moins vrai qu'elles n'ont jamais pu se dérouler sans explosion. A Jussieu (faculté des Sciences) tous les spectacles prévus (pop music, cinéma, etc...) ont été annulés ou interrompus. A la Mutualité, le spectacle prévu par le Secours Rouge, interrompu au bout d'une heure par l'intervention d'un groupe de filles du Mouvement de Libération de la Femme (le « strip-tease » dont il est question) n'a jamais pu reprendre malgré les tentatives d'Evariste et autre petit chanteur à la croix de bois rouge. Ces tensions, ces explosions, ces bouffées de violence ou d'érotisme « sauvage » incontrôlées par le service d'ordre sont sans doute plus la matière d'une analyse du

désir et de ses manifestations que les programmes de telle ou telle organisation.

*Le Secours Rouge* : « La violence masque la lutte des classes » « la fête masque la violence révolutionnaire » et « le Secours Rouge replâtre le tout et joue le rôle de frein par rapport aux vraies luttes », autant dire qu'il les masque.

Toujours cette même analyse de travestissement, du coup monté, du machiavélisme. « Et nous, pauvres victimes, nous ne pouvons rien faire » (sur l'air des Canuts). Il y a belle lurette qu'on s'est aperçu que la principale production groupusculaire (au sens péjoratif du terme) est la paranoïa (sentiment de persécution).

Pour en revenir au Secours Rouge. Créé pour la défense des militants emprisonnés, lors d'une période d'intense répression (la chasse aux maos de l'an dernier) le Secours Rouge est devenu :

— d'une part, un enjeu politique à son plus haut niveau disputé entre le P.S.U., la Ligue et le Mouvement du 27 Mai.

— d'autre part, un lieu de rencontre, de mobilisation importante qui a essaimé un peu partout (création en province et à Paris de Comités de bases).

Que cette mobilisation se fasse sur des mots d'ordre frontistes et même réformistes (défense des droits de l'homme, etc...) pose effectivement des problèmes graves, il n'en reste pas moins que cette tendance n'est pas monolithique ni linéaire (voir à ce propos les énormes difficultés du Bureau National avec les groupes de bases et les nombreuses scissions), que les comités de base ont permis effectivement de relancer l'activité dans les quartiers et que la ligne proposée initialement a souvent été débordée (ce n'est pas un vœu pieux).

Pourquoi avons-nous fait cette lettre ? La pratique de certains camarades consiste en dénonciation des *impuretés* de l'actualité politique. Il ne s'agit pas pour nous d'avoir une attitude libérale, qui se situe aussi dans le champ de l'idéalisme moralisateur, mais de comprendre la réalité de cette actualité et ses nouvelles tendances.

Deux camarades d'I.C.O.

## L'INTEGRATION DES LUTTES

### d'un camarade en Suède

Votre intérêt porte de plus en plus souvent sur les questions ouvrières, les luttes de classe et classes de luttes qui se déroulent dans les centres de

production. Eh bien, après la grande et inattendue grève sauvage de KIRUNA (dont tout le monde a parlé et dont on parle encore ici ou là), les grèves

sauvages sont de plus en plus communes (comme d'ailleurs en Angleterre, en Hollande, un peu aux Etats-Unis et en France) et la presse n'est pas intéressée à en faire un grand scandale. Les limites de ce genre de grèves, comme vous l'avez déjà compris je pense, sont de plus en plus restreintes. Elles commenceront bientôt à être récupérées

— soit par de nouveaux syndicats plus « autonomes » ou plus « indépendants »,

— soit par des organisations syndicales anarcho-syndicalistes, telles que la S.A.C. en Suède. Au lieu d'avoir un grand syndicat, ou deux, ou peut-être trois, on aura une fédération de syndicats indépendants, ou bien des petits syndicats d'usine isolés, ce qui avance peut-être pour les revendications partielles sur les conditions de vie des travailleurs dans les centres de production. Ils sont déjà arrivés à avoir des syndicats propres. De l'autre côté, les patrons ont bien compris que ce n'est pas en les empêchant d'être organisés qu'ils vont résoudre les problèmes de la lutte pour l'appropriation des moyens de production. C'est ainsi que de plus en plus, en Allemagne et aux Etats-Unis surtout, de jeunes ouvriers ont commencé à pousser de plus en plus leurs syndicats pourris et contrôlés par des mafias ou par des organisations traditionnelles. Des conflits entre jeunes et vieux ouvriers éclatent avec des conséquences mauvaises pour le déroulement des affaires dans les usines, aussi les patrons commencent tout à coup à parler d'expérimenter de nouvelles formes de PARTICIPATION. « Let the workers organize their jobs themselves » entraîne une amélioration dans la production, la qualité des produits, les relations entre patrons-ouvriers, donc des profits pour les propriétaires.

En Allemagne, la compagnie « Messerschmidt-Boelkow-Blohm » a commencé une expérience en « laissant les ouvriers choisir eux-mêmes les heures de travail » ; de cette façon les problèmes d'absentéisme et de baisse de qualité des produits s'est résolu. 50 usines nouvelles en Allemagne adoptent déjà ces nouvelles formes de participation. Une grande avance dans la situation des ouvriers allemands, sans doute, mais... asez limitée je pense.

« Participative management — and job enrichment » sont les derniers cris dans beaucoup d'usines aux Etats-Unis, et les managers poussent la productivité en adoptant ces réformes. 40 compagnies aux E.U. ont réduit la semaine de travail à 4 jours, de 9 heures de travail chaque jour,

l'absentéisme a été arrêté net, au moins pour quelques années.

Je me rappelle maintenant, quelque part au sud de la France, près de Nice, l'année dernière on est allé voir l'usine modèle du maire de la région (Biot peut-être) ; il est communiste bien sûr et il est le plus riche de la ville. Dans son usine de vitres, verres, etc..., une trentaine de jeunes gars, bien bronzés par le soleil du midi ont l'air gais et chantent pendant qu'ils travaillent, il y a de la musique yé-yé tout le temps sur des magnétophones modernes, ils s'habillent en culotte de plage et peuvent travailler le dos nu, c'est « beau à voir » et c'est toujours plein de touristes comme nous, qui viennent voir les « bons ouvriers » dans une « bonne usine », et chez « un bon patron » ; le maire est de plus en plus riche et de plus en plus communiste je pense.

Voici le conseil donné aux directeurs d'usines dans la conclusion d'un rapport du département du travail des Etats-Unis : « La direction doit offrir de plus en plus de possibilités de participation aux jeunes ouvriers, autrement, ils vont faire ce que les étudiants ont fait dans les années 60 ». Eux, ils ont compris et appris les leçons des années 60. Qu'est-ce que nous avons compris nous ? Va-t-on continuer à donner indéfiniment des informations sur les nouvelles grèves sauvages autour du monde ? Il y en a de plus en plus, il va falloir une revue de plus en plus ample. Nous avons travaillé ici en Suède, pendant deux mois, dans une usine — un camp de concentration plutôt — bâtiments hors de la ville en pleine campagne, entourés de murs et de barbelés sur les murs, flic en uniforme de flic devant la grille d'entrée pour contrôler les paquets que chaque ouvrier emmène - quelques six cents ouvriers et cent techniciens et bureaucrates - un abattoir - un uniforme obligatoire pour chaque ouvrier, grades et différences de qualité et couleur des uniformes d'après le grade, caquette militaire et casquette de sergent. Ici on ne parle point des nouvelles formes de « participation ». Ici, c'est les suédois aux postes les plus importants avec une responsabilité quelconque, puis la deuxième catégorie sociale des danois, et finalement les « nègres » : yougoslaves, grecs, finlandais, polonais, et quelques cons mexicains. Les salaires vont bien sûr d'après les grades et catégories nationales, il y a bien sûr les bons danois qui peuvent avoir le même statut qu'un suédois, etc..., semaine de 5 jours et 9 h 1/2 de travail par jour. Je ne parle pas des taxes, mais la normale c'est de 40 à 45 % de ce qu'on pense avoir comme salaire. C'est ainsi que le welfare state se finance.

## Réponse de deux camarades d'I.C.O.

« Ton analyse et développements à propos de la grève sauvage ont suscité de nombreuses discussions et soulevé des points de désaccord. Ta position pourrait se résumer à ceci : les « grèves sauvages » tendent à dégénérer en anarcho-syndicalisme (fédération de syndicats autonomes et indépendants), ce qui, du fait de revendications partielles sur les conditions de vie et de travail, rejoindrait les tentatives du patronat d'amélioration des conditions de travail à des fins d'amélioration de la productivité. Tu en donnes des exemples (U.S.A., Allemagne, et même en France : Biot). Dans ces secteurs avancés de l'industrie, les mots d'ordre du patronat sont du style : « let the workers organize their jobs themselves ».

Il semble que cette analyse soit fortement impressionnée par les retombées de la grève de KIRUNA (I.C.O. n° 91-92, mars-avril 70). Effectivement les ouvriers ont lutté sur des revendications partielles : augmentation des salaires, mensualisation, compensations en cas de mutation, tarif des heures supplémentaires, etc...

Mais cette lutte, par les moyens que les travailleurs ont adoptés (création d'un comité de grève situé complètement en dehors du cadre syndical, souci permanent d'information et d'extension de la grève sur toute la Suède, et même sur les autres pays scandinaves) cette lutte donc est subversive et contient les germes d'une prise en main réelle par les travailleurs de leur émancipation.

A moins d'avoir une vision idéaliste de la classe ouvrière, les luttes ne peuvent s'amorcer qu'à partir des besoins immédiats des travailleurs. L'aménagement des conditions de travail n'était évidemment pas un aboutissement. Il faut se garder de tirer des conclusions hâtives et à la limite puristes sur le caractère plus ou moins progressiste de telle ou telle lutte, mais considérer le processus dans son devenir.

Venons-en au second point de la discussion : la pratique du « participative management ».

D'après la lecture d'un article intitulé « La motivation : Taylor est mort », il apparaît que quelques entreprises américaines (A.T.T., Corning Glass...), appliquent de nouvelles méthodes de gestion expérimentées par un psychologue : Herzberg. On s'aperçoit aux Etats-Unis que le développement de l'automation et du morcellement du travail entraînent une « crise de motivation » et un freinage de la productivité. Il faut trouver un palliatif à cet état de fait. Ce palliatif ne pouvait être une amélioration technique, il ne

reste qu'à exploiter l'homme dans toutes ses possibilités.

A la Corning Glass Works (produits de verre, 500 millions de dollars, 23.000 personnes), on applique depuis 3 ans les méthodes de Herzberg. Au démarrage de l'expérience, l'accent a été mis sur la confiance nécessaire entre cadres et travailleurs ; pour utiliser, pour vaincre les résistances, on fait une campagne de persuasion : séminaires à l'intention des cadres, réunions régulières dans les divers départements. Durant cette campagne, la direction supprime les concepts de normes de production à des fins de « déblocages psychologiques » ; tout est fait pour que le travailleur émette ses idées, « prenne ses responsabilités » : « actuellement, c'est l'existence d'une boîte à idées et l'attrait d'une prime qui encourage les ouvriers à innover. Plus tard, ce seront les augmentations individuelles de salaires qui récompenseront l'innovation ».

Première application (dans l'atelier de montage des plaques chauffantes) :

- suppression des chaînes de montage,
- assemblage total par une seule ouvrière qui « signe » le produit fini,
- fixation par les ouvrières des objectifs de production,
- programmation de leur propre travail et détermination de leurs propres horaires,
- auto-contrôle de la qualité du produit fini (ce qui entraîne la suppression des postes spécialisés de contrôle),
- contacts et discussion des commandes avec les clients.

Résultats : en 6 mois :

- le pourcentage des produits rebutés passe de 23 à 10 %,
- l'absentéisme de 8 à 1 %,
- la productivité est en nette augmentation sans aucune amélioration technique.

De plus, au-delà de ce « job enrichment », la Corning Glass veut développer une nouvelle conception du mode de production : « l'unité de travail autonome ». Equipes d'ouvriers complètement autonomes et qui ne répondraient, devant la direction, que du produit final.

Cependant, l'article se termine par les craintes émises à propos de l'éventuelle généralisation de cette méthode et des conséquences à long terme : « les travailleurs qui ont pris goût à la participation et dont les espérances ont pris une nouvelle dimension, n'exigeront-ils pas des responsabilités



supplémentaires et n'exerceront-ils pas une pression sur la direction pour que celle-ci réponde à leurs nouvelles aspirations ».

Et on peut penser que ces craintes sont justifiées. N'a-t-on pas remarqué que souvent dans les secteurs libéralisés, les luttes les plus radicales se font jour.

Nous touchons peut-être là les contradictions du capitalisme : extension probable de cette pratique due à un développement des forces productives et dangers de cette extension sur le plan des rapports sociaux de production.

## Une visite à domicile

On a beau se dire que ça devait arriver un jour et qu'en fin de compte ça n'a guère d'importance, on s'en serait quand même bien passé, car moins les ennemis de classe en savent sur notre compte, mieux on se porte.

On n'a pas pris le deuil pour ça, mais quand même on en discute et on avertit les camarades pour que chacun le prenne à sa juste mesure.

Le mercredi matin 2 juin, deux personnages se prétendant de la police (c'en était vraisemblablement, mais certains copains n'y croient pas), en tout cas agissant sans mandat et exhibant une « carte », se sont mis à fouiller le « local » (partagé entre d'autres groupes et I.C.O.).

Dans ce local, les camarades de Paris tiennent leurs réunions et effectuent tous les travaux matériels. C'est une nécessité. I.C.O. ne peut pas être le truc artisanal de quelques uns, mais le travail collectif du plus grand nombre de copains (et il ne l'est pas suffisamment, on aura prochainement l'occasion de faire un bilan là dessus). De plus, ce local est vaste, il est au centre de Paris. C'est bien pratique : on n'a pas de permanents et chacun de nous vient participer à la mesure de son temps disponible (un peu en ordre dispersé, il faut le dire). En particulier pour expédier I.C.O. Cette expédition, c'est un sacré boulot : faire les bandes, plier les canards, mettre sous bandes, trier pour la poste, etc... et on en passe.

Le plus souvent, on ne peut pas faire tout ça en un jour : s'il y a un évènement du moment, les copains en discutent, et c'est normal. Mais ça fait que tout dure plusieurs jours, et que bandes, adresses et I.C.O. mis sous bande restent parfois plusieurs jours dans ce local, sous clé

On voit donc que ce lien dont tu parles, entre la politique de « participative management » et les grèves sauvages, semble peu fondé.

Dans les grèves sauvages, l'autonomie est arrachée par les travailleurs, et *sans limites précises*. Dans le « participative management » elle est accordée, manipulée et limitée strictement par le patronat. On voit aussi par là, la pratique de l'idéologie bourgeoise qui intègre ce qui la menace en le stérilisant. »

bien sûr. Mais qu'est-ce que ça pèse une serrure... Manque de prudence ? Difficile de concilier le manque de temps, la prudence et le travail collectif. D'autant moins facile si on veut éviter les accusations de bureaucratisation qui viennent déjà trop souvent critiquer la méfiance de certains copains. D'autant moins facile qu'on ne veut pas crever d'être un cercle fermé qui remâcherait dans son ghetto intellectuel, sa routine, sa pureté et sa sécurité. Il passe beaucoup de monde à I.C.O., souvent pour la première fois, et c'est bien comme ça ; on se fait confiance et ça suffit.

Le hasard — ou le travail d'un indic — ont fait que cette perquisi- tion de vrais faux flics est tombée juste dans les quelques jours où des adresses étaient encore dans le placard pour quelques jours ; ça s'est trouvé comme ça ; il aurait aussi bien pu y avoir du tout s'il y avait eu plus de copains le vendredi d'avant pour faire l'expédition...

Les visiteurs n'ont aucune gloire à avoir trouvé les clés, planquées dans un coin : peut-être savaient-ils où elles étaient. Pourquoi les laissent-ils là ? Pour que chacun puisse venir bosser quand il se trouve disponible sans passer par l'intermédiaire d'un « responsable ».

Qu'est-ce qu'ils ont embarqué ?

— des adresses des copains de l'étranger qui reçoivent I.C.O. sous bandes (les bandes étaient toutes timbrées) ;

— les adresses des copains recevant liaisons et les publications théoriques et diverses listes, dont celle des abonnés de la région parisienne ;

— des lettres de fin 70 et les réponses d'I.C.O. qu'un copain devait prendre ;

- des commandes récentes de brochures ;
- une boîte contenant l'argent de la vente de numéros et brochures dans le local (environ 30 F).

Les camarades doivent donc tenir compte de tout cela, en supposant, au pire, que c'est bien la police qui détient ces documents et adresses.

### Ce que les camarades doivent faire

— Nous aider à reconstituer le fichier d'abonnés recevant I.C.O. liaisons, en nous faisant parvenir le plus vite possible sur un papier, leur nom et adresse et la mention « liaison » (ou) (et) « théorie ».

— Tous ceux qui n'ont pas reçu ce qu'ils ont commandé confirment leur demande en précisant s'ils ont versé ou non des fonds et combien.

— Pour le fric, la perte n'est pas élevée (environ 100 F), mais on en profite pour lancer un nouvel appel au fric pour combler ce trou et d'autres.

Tout ça, c'est pour l'immédiat. Car le fond du

problème touche le fonctionnement d'I.C.O. et sa pratique. Il est bien évident que ce qui n'est peut-être qu'une enquête de routine n'est pas fortuit. Que ce soit la police, la gauche et le gauchisme légal, les syndicats divisés ou unis, on est dans la ligne de mire des garants de l'ordre, ceux d'aujourd'hui et ceux de demain. On ne va pas se racler la cervelle pour savoir si on a enrichi les mémoires de l'ordinateur de la préfecture ou le fichier d'un groupuscule. Ce qu'il nous faut discuter c'est l'organisation du travail pratique (encore une fois) en fonction de son orientation. La visite des « inconnus », c'est la sonnette d'alarme qui nous rappelle une évidence : que nous devons rester au niveau de l'évolution des luttes et de la politique. A nous tous de voir.

### DISTRAIRE, FAIRE DE MAUVAISES PLAISANTERIES

C'est un motif d'avertissement pour infraction à la sécurité dans l'usine. Voici la reproduction du bon d'avertissement tel qu'il existe dans une usine de la région parisienne avec 9 motifs possibles bien définis.

On s'interroge également sur la signification du motif 2 « travailler à une cadence dangereuse » ou du motif 6 « prendre une position dangereuse » (est-ce politique ou sexuel ?)

(d'un camarade de Paris - 4-71)

Marquer d'une croix l'action dangereuse motivant l'avertissement	<b>ACTIONS DANGEREUSES</b>	Service : _____ Atelier : _____
	1 Travailler sans autorisation	<b>SECURITE</b>
	2 Travailler à une cadence dangereuse	
	3 Rendre les dispositifs de sécurité inopérants	Avertissement adressé
	4 Utiliser un outillage dangereux ou utiliser imprudemment un outillage	à M. _____
	5 Charger, mettre en place ou mélanger imprudemment	Profession : _____ Matricule _____
	6 Prendre une position dangereuse	pour inobservation des règles de Sécurité
	7 Travailler sur un outillage en mouvement ou dangereux	Le _____ (1)
	8 Distraire, faire des mauvaises plaisanteries	Date _____ Signature _____
9 Ne pas utiliser les dispositifs individuels de sécurité		

# Notes de lecture

## LA BUREAUCRATIE CELESTE

par E. Balazs, Gallimard 1968.

C'est sous ce titre que sont rassemblés divers écrits d'Etienne Balazs, consacrés à la société et l'économie de la Chine ancienne. Parmi les sujets traités, « Société et Bureaucratie » nous renseigne sur le corps du mandarinat, classe des lettrés-fonctionnaires propriétaires terriens dans la Chine ancienne, classe dominante par sa fonction étatique, sur sa continuité et sa permanence depuis la fin du 3<sup>e</sup> siècle avant notre ère jusqu'à la chute de l'ancien régime en 1912, puis dans la république bourgeoise de Kouo-min tang (1912-1949). L'avènement de la « démocratie nouvelle » de Mao Tsé-toung fut une véritable révolution qui mit fin en même temps à la bourgeoisie, la classe des propriétaires fonciers et à l'ancien corps du mandarinat, mais les remplaça par une classe de fonctionnaires de nouveau ton, la bureaucratie d'un capitalisme d'Etat, à qui elle donna un pouvoir absolu.

L'étude du passé amène à voir que la naissance et le développement de cette nouvelle classe dominante, cette bourgeoisie communiste, ont bénéficié de la tradition bi-millénaire des lettrés-fonctionnaires.

Dans la Chine ancienne, qu'est-ce que cette classe de lettrés-fonctionnaires ? La possession de l'écriture, la connaissance des caractères étaient source de pouvoir et d'émoluments. On lit, dans un ouvrage daté du 2<sup>e</sup> siècle avant J.-C., le *Houai-nan tseu* : « Autrefois, Ts'ang Hie inventa l'écriture, le Ciel fit pleuvoir des céréales et des démons pleurèrent dans la nuit (Commentaire : Les démons eurent peur que l'invention de l'écriture fût destinée à les dompter, c'est pour cette raison que la nuit ils pleuraient. ». Cette parabole suggère que ceux qui possèdent l'écriture sont censés être capables d'harmoniser la production des céréales et de maintenir la paix sous le ciel en sévissant contre les révoltés. Durant la monarchie de Tchéou (10<sup>e</sup>-3<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) les lettrés sont considérés comme la classe supérieure parmi les quatre catégories du peuple : lettrés, paysans, artisans et marchands. Les esclaves et serfs sont hors du classement officiel. Détenteurs du savoir, connaisseurs des rites, de la musique, des odes et de l'histoire canonique, les lettrés accèdent aux privilèges et à la propriété foncière par le fonctionnarisme, le mandarinat. Cette couche intermédiaire entre l'aristocratie terrienne et les autres catégories sociales se trou-

va désagrégée pendant la période des Royaumes Combattants (5<sup>e</sup>-3<sup>e</sup> siècle avant J.-C.), son sort étant lié à l'existence et à la disparition des féodaux. A l'issue de ces trois siècles de guerre, le seigneur de Ts'in avait détruit toutes les autres seigneuries ; il avait mis fin à la monarchie féodale des Tchéou et avec elle au féodalisme antique, système idéalisé par Confucius. La Chine unifiée en empire en 221 avant J.-C., divisée en 36 provinces, fut administrée par des fonctionnaires nommés par le pouvoir central. Les lettrés qui s'étaient pour la plupart dispersés dans le peuple, retrouvèrent leur emploi dans cette monarchie bureaucratique inaugurée par le Premier Empereur, Ts'in Che-houang-ti. Et c'est à partir de ce premier empire que la bureaucratie étatique, constituée par les lettrés-fonctionnaires, se substitue à la noblesse terrienne en tant que classe dirigeante. Ce n'est pas la propriété mais la fonction qui accroît le pouvoir dans cette société agraire. Les dynasties se succéderont, mais la monarchie bureaucratique va demeurer immuable et les lettrés-fonctionnaires resteront le groupe social dominant jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle. Les empereurs règnent, mais ce sont les mandarins qui gouvernent.

« La classe des lettrés-fonctionnaires (ou mandarins) — couche infime quant à son nombre, omnipotente quant à sa force, son influence, sa position, son prestige — est le seul détenteur du pouvoir, le plus grand propriétaire ; elle possède tous les privilèges, et d'abord celui de se reproduire : elle détient le monopole de l'éducation... Cette élite improductive tire sa force de sa fonction socialement nécessaire et indispensable, de coordonner, surveiller, diriger, encadrer le travail productif des autres, de faire marcher tout l'organisme social. Ils ne connaissent qu'un seul métier, celui de gouverner. Un célèbre passage de Mencius... exprime bien l'idéal des fonctionnaires-lettrés : « Les occupations des hommes de qualité ne sont pas celles des gens de peu. Les uns se livrent aux travaux de l'intelligence, gouvernent les autres ; ceux qui travaillent de leur force sont gouvernés par les autres ; ceux qui gouvernent sont entretenus par les autres.

« Spécialistes du maniement des hommes, les lettrés-fonctionnaires incarnent l'Etat créé à leur image : sévèrement hiérarchisé, autoritaire, paternaliste mais tyrannique, l'Etat-moloch totalitaire, ...dirigiste et interventionniste... Rien n'échappe à la réglementation officielle : le com-

merce, les mines, la construction, les rites, la musique, les écoles, toute la vie publique et une grande partie de la vie privée. Il y a d'autres raisons encore pour parler d'un Etat totalitaire. D'abord l'atmosphère de surveillance mutuelle et de suspicion générale auxquelles personne n'échappe, les plus haut fonctionnaires étant à la merci du premier délateur. Puis le caractère *arbitraire de la justice*. Aux yeux des pouvoirs publics tout inculpe est présumé coupable. Et le principe de la *culpabilité collective*... (qui) sème la terreur et fait trembler tous les sujets, en premier lieu les fonctionnaires-lettrés qui ne dominent pas seulement l'Etat, mais sont aussi ses serviteurs... Enfin, totalitaire aussi la tendance de l'Etat à s'opposer à toute innovation privée...

« Bien des traits de la Chine populaire nous rappellent l'ancien régime impérial : primauté de l'Etat et de la classe des fonctionnaires privilégiés — dans cette perspective, la bureaucratie du parti serait le pendant du mandarinat ; importance des travaux publics exécutés par des millions de coolies ; surveillance constante de la police ; intolérance d'un absolutisme éclairé mais totalitaire, avec son côté paternaliste, son sentiment de supériorité, sa suffisance et sa morgue ; et pour finir, impuissance de l'individu, incapable d'échapper à la pression sociale de la collectivité, à son conformisme... L'étatisme et le pouvoir absolu nous semblent constituer le véritable dénominateur commun de l'ancien et du nouveau régime de la Chine. »

La partie de l'ouvrage traitant l'histoire économique nous donne un aperçu, à travers deux millénaires, du sort des paysans, serfs et esclaves

à la merci des nobles, des propriétaires fonciers, des mandarins de la monarchie bureaucratique, et nous conduit jusqu'à la réforme agraire de 1950 après l'avènement de la « nouvelle démocratie ».

L'auteur conclut que l'industrialisation est la clé de tous les problèmes de la Chine et se demande quel prix les paysans devront payer. On sait déjà à quelle exploitation sont soumis les paysans dont le travail doit fournir le fonds d'accumulation primitive, la base de l'industrialisation, en particulier de l'industrie d'armements classique et atomique. Bien sûr, l'industrialisation est pour la bureaucratie source de pouvoir et de puissance, mais pour les ouvriers et les paysans de Chine, la clé de leur émancipation ne réside pas essentiellement dans la multiplication des usines et des machines, mais dans la fin de la bureaucratie, de son armée permanente et de sa police, dans la mort de l'Etat capitaliste.

Balazs soulève bien des questions très intéressantes et en particulier celle-ci : Comment se fait-il qu'en dépit des conditions très favorables — car la Chine était technologiquement et scientifiquement en avance sur l'Occident jusqu'au temps de la Renaissance — la civilisation chinoise ne donna jamais naissance, avant l'introduction du capitalisme européen, au capitalisme du type connu en Occident. Il répond à cette question en essayant d'analyser le mode de production de ce que Marx appela « société asiatique » (page 290 à 312).

Balazs est mort en 1963. On lui attribue « *Où va le capitalisme ?* », paru dans la collection Spartacus, sous le pseudonyme de Tomori.

## informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e.

Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :

24 F (France) - 30 F (Etranger) - 50 F (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.